

1^{er} janvier 2022 – 31 décembre 2022

Compte rendu d'exécution de la programmation 2022

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie



0

Sommaire

Sommaire

1 SIGLES 02

2 INTRODUCTION ET RÉSUMÉ 08

Contexte	09
Principaux constats	09
Synthèse des réalisations.....	10

3 LA PÉRIODE EN UN COUP D'ŒIL 18

Les principaux résultats du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2022.....	19
Tableau d'exécution budgétaire 2022	23

4 LES PROJETS, DISPOSITIFS ET OUTILS PORTÉS PAR L'OIF 24

Thématique Langue française et diversité des cultures	26
Thématique Affaires politiques et gouvernance démocratique	44
Thématique Éducation et formation	54
Thématique Économie et numérique	68
Thématique Développement durable	80
Transversalité	92
Influence et rayonnement de la Francophonie	108

5 ANNEXES 112

Publications éditées ou soutenues par l'OIF.....	113
Ressources éducatives, formations, CLOM réalisés par l'OIF ou en partenariat avec l'OIF	118
Prix, évènements de l'OIF ou co-organisés en partenariat avec l'OIF	122

1

Sigles

Liste des acronymes

ACP Pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique	AUF Agence universitaire de la Francophonie	CIRTEF Conseil international des radios-télévisions d'expression française
AFCNDH Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme	BOAD Banque ouest-africaine de développement	CISAC Confédération internationale des sociétés d'auteurs et compositeurs
AFD Agence française de développement	CADHP Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples	CITF Commission internationale du théâtre francophone
AGR Activités génératrices de revenus	CCI Centre de commerce international	CLAC Centre de lecture et d'animation culturelle
AIMF Association internationale des maires francophones	CCP Commission de coopération et de programmation	CLOM Cours en ligne ouvert et massif
AIMS Institut africain des sciences mathématiques	CDP27 27 ^e Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques	CNDH Commission nationale consultative des droits de l'Homme
AIPPF Association internationale des procureurs et poursuivants francophones	CEA Commission économique des Nations unies pour l'Afrique	CNJF Comité national des Jeux de la Francophonie
AOMF Association des ombudsmans et des médiateurs de la Francophonie	CEA Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives	CNUCED Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement
APAI-CRVS Programme régional pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil	CEDEAO Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest	CNUDCI Commission des Nations unies pour le droit commercial international
APEFE Association pour la promotion de l'éducation et de la formation à l'étranger	CEEAC Commission économique des États d'Afrique centrale	COMIFAC Commission des forêts d'Afrique centrale
APF Assemblée parlementaire de la Francophonie	CENI Commission électorale indépendante	CONFEJES Conférence des ministres de la jeunesse et des sports de la Francophonie
AQOCI Association québécoise des organismes de coopération internationale	CEREEAC Centre d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique d'Afrique centrale	CONFEMEN Conférence des ministres de l'éducation des États et gouvernements de la Francophonie
ARPIC Appui au renforcement des politiques et industries culturelles	CIRDI Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements	CPCCAF Conférence permanente des chambres consulaires africaines et francophones

 CPI

Cour pénale internationale

 CRDI

Centre de recherches pour le développement international

 CREF

Centres régionaux francophones

 DGLFLF

Délégation générale à la langue française et aux langues de France

 DNL

Disciplines non linguistiques

 EFH

Égalité femmes-hommes

 EFTP

Enseignement et formation techniques et professionnels

 ELAN

École et langues nationales

 ELFE

Espaces du livre francophone

 ENA

Écoles nationales d'administration

 EPU

Examen périodique universel

 FAE

Fonds « La Francophonie avec Elles »

 FERAM

Forum d'échanges et de rencontres administratifs mondiaux

 FERDI

Fondation pour les études et recherches sur le développement international

 FESPACO

Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou

 FFA

Forum francophone des affaires

 FGI

Forum sur la gouvernance de l'Internet

 FIDH

Fédération internationale des droits de l'Homme

 FIFA

Fédération internationale de football association

 FIJ

Formation et insertion professionnelles des jeunes

 FIPF

Fédération internationale des professeurs de français

 FISE

Festival international des sports extrêmes

 FLE

Français langue étrangère

 FMU

Fonds multilatéral unique

 FPHN

Forum politique de haut niveau

 FPT

Formation professionnelle et technique

 FRANCOPOL

Réseau international francophone de formation policière

 FrancoPrev

Réseau francophone de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violents pouvant conduire au terrorisme

 GADIF

Groupe des ambassades, délégations et institutions francophones

 GAF

Groupe des ambassadeurs francophones

 GAFT

Association des professeurs de français au Ghana

 GCSP

Centre de politique de sécurité

 GIZ

Agence de coopération internationale allemande pour le développement

 HCDH

Haut-Commissariat des droits de l'Homme

 ICANN

Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet

 ICC

Industries culturelles et créatives

 IFADEM

Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres

 IFE

Initiative francophone d'établissement

 IFN

Initiative francophone nationale

 IRENA

Agence internationale pour les énergies renouvelables

 INDH

Institution nationale des droits de l'Homme

 ISOC

Internet society

 JEDA

Jeunes enseignants débutants en action

 JIPF

Journée internationale des professeurs de français

 JOJ

Jeux olympiques de la Jeunesse

 KIX

Centre régional pour l'Afrique Francophone du programme de partage des innovations et des connaissances (KIX) piloté par le CRDI et le Secrétariat du Partenariat mondial pour l'éducation.

MASA

Marché des arts du spectacle d'Abidjan

MEAC

Mission économique et commerciale en Afrique centrale

MEC

Mission électorale de la Francophonie

MECA

Mission économique et commerciale en Asie du Sud-Est

MIC

Mission d'information et de contacts

MINUSMA

Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation du Mali

MRIF

Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec

OBG / GRIP

Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix / Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

ODD

Objectifs de développement durable

OEACP

Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique

OFE

Observatoire de la Francophonie économique

OHADA

Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires

OI

Organisations internationales

OING

Organisation(s) internationale(s) non gouvernementales

OMC

Organisation mondiale du commerce

OMP

Opération de maintien de la paix

OMPI

Organisation mondiale de la propriété intellectuelle

OMS

Organisation mondiale de la Santé

ONG

Organisation(s) non gouvernementale(s)

ONU

Organisation des Nations unies

ONUDI

Organisation des Nations unies pour le développement industriel

OSC

Organisation de la société civile

PASEC

Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN

PME

Partenariat mondial pour l'éducation

PNUE

Programme des Nations unies pour l'environnement

Portail EFH

Portail pour l'Égalité Femmes-Hommes

PREE

Programme régional d'économie d'énergie

REF

Rencontre des entrepreneurs francophones

RELIEFH

Ressources éducatives libres pour l'égalité femmes-hommes

REPEX

Représentations extérieures de l'OIF

RDIE

Règlement des différends entre investisseurs et États

RIJF

Réseau international de la jeunesse de la Francophonie

RFI

Radio France internationale

RIAFPI

Réseau international des agences francophones de promotion des investissements

RJS

Radio Jeunesse Sahel

SMSI

Sommet mondial sur la société de l'information

STIM

Sciences, technologies, ingénierie et mathématiques

UA

Union africaine

UE

Union européenne

UEMOA

Union économique et monétaire ouest africaine

UIT

Union internationale des télécommunications

UNESCO

Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

UNITAR

Institut des Nations unies pour la formation et la recherche

WBI

Wallonie-Bruxelles Internationale

ZLECAf

Zone de libre-échange continentale africaine

Directions, instituts, centres et représentations de l'OIF

CIJF

Comité international des Jeux de la Francophonie

CREFA

Centre régional francophone pour l'Afrique

CREFAP

Centre régional francophone pour l'Asie et le Pacifique

CREFECO

Centre régional francophone pour l'Europe centrale et orientale

DAF

Direction de l'Administration et des finances

DAPG

Direction des Affaires politique et de la gouvernance démocratique

DFEN

Direction de la Francophonie économique et numérique

DLC

Direction de la Langue française et de la diversité des cultures francophones

DPE

Direction de la Programmation et de l'évaluation

IFDD

Institut de la Francophonie pour le développement durable

IFEF

Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation

REPAC

Représentation de l'OIF pour l'Afrique centrale

REPAM

Représentation de l'OIF pour les Amériques

REPAN

Représentation de l'OIF pour l'Afrique du Nord

REPAO

Représentation de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest

REPAP

Représentation de l'OIF pour l'Asie et le Pacifique

REPCAL

Représentation de l'OIF pour la Caraïbe

REPECO

Représentation de l'OIF pour l'Europe centrale et orientale

REPMO

Représentation de l'OIF pour le Moyen orient

REPOI

Représentation de l'OIF pour l'océan Indien

RPGV

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (Genève et Vienne)

RPNY

Représentation de l'OIF auprès des Nations unies (New York)

RPUA

Représentation de l'OIF auprès de l'Union Africaine (Addis-Abeba)

RPUE

Représentation de l'OIF auprès de l'Union européenne (Bruxelles)

SCS

Service de la Conception et du suivi des projets

UEFH

Unité Égalité femmes-hommes

UJSC

Unité Jeunesse, sport et citoyenneté



Introduction et résumé

À propos du compte rendu d'exécution de la programmation 2022

CONTEXTE

Le compte rendu d'exécution est le principal support qui fédère et présente les réalisations de l'OIF dans tous ses domaines d'intervention, pour une année donnée. Il a pour objectif de rendre compte des réalisations et des résultats obtenus ainsi que de l'exécution budgétaire pour la période considérée. Des témoignages de bénéficiaires viennent étayer et illustrer les résultats obtenus. Ce document permet également aux équipes de disposer d'éléments factuels pour ajuster, au besoin, les actions de l'OIF en capitalisant sur les enseignements tirés.

La mise en œuvre de la planification 2022 a été marquée par des échanges réguliers entre les unités de programme, les représentations extérieures ainsi que la Direction de la Programmation et de l'évaluation (devenue, en mars 2023, Service de la Conception et du suivi des projets [SCSJ]). Ces échanges ont permis de suivre l'évolution du déploiement de la planification et d'y apporter des inflexions et des réallocations budgétaires en fonction de la performance d'exécution budgétaire des projets.

PRINCIPAUX CONSTATS

Les efforts de recentrage des actions engagées depuis 2019, début du cycle de programmation, ont été poursuivis en 2022. Les projets phares ont démontré leur pertinence auprès des bénéficiaires et ont consolidé le rôle et la place de l'OIF dans les domaines concernés. L'année 2022 réconforte aussi la valeur ajoutée de l'OIF, son rôle reconnu, attendu et apprécié dans des projets « historiques », ayant trait à la nature de l'Organisation et à sa spécificité.

L'approfondissement de la transversalité des actions a été poursuivi dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, de la jeunesse, de la société civile et du numérique. La prise en compte de ces thématiques par les autres projets sectoriels, la synergie et la mise en place d'actions communes entre différentes unités administratives sont à souligner.

L'année 2022 est marquée par la poursuite des partenariats, que ce soit avec les acteurs de la Charte, les autres acteurs institutionnels, des organisations internationales, sous-régionales ou régionales, avec des réseaux (institutionnels ou non) ainsi qu'avec la société civile francophone.

La décentralisation, qui est l'un des principaux fils conducteurs des modalités d'action de l'Organisation, s'est intensifiée en 2022. Sur le plan organisationnel, le réseau des représentations extérieures a été renforcé avec l'ouverture de la Représentation pour les Amériques, basée à Québec et de la Représentation pour le Moyen-Orient, située à Beyrouth. En outre, le Centre régional francophone pour l'Afrique (CREFA) a été inauguré à Djibouti en janvier 2022 et a démarré ses activités cette même année. Sur le plan programmatique, l'Observatoire de la langue française

a été décentralisé au sein de la Représentation pour les Amériques afin de faire de Québec un pôle majeur de la langue française dans le monde. Le rôle des représentations extérieures a également été consolidé dans le cadre du Fonds « La Francophonie avec Elles » ou encore dans le suivi et l'évaluation des centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC).

Le budget total de la programmation 2022 s'élève à 41,7 millions d'euros soit 900 000 euros de moins que celui de 2021. Ce budget total se compose de 23,4 millions d'euros au titre du Fond multilatéral unique (FMU) et de millions d'euros au titre des financements extrabudgétaires. Cependant, les financements extrabudgétaires ont connu une augmentation entre 2021 et 2022, passant de 16,5 à 18,3 millions. Les contributions statutaires et volontaires sont, quant à elles, passées de 26,1 millions d'euros à 23,4 millions en 2022.

Les dialogues de gestion conduits par la Direction de la programmation et de l'évaluation ainsi que la Direction de l'administration et des finances ont accompagné l'exécution budgétaire durant l'année 2022. Ces sessions ont permis de faire un suivi périodique de l'exécution de la planification, d'apprécier la pertinence et l'efficacité des projets et d'ajuster, au besoin, les allocations budgétaires. Le taux d'exécution budgétaire du FMU alloué à la programmation est de 98% pour 2022, ce qui représente une augmentation de 7 points par rapport à 2021. Le choix des activités à déployer, la qualité des partenaires sur le terrain, le processus de suivi de la mise en œuvre des actions, y ont notamment contribué.

En outre, dans une démarche continue de gestion axée sur les résultats, un nouvel outil de suivi et de reddition de la programmation a été conçu et déployé en 2022. Cet outil permet d'assurer le suivi opérationnel des réalisations de chaque projet et de renseigner les indicateurs et résultats y afférents.

SYNTHÈSE DES RÉALISATIONS

Rayonnement et influence

Les représentations extérieures ont contribué, en 2022, à renforcer l'influence et le rayonnement de la Francophonie par le biais de la diplomatie de concertation. Toutes les représentations extérieures sont appelées à jouer un rôle déterminant, en lien avec les groupes des ambassadeurs francophones (près de quatre-vingts GAF recensés dans le monde en 2022). Plus d'une cinquantaine de réunions et rencontres de ces groupes ont été organisées l'an dernier. Outre les réunions de coordination et de structuration des GAF, ces rencontres ont permis de :

- a) échanger avec les responsables des institutions ou organisations traitant des thématiques prioritaires pour l'OIF (multilatéralisme, multilinguisme, crises politiques, enjeux numériques, droits de l'Homme, etc.). Entre autres, on peut citer la rencontre du GAF de Genève avec le président du Conseil des droits de l'Homme, la rencontre du GAF de New York avec le Secrétaire général des Nations unies au cours de laquelle les thématiques paix et sécurité, développement durable, agenda climatique, éducation et numérique ont été abordées ;
- b) préparer des positions communes sur des sujets qui seront abordés dans des enceintes internationales. Il en était ainsi des différentes rencontres informelles tenues par le GAF de New York avec des experts francophones sur l'avant-projet de résolution des Nations unies sur le multilinguisme. Cette résolution, dont les missions permanentes d'Andorre et de la Colombie ont co-facilité la négociation, a été adoptée en juin 2022. On peut également citer la *Déclaration conjointe du GAF de Genève et de notre Représentation auprès des Nations unies à Genève sur l'engagement de la Francophonie en faveur de la riposte internationale face à la pandémie de la COVID-19*, lors de la 75^e session de l'Assemblée mondiale de la santé.

Ces actions de plaidoyer avec des interventions dans des enceintes internationales contribuent, par la même occasion, à promouvoir la langue française dans le contexte du multilinguisme.

L'influence sur la scène internationale est également soutenue par l'accompagnement des délégations pour leurs prises de parole devant les hautes institutions, notamment dans le cadre de l'Examen périodique universel.

Lors de la 27^e Conférence des Parties sur le climat de Charm-El-Cheikh (Égypte), la Francophonie a mobilisé plus de 8 000 participants autour de 120 activités organisées sur son Pavillon. Une concertation des ministres francophones a permis de mieux cerner les attentes et enjeux des pays membres. À la 15^e Conférence des Parties sur la Biodiversité, la Francophonie s'est également mobilisée à travers une concertation des ministres des pays membres. Sa contribution a été officiellement reconnue et saluée par la Secrétaire Exécutive de la Convention dans son discours d'ouverture.

Déploiement des projets phares

L'année 2022 a permis de conforter la pertinence de l'approche et des thématiques traitées par les projets phares. L'approche a comme objectif de faire de l'OIF un laboratoire de démarches innovantes qui sont ensuite relayées par des partenaires techniques et financiers pour une mise à l'échelle. Globalement, les projets phares évoluent en trois temps : une première phase pilote d'implantation, une deuxième phase de structuration et d'ajustement, et une dernière phase de maturité, avec un passage à l'échelle.

Deux projets phares ont terminé leur phase pilote d'implantation, en 2022 :

-  *L'Initiative francophone pour le Bassin du Congo* à travers laquelle, avec l'appui de partenaires, plusieurs activités ont été menées : l'opérationnalisation du *Centre d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique de l'Afrique centrale*, l'élaboration d'un projet régional dans le domaine des énergies renouvelables qui sera soumis au Fonds vert pour le climat, la mobilisation de la société civile à travers l'organisation du forum régional de la société civile en Afrique centrale sur la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo.
 -  *Radio Jeunesse Sahel*, avec la mise en place de la structure de gouvernance du projet et de l'équipe de la radio (comité de pilotage, comité consultatif des jeunes, nomination de la directrice de la radio et des points focaux nationaux, recrutement de l'équipe projet). L'année a également été mise à profit pour la mise en place (physique) de la radio (avec la réhabilitation de bâtiments et la mise en place d'équipements).
- Cinq projets phares sont entrés dans la phase de structuration et d'ajustement :
-  Le projet de *Mobilité des enseignants de et en français* s'est intensifié en 2022 avec le déploiement de la deuxième cohorte de volontaires au Rwanda et la première cohorte au Ghana, la poursuite de la formation des enseignants, la production de supports pédagogiques en partenariat avec TV5MONDE, le soutien aux associations de professeurs de français et la poursuite du soutien à la Fédération internationale des professeurs de français. L'année 2022 a aussi permis de renforcer la structuration du projet avec la mise en place d'un nouveau cadre juridique et d'un système de suivi.
 -  Le fonds « *La Francophonie avec elles* » a capitalisé ses deux éditions précédentes en recentrant son objectif sur l'autonomisation économique et sociale des femmes dans une perspective de développement durable. Sous réserve de quelques ajustements liés à la gouvernance du Fonds, le projet est désormais prêt à passer à l'échelle. Une concertation francophone a été organisée en marge de la 66^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies.
 -  Le projet de *Lutte contre la désinformation* a pu déployer des actions de renforcement de capacités et de mise en réseau d'acteurs vérificateurs de faits, des actions de sensibilisation sur les effets de la désinformation, l'accompagnement et le renforcement des politiques publiques de lutte contre la désinformation. La plateforme des initiatives de lutte contre la désinformation au sein de la Francophonie (ODIL) a soutenu et amplifié la dynamique engagée.

➤ Pour le projet *État civil*, l'année 2022 a permis la délivrance de quarantaine de milliers d'actes d'état civil (actes de naissance ou jugements supplétifs) dans les 3 pays d'intervention. Des actions de plaidoyer ont également été conduites pour la mobilisation politique en faveur des faits d'état civil. Des autorités nationales ont également bénéficié des appuis pour la production d'actes normatifs relatifs à l'état civil. Les expériences concluantes dans les pays d'intervention ont complété la phase de structuration de ce projet qui est prêt pour une mise à l'échelle.

➤ Le projet « *D-CLIC, formez-vous au numérique* » qui vise à renforcer les compétences numériques des jeunes de l'espace francophone a intensifié ses actions en 2022. Avec plus de cinquante sessions de formation et l'organisation de fora D-CLIC Pro, le projet a finalisé sa phase d'implantation et d'ajustement. Il est prêt à être mis à l'échelle. La signature d'un accord-cadre avec la BOAD, en décembre 2022, a confirmé la maturité du projet.

Enfin, trois projets phares sont déjà dans leur phase de maturité et de mise à l'échelle :

➤ Le projet *École et langues nationales (ELAN)* qui poursuit sa phase de déploiement à l'échelle avec l'obtention du financement extrabudgétaire pour la phase 2 du projet. Les actions en 2022 dans les 12 pays d'intervention ont consisté en des appuis techniques et pédagogiques à la mise en œuvre de plans d'actions nationaux sur le développement des enseignements bilingues, des appuis aux recherches et aux plaidoyers, des appuis à la production de fiches pédagogiques.

➤ *L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)* a définitivement acquis sa place et démontre sa grande valeur ajoutée pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité. Le passage à l'échelle du programme a été soutenu en 2022 par des appuis extrabudgétaires conséquents, permettant une extension de son déploiement dans 8 pays. L'intensification du programme se fait aussi à l'intérieur des pays concernés, par

leur accompagnement pour l'approfondissement du déploiement d'IFADEM à l'échelle nationale, en favorisant l'appropriation du programme et en soutenant la recherche de financement.

➤ *Le dispositif CLAC* a permis la poursuite du déploiement de formations d'animateurs et responsables, du renouvellement des collections et d'ouvrages, et de l'appui à l'organisation d'activités culturelles et communautaires. Le maillage du réseau des CLAC a été intensifié par la mise en place de nouveaux CLAC et de nouveaux ELFE (espaces du livre francophone). Avec ses dizaines d'années d'expériences capitalisées, le dispositif peut être mis à l'échelle si les moyens sont disponibles.

Quel que soit le niveau de déploiement de ces projets phares, l'année 2022 a permis de (re)confirmer que les thématiques traitées sont d'actualité et répondent aux besoins formulés sur le terrain.

Déploiement des autres projets

Concernant les autres projets de l'OIF, l'année 2022 est une année de poursuite des actions en ajustant les modalités de leur déploiement et en capitalisant les expériences. C'est également une année où la mise en retrait d'actions ou de projets a été décidée, faute de résultats probants.

Langue française et multilinguisme

L'année 2022 est marquée par la production et la diffusion de la 5^e édition de « La langue française dans le monde » par l'*Observatoire de la langue française*. Signe de son intérêt, la synthèse est désormais produite en dix langues. La notoriété de l'*Observatoire de la langue française* est grandissante. Ses données sont de plus en plus reprises dans des textes institutionnels et par les médias.

Le renforcement des capacités des Etats et des Organisations internationales et régionales, mais également des compétences en langue française des diplomates, fonctionnaires nationaux et internationaux ont été poursuivies à travers les dispositifs

Initiatives francophones nationales (IFN) et Initiatives francophones d'établissements (IFE) et les plans de renforcement du français et du multilinguisme au sein des organisations internationales et régionales. En partenariat notamment avec TV5Monde et l'Université Senghor d'Alexandrie, la mise à disposition de ressources et d'actions de formation ont été poursuivies : émissions « 7 jours sur la Planète », « Apprendre le français avec TV5Monde », « Enseigner le français avec TV5Monde », une formation 100% en ligne sur le thème de la conception et du pilotage de politiques publiques pour un aménagement linguistique.

Avec le projet *Plaidoyer pour la langue française et multilinguisme*, des actions de formation, de développement d'outils d'apprentissage et d'enseignements du français ont été déployées. Avec l'appui de partenaires, des outils de promotion du multilinguisme ont été produits et diffusés : le lexique trilingue « 60 termes clés pour les négociations climatiques » (français, anglais et arabe) publié à l'occasion de la 27^e Conférence des Parties à la Convention des Nations unies sur le climat ; le livret « Dis-moi dix mots ». Des projets nationaux relatifs aux politiques linguistiques ont également été accompagnés.

Le dispositif des centres régionaux francophones (CREF) avec ses trois sites (à Djibouti, à Hô Chi Minh-Ville et à Sofia) a déployé ses actions pour appuyer l'enseignement du et en français par des formations et activités de renforcement de capacité, la production de manuels, la production et la mise à disposition de différents modules de CLOM ; des activités de réseautage et de partage d'expériences et des actions de mobilisation des enseignants et élèves pour le rayonnement de la langue française.

Diversité culturelle

Dans le domaine de *l'audiovisuel et du cinéma*, les appuis à la production de films et séries, financés à hauteur de 50% par des contributions extra-budgétaires, ont été poursuivis par les appels à projets, financés par le biais du Fonds Images de la Francophonie, par le Fonds Francophonie TV5MONDEplus, ou par le projet CLAP ACP2. Des films appuyés ont été sélectionnés dans les plus grands festivals du monde (Cannes, Berlin, Venise,



© Jeffery Erhurse / Unsplash

Toronto, etc.). Les soutiens apportés à des festivals de référence ont été poursuivis (FESPACO, Journées cinématographiques de Carthage, Vues d'Afrique et le Festival international du film francophone de Namur).

Dans le domaine du *livre et de l'édition*, l'attribution annuelle des deux prix (*Prix des cinq continents*, *Prix de traduction Ibn Khaldoun Senghor*) et l'Initiative *Tempo traduction* se sont poursuivies. Des activités de renforcement de la structuration de la chaîne du livre ont été menées.

Pour le *spectacle vivant et les arts visuels*, l'OIF a apporté son appui à la 13^e édition du Marché des arts du spectacle d'Abidjan (MASA). L'OIF a, en outre, mandaté une évaluation externe de sa contribution afin de revoir son positionnement. Des jeunes artistes ont été appuyés pour participer à des

festivals (Francofolies de Spa, Africolor, etc.) et lors du XVIII^e Sommet de la Francophonie à Djerba.

En ce qui concerne le projet *Politiques culturelles*, il s'est agi de poursuivre l'accompagnement d'administrations publiques nationales et régionales en charge de la culture dans le cadre du programme d'appui au renforcement des politiques et industries culturelles (ARPIC), et de la production d'un outil, le baromètre africain de la gouvernance culturelle, transmis à l'Union africaine.

Enfin, l'*Initiative pilote sur la découvrabilité des contenus culturels francophones* a consisté au référencement des lauréats des Jeux de la Francophonie sur Wikipédia ; à la mise en place d'un groupe d'accompagnement Nord-Sud et de la tenue d'actions de sensibilisation. La réalisation d'un prédiagnostic et d'un état des lieux par secteur sur les besoins des acteurs culturels a aussi été soutenue.

Paix, démocratie et droits de l'Homme

Dans le domaine de l'*appui aux processus démocratiques*, les actions de l'OIF dépendent des sollicitations des pays : missions électorales francophones déployées en lien avec les observateurs nationaux, appuis aux organes de gestion des élections et des institutions en charge des contentieux électoraux et de la couverture médiatique. Des actions de renforcement de capacité en leadership politique ont été conduites.

Avec le projet *État de droit, droits de l'Homme et justice*, les actions menées avec les partenaires habituels ont été poursuivies. La coopération parlementaire a été poursuivie avec des actions de renforcement de capacités de parlementaires sur des thématiques prioritaires pour l'OIF (égalité femmes-hommes, état civil, jeunesse, gouvernance numérique, autonomisation économique des femmes, lutte contre le changement climatique, etc.). Les États et gouvernements, les institutions impliquées dans la promotion et la protection des droits de l'Homme ont été mobilisés, leurs compétences renforcées. Des actions ont également été entreprises pour l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et la lutte contre l'impunité.

Le projet *Paix et stabilité* dans ses trois composantes (prévention des crises, appui aux opérations de maintien de la paix et lutte contre le terrorisme) s'est déployé en fonction des besoins inhérents aux situations politiques de l'espace francophone : actions d'accompagnement technique et financier au processus de transition, soutien à la stabilité au Sahel, organisation du 2^e séminaire de haut niveau pour les États membres francophones entrant au Conseil de sécurité des Nations unies, réforme du secteur de la sécurité.

Éducation et formation

Lancé en 2021, le *portail ressources éducatives libres pour l'égalité femmes-hommes (RELIEFH)* s'est développé et s'est ancré en 2022 dans le paysage des dispositifs de formation mettant à la disposition des enseignants et des tuteurs des contenus pédagogiques pour l'acquisition de connaissances et de compétences dans le domaine de l'égalité femmes-hommes.

Dans son volet « *Insertion* », le projet œuvrant pour *la formation et l'insertion professionnelle des jeunes* a déployé l'outil INSERJEUNE qui permet de mesurer le taux d'insertion professionnelles des jeunes diplômés et le taux de satisfaction des entreprises ayant embauché des diplômés. Dans son volet « *Formation* », le projet a continué à déployer ses actions de renforcement de capacités en ingénierie et pédagogie selon l'Approche par compétences (APC) pour former des formateurs et conseillers pédagogiques.

L'*outil KIX*, mis en place en partenariat avec l'AUF et la CONFEMEN, a pour objet le partage des innovations et des connaissances ainsi que la production de données probantes à destination des acteurs des ministères de l'Éducation, notamment des équipes de coordination nationale de la vingtaine de pays concernés. L'évaluation externe de l'outil KIX, réalisée en 2022, a démontré sa pertinence. Les résultats de l'évaluation ont permis l'obtention de financement de partenaires qui permet le lancement de la deuxième phase, KIX 2.0 en 2023.

Économie et numérique

Dans le domaine du *Commerce et investissements*, l'année 2022 a été marquée par l'organisation de deux *missions économiques et commerciales* en Asie du Sud-Est (Vietnam et Cambodge) et en Afrique centrale (Rwanda et Gabon). Ces missions favorisent le réseautage et les opportunités d'affaires entre les opérateurs économiques francophones.

La présence de l'OIF lors de l'*Exposition universelle 2020 à Dubaï* a permis de promouvoir les pays francophones comme destinations attractives en matière économique et commerciale. Pour favoriser le renforcement des réseaux économiques francophones, l'Alliance des patronats francophones a été mise en place, en mars 2022, à Tunis. La 2^e rencontre des entrepreneurs francophones a été tenue à Abidjan en octobre 2022.

Dans le domaine de l'innovation et métiers du numérique, outre le projet phare « *D-CLIC, formez-vous au numérique* », l'OIF a redynamisé les actions en faveur de la place et du rôle des francophones dans la *gouvernance du numérique*. Des actions de mobilisation, de renforcement de capacité, de réalisation et de diffusion de ressources ainsi que de partage d'outils de sensibilisation multimédia sur les enjeux du numérique dans l'espace francophone ont été menées.

Le projet *Les Pionnières de l'entrepreneuriat francophone* a concerné, en 2022, 32 entreprises pionnières dans 13 pays. L'objectif du projet était l'accompagnement de ces entreprises dans leur croissance et la mobilisation de fonds pour leur passage à l'échelle au bout de douze mois. Des résultats positifs ont été obtenus dans l'accompagnement des entreprises pour leur croissance. Toutefois, des difficultés liées à la nature du projet et à ses modalités de déploiement ont entravé le fonctionnement du projet. Il a aussi été observé une forte présence d'autres acteurs internationaux sur ces sujets, avec davantage de moyens humains et financiers pour l'accompagnement des entreprises, rendant l'action de l'OIF moins pertinente sur le terrain. À la fin de l'année 2022, la mise en veille de ce projet a été décidée.

Développement durable

Le projet *Ensemble pour l'atteinte des ODD* a permis de déployer des actions de renforcement de capacité (avec les jeunes et les femmes comme publics cibles prioritaires) pour la planification, la mise en œuvre et le suivi des ODD. Il s'est également agi de poursuivre les actions d'accompagnement des collectivités locales dans l'établissement de plans de développement durable, des actions de sensibilisation sur la mise en œuvre des ODD, la promotion d'un tourisme durable, et sur la protection et la préservation de l'environnement.

Le projet *Francophonie, environnement et résilience climatique* par le biais de son volet « Rio » a produit des outils d'aide à la négociation, a formé et accompagné des négociateurs francophones, et a mis en place des cadres de concertation francophones sur le climat, la biodiversité et la désertification. À travers son volet « Nexus », le projet a déployé des formations sur les pratiques, métiers et les technologies de l'environnement et du développement, a œuvré pour l'insertion professionnelle et à l'autonomisation des jeunes (formation et appui à des initiatives), a conduit des actions de sensibilisation sur la synergie entre l'agriculture, le climat, l'eau, l'énergie et la biodiversité.

En 2022, le projet *Accès aux services énergétiques modernes en Francophonie* a permis de déployer des formations sur la planification énergétique, sur la tarification des services électriques, sur les défis de la transition énergétique pour les secteurs de l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment. Le projet a également permis la production d'outils d'information, de sensibilisation et vulgarisation des connaissances scientifiques dans le domaine de l'énergie durable. L'année 2022 a aussi été marquée par la signature d'un nouveau protocole d'entente entre l'OIF et la Commission de l'UEMOA pour la finalisation du programme régional d'économie d'énergie (PREE).



Transversalité

L'année 2022 a été entièrement consacrée à la préparation des 9^e *Jeux de la Francophonie* qui auront lieu en juillet et août 2023 à Kinshasa. Les équipes ont accompagné le Conseil national des Jeux de la Francophonie pour la mobilisation et le recrutement des jeunes volontaires en Afrique centrale et la communication, notamment sur les réseaux sociaux.

L'année 2022 a également permis l'amélioration de la structuration de la *Conférence des OING*, la continuation des appuis à la société civile francophone et le développement de son rayonnement. La campagne d'accréditation et de retrait d'accréditation et la tenue de la 12^e Assemblée plénière de la conférence ont été conduites. Des organisations de la société civile ont bénéficié de formations pour la recherche de financement. Avec des partenaires, le quatrième appel à projets en faveur de la société civile engagée dans la mise en œuvre des ODD a été lancé. Des organisations de la société civile (accréditées ou non) ont été appuyées pour participer à des processus de négociation et de décision dans des enceintes internationales. La recherche de synergie et de complémentarité entre les actions de l'OIF et la société civile francophone a été renforcée pour une meilleure présence francophone dans les enceintes internationales.

Pour le volet « *Jeunesse* », l'année 2022 a été une année de structuration et d'intégration transversale. Elle a permis la mise en place du Réseau international de la jeunesse de la Francophonie (RIJF), co-construit avec les jeunes. Ce réseau devient l'interlocuteur principal de l'OIF pour la promotion des actions et des engagements en lien avec les jeunes. La visibilité du portail jeunesse a aussi été améliorée. Pour l'intégration de la jeunesse dans les projets et programmes, un guide de la transversalité jeunesse a été produit et une formation autoportante a été mise en ligne sur l'intranet de l'Organisation.

Enfin, en matière d'*égalité femmes-hommes*, l'année 2022 a été marquée par la production d'outils et le partage de connaissances (par des formations, boîte à outils EFH, cours en ligne, etc.) à l'endroit des agents de l'OIF, mais également des partenaires et bénéficiaires de projets phares. Avec l'appui de partenaires, un CLOM sur l'égalité femmes-hommes a été produit. Le rapport sur l'état d'avancement 2018-2022 de la *Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles* a été établi et diffusé.

3

La période en un coup d'œil

Les principaux résultats du 1^{er} janvier au 31 décembre 2022

PORTÉE DES ACTIONS ET BÉNÉFICIAIRES

Les actions de l'OIF déployées à travers tout l'espace francophone apportent, en priorité, une contribution significative à l'autonomisation des jeunes et des femmes francophones.



30

PROJETS, DISPOSITIFS
ET OUTILS EN COURS



1 116

PARTENAIRES ONT BÉNÉFICIÉ
D'UNE SUBVENTION DE L'OIF POUR
METTRE EN ŒUVRE DES PROJETS/INITIATIVES
SUR LE TERRAIN



832 043

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ET
PLUS DE 2 MILLIONS
DE BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS



41,7 M€

ONT ÉTÉ MOBILISÉS SUR LE FMU
ET LES FINANCEMENTS EXTÉRIEURS
EN FAVEUR D'INITIATIVES DIRECTEMENT
MISES EN ŒUVRE PAR CES PARTENAIRES

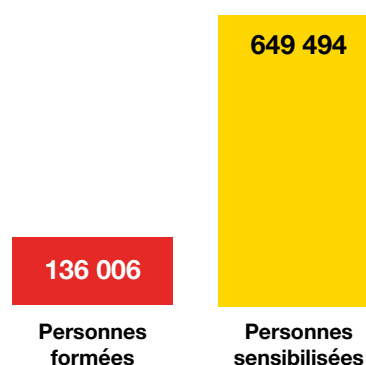
Les partenaires bénéficiaires des subventions de l'OIF pour la mise en œuvre de projet et d'initiatives sur le terrain sont composés d'une diversité d'acteurs institutionnels (ministères, collectivités territoriales, etc.) de la société civile (ONG et OING) et d'autres acteurs (universités, centres de recherche, observatoires, etc.). Ces partenaires constituent des relais importants pour atteindre de manière plus efficace les bénéficiaires finaux de l'OIF.



© Adobe Stock

Renforcement des capacités des acteurs

En 2022, le renforcement de capacités a permis une amélioration des compétences et connaissances à travers un gain dans l'usage de la langue française, dans le numérique, dans la prise en compte des enjeux de développement et dans la prévention des conflits. Les jeunes et les femmes accompagnés à la faveur de l'insertion professionnelle et des enjeux de développement sont aujourd'hui les porteurs de la solution durable à la question du chômage et de l'autonomisation.



« **Personnes formées** » fait référence aux personnes ayant pris part aux différentes sessions des formations organisées par l'OIF en ligne et en présentiel. Au cours de l'année 2022, ces actions ont principalement touché des jeunes, des parlementaires, des enseignants, des fonctionnaires internationaux et des femmes.

« **Personnes sensibilisées** » : il s'agit des personnes touchées par les activités de sensibilisation, de plaidoyers et les webinaires. Ont également été comptabilisées dans cette catégorie les personnes ayant assisté aux rencontres et événements organisés par l'OIF.



Outils développés et partagés

107 OUTILS ONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS ET PARTAGÉS pour faciliter la prise en compte du développement des capacités. Il s'agit des ressources et outils développés dans le cadre des formations, des CLOM, webinaires, des campagnes de sensibilisation, d'actions de plaidoyer organisées par l'OIF. Il s'agit également des différentes publications soutenues par l'OIF.



Initiatives et projets de développement soutenus

1 116 PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE ONT BÉNÉFICIÉ D'UNE SUBVENTION DE L'OIF pour mettre en œuvre des projets/initiatives sur le terrain. Les investissements soutenant les initiatives de développement occupent une place importante dans les actions de l'OIF.

Au cours de l'année 2022, ces investissements portés par les structures locales ont été orientés davantage vers les ODD et ont permis d'accroître l'entrepreneuriat au niveau des jeunes, l'autonomisation des femmes, d'améliorer le verdissement des espaces, l'électrification par l'énergie solaire photovoltaïque et la promotion d'un tourisme rural durable.



Portefeuille de la programmation

L'OIF a consacré un total de

41,7 M€

aux actions de programmation
durant l'année 2022 dont

23,4 M€ du FMU et

18,3 M€ de financement extérieur.

Les financements extrabudgétaires englobent
l'ensemble des crédits disponibles pour 2022
(les reports des crédits antérieurs non consommés
et les nouveaux financements).

Exécution budgétaire 2022

La revue semestrielle de la planification participe
au renforcement de l'approche de reddition axée
sur les résultats. Les nouveaux outils développés
par la DPE et la Direction de l'administration
et des finances (DAF) pour produire les états
d'avancement régulier, physique et financier de
l'ensemble des projets de l'Organisation ont
facilité la conduite de la revue de l'année 2022.

Les dialogues de gestion conduits par la DPE en
lien avec la DAF ont permis d'une part d'informer
et de sensibiliser les Unités de programmes sur
l'exécution budgétaire des projets et d'autre part
d'apporter de manière concertée, tout ajustement,
inflexion programmatique et/ou budgétaire garante
de l'efficience et de l'efficacité des projets.

Le budget FMU affecté à la mise en œuvre des
projets en 2022 était 23,4 millions d'euros,
dont 19,5 millions d'euros de budget initial et
3,8 millions de bonus affectés en fonction de la
performance. Avec un budget engagé à hauteur
de 22 831 296 euros, l'écart entre les ressources
allouées et les ressources utilisées est réduit de
manière significative en 2022. L'Organisation a
amélioré sa capacité d'exécution budgétaire pour
le FMU avec un taux d'engagement de 98%.

Tableau de l'exécution budgétaire



Thématiques	FMU			Financements extrabudgétaires (*)			Budget total
	Budget modifié	Budget engagé	Taux d'engagement	Budget affecté	Budget engagé	Taux d'engagement	
 Langue française et culture	5 529 055 €	5 360 273 €	97%	4 958 854 €	2 397 329 €	48%	10 487 909 €
 Affaires politiques et gouvernance démocratique	3 634 870 €	3 596 777 €	99%	1 974 598 €	603 280 €	31%	5 618 468 €
 Éducation et formation	2 906 813 €	2 841 624 €	98%	3 830 230 €	1 707 741 €	44%	6 737 043 €
 Économie et numérique	3 031 343 €	2 965 802 €	98%	1 330 914 €	938 891 €	71%	4 362 257 €
 Développement durable	3 029 839 €	2 972 876 €	98%	3 274 684 €	1 306 183 €	40%	6 304 523 €
 Transversalité	5 256 712 €	5 093 944 €	97%	2 986 551 €	2 640 869 €	88%	8 293 263 €
TOTAL	23 397 632 €	22 831 296 €	98%	18 355 831 €	9 594 293 €	52%	41 753 463 €

(*) Les financements extrabudgétaires englobent l'ensemble des crédits disponibles pour 2022 (les reports des crédits antérieurs non consommés et les nouveaux financements).

Les réalisations des projets, outils et dispositifs en 2022



Thématique Langue française et diversité des cultures

- ☞ Mobilité des enseignants de et en français
- ☞ Le français dans les relations internationales
- ☞ Plaidoyer langue française et multilinguisme
- ☞ Politiques culturelles et découvrabilité
- ☞ Production et événements culturels

Dispositif 1 : Centres de lecture et d'animation culturelle

Outil 1 : Observatoire de la langue française



Thématique Affaires politiques et gouvernance démocratique

- ☞ Processus démocratiques
- ☞ Lutte contre la désinformation
- ☞ État de droit, droits de l'Homme et Justice
- ☞ État civil
- ☞ Paix et stabilité



Thématique Éducation et formation

- ☞ Portail EFH : Ressources éducatives libres pour l'égalité femmes-hommes (RELIEFH)
- ☞ ÉLAN
- ☞ IFADEM
- ☞ Formation et insertion professionnelles des jeunes

Dispositif 2 : Les centres régionaux francophones CREF (CREFA, CREFAP, CREFECO)

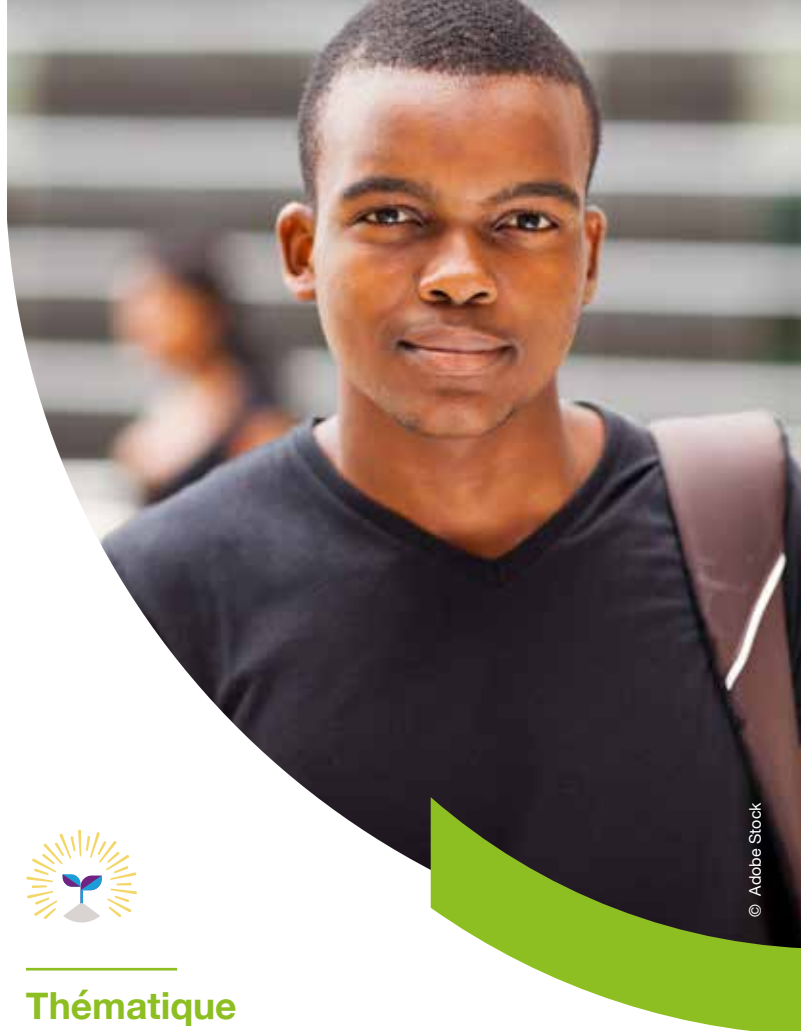
Outil 3 : KIX



Thématique Économie et numérique

- ☞ Commerce et investissements
- ☞ Innovation et métiers du numérique - D-CLIC
- ☞ Entrepreneurat Pionnières

Outil 5 : Veille, suivi et analyse économique



© Adobe Stock



Thématique Développement durable

- ☞ Ensemble pour l'atteinte des ODD en Francophonie
- ☞ Francophonie, environnement et résilience climatique
- ☞ Accès aux services énergétiques modernes et durables en Francophonie
- ☞ Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo



Transversalité

- ☞ Fonds "La Francophonie avec Elles"
- ☞ Activités "Égalité femmes-hommes"
- ☞ Radio Jeunesse Sahel
- ☞ Société civile
- ☞ Jeux de la Francophonie
- ☞ Projets Jeunesse



Influence et rayonnement de la Francophonie

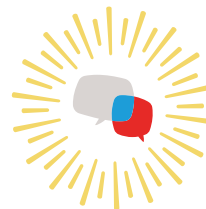
Langue française et diversité des cultures

49

pays touchés

Albanie, Andorre, Arménie, Autriche, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cabo Verde, Chypre, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Croatie, Djibouti, Égypte, France, Gabon, Gambie, Ghana, Grèce, Guinée-Bissau, Haïti, Laos, Lettonie, Liban, Macédoine du Nord, Madagascar, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Moldavie, Monténégro, Niger, Sénégal, Suisse, Sainte-Lucie, Slovaquie, Slovénie, Rwanda, République centrafricaine, République Démocratique du Congo, Tchad, Tunisie, Vietnam, Vanuatu





5

PROJETS EN COURS

- MOBILITÉ DES ENSEIGNANTS DE ET EN FRANÇAIS
- LE FRANÇAIS DANS LES RELATIONS INTERNATIONALES
- PLAIDOYER, LANGUE FRANÇAISE ET MULTILINGUISME
- POLITIQUES CULTURELLES ET DÉCOUVRABILITÉ
- PRODUCTION ET ÉVÈNEMENTS CULTURELS

1

OUTIL

- OBSERVATOIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE

1

DISPOSITIF

- CLAC - CENTRES DE LECTURE ET D'ANIMATION CULTURELLE

5,5 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU -

- TAUX D'ENGAGEMENT : 97 %

4,9 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS



Principaux résultats chiffrés

2 430

PERSONNES FORMÉES EN FRANÇAIS
PAR LE BIAIS DE 148 ACTIONS DE FORMATION

319 275

PERSONNES SENSIBILISÉES SUR DES ACTIONS
CONDUITES ET SOUTENUES PAR L'OIF POUR
L'USAGE ET LA PROMOTION DU FRANÇAIS

LA 5^E ÉDITION DE *LA LANGUE
FRANÇAISE DANS LE MONDE* PUBLIÉE
ET 10 VERSIONS LINGUISTIQUES DE SA
SYNTHÈSE DIFFUSÉES EN LIGNE ET

1 million DE LIVRES PRÊTÉS

2,5 millions

DE VISITES AU SEIN DES 204 CLAC
RÉGULIÈREMENT SUIVIS PAR L'OIF

64

FILMS ET SÉRIES SOUTENUS PAR LES DEUX
FONDS (IMAGES DE LA FRANCOPHONIE ET FONDS
FRANCOPHONIE TV5MONDEPLUS)

4 6 **FILMS DE FICTION ET
DOCUMENTAIRES SÉLECTIONNÉS**
DANS LES PLUS GRANDS FESTIVALS DU
MONDE (CANNES, BERLIN, VENISE, TORONTO,
SUNDANCE, LOCARNO ET AMSTERDAM)

150 **ARTISTES ET JEUNES
PROFESSIONNEL(LE)S ET**

25 **PROJETS SOUTENUS** DANS LE DOMAINE
DU SPECTACLE VIVANT ET ARTS VISUELS

2 **PRIX LITTÉRAIRES** DÉCERNÉS
(PRIX DES CINQ CONTINENTS,
PRIX IBN KHALDOUN-SENGHOR)

Mobilité des enseignants de et en français

BUDGET 2022 : 1 797 483 €

FMU : 797 483 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 1 000 000 €

Lancé en 2020, le projet de « **Mobilité des enseignants de et en français** » a pour objectif principal d'améliorer la qualité de l'enseignement de et en français dans plusieurs pays de l'espace francophone et de développer et/ou renforcer un environnement francophone dynamique. Son déploiement au Rwanda et au Ghana vise à :

- Accompagner les enseignants de français des pays bénéficiaires dans le renforcement des compétences et l'acquisition de nouvelles méthodes d'enseignement, le développement/déploiement d'outils et de contenus pédagogiques.
- Favoriser les échanges d'expérience et d'expertise entre enseignants et professionnels de l'éducation francophone.
- Assurer la formation des enseignants volontaires et de leurs pairs et mettre à leur disposition des outils et contenus pédagogiques contextualisés, mettre en place et/ou renforcer l'environnement francophone par l'intermédiaire d'activités scolaires multiples et variées.

En se basant sur les acquis des deux années précédentes, **les actions de l'OIF ont permis de renforcer l'enseignement de la langue française dans les pays ciblés par le biais de la mobilité des enseignants et formateurs de l'espace francophone** : 71 volontaires ont été déployés à travers la première et la seconde promotions.

5 vidéo à destination des professeurs de français langue étrangère ont été produites
<https://enseigner.tv5monde.com/articles-dossiers/articles/en-classe-avec-tv5monde-des-conseils-pratiques-pour-enseigner-le-file>

Principaux enseignements :

- Vu le succès remporté par ce projet au Rwanda et au Ghana, d'autres pays ont exprimé le souhait de bénéficier du soutien de l'OIF. Une nouvelle structuration s'est imposée afin de pouvoir répondre à l'expansion de ce projet.
- Un nouveau cadre juridique, des nouvelles règles de candidatures et de suivi des volontaires ont été établis.



« Le projet de mobilité des enseignants de et en français a énormément transformé notre relation avec l'Organisation par le renforcement de la coopération multilatérale à travers l'éducation. La présence des Volontaires au Ghana a comme conséquence immédiate la transition d'une organisation vue comme trop institutionnelle à une organisation beaucoup plus proche du quotidien des Ghanéens. Dans la durée, les valeurs de cette Organisation fondées, entre autres, sur l'accès à l'éducation de qualité pour tous et la promotion de la diversité culturelle, fondement du respect et du partage des identités plurielles, contribueront énormément à la trajectoire de rapprochement du Ghana aux institutions de la Francophonie. Sans faire de distinction, tous les projets initiés par les Volontaires dans leurs catégories respectives ont eu un impact positif. L'harmonisation des activités en cours de préparation vise à les améliorer afin d'accroître les indicateurs de performance de l'action de l'OIF sur le terrain ghanéen. Le Ghana, comme la plupart des pays membres non traditionnellement francophones, est un cas particulier qui interpelle les experts et partenaires de l'OIF à adapter des stratégies face aux politiques publiques d'aménagement de l'espace linguistique ».



M. Tchitchi KONDO-AYIGA, Correspondant national pour la Francophonie au Ghana, Président de l'Association ghanéenne des professeurs de français



« Dans le cadre de la création d'un environnement francophone, nous avons organisé une activité dénommée « MERCI PROF! » à la faveur de la journée internationale de l'enseignant.e. Cette activité avait pour but de célébrer les enseignant.e.s de notre groupe scolaire et les amener à utiliser tout un après-midi le français à travers un concours (C'EST QUOI ÊTRE ENSEIGNANT.E?), des jeux et des questionnaires. À la fin de l'activité, à ma grande surprise, les enseignant.e.s étaient tellement satisfait.e.s de ce qu'ils avaient découvert et appris et ont demandé à ce que la langue française et moi restions au Rwanda. »



Manuella Koua, enseignante volontaire au Rwanda

Coopération avec la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF)

L'OIF soutient les professeurs de français à travers le monde par l'intermédiaire de son partenariat historique avec la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF). Cette coopération permet à l'OIF de soutenir les associations de professeurs de français de ses pays membres et de s'introduire naturellement dans des pays non membres de l'Organisation afin de renforcer les associations qui s'y trouvent.

Journée internationale des professeurs de français (JIPF) : 177 activités ont été réalisées dans plus de 77 pays, sur les cinq continents. L'OIF a soutenu 26 projets ainsi que la mise en place du site de la JIPF.

V^e Congrès de la Commission du monde arabe de la FIPF : Prise en charge par l'OIF de 22 jeunes enseignants provenant de tous les pays de la Commission du monde arabe : Mauritanie, Maroc, Algérie, Tunisie, Égypte, Liban, Qatar et Jordanie. L'OIF a également assuré la formation de 113 jeunes professeurs de français en marge du V^e Congrès de la Commission du monde arabe tenu en 2022.

Formation des enseignants de français à des méthodes innovantes pédagogiques et didactiques.

Diffusion et conception de trois suppléments « Francophonies du Monde ».

27^{ème} conférence des Nations unies pour le climat en novembre à Charm-el-Cheikh en Égypte : Lancement d'un appel à candidatures pour soutenir des projets conçus par les associations et les fédérations nationales affiliées à la FIPF sur les thèmes « Le développement durable » et « le changement climatique ».

Principaux enseignements :

- Il faut poursuivre les efforts pour renforcer l'impact de notre soutien sur le terrain auprès des associations des enseignants de français.
- Il est indispensable de soutenir les associations au sein des pays jugés prioritaires actuellement pour l'OIF, les pays en crise ainsi que les pays concernés par le projet de mobilité des enseignants (Ghana, Rwanda et Seychelles).

Le français dans les relations internationales

BUDGET 2022 : 1 081 695 €

FMU : 931 695 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 150 000 €

Le projet « **Le français dans les relations internationales** » vise à consolider les capacités en français des acteurs des relations internationales par la mise en œuvre d'activités, d'outils et de mécanismes permettant d'accroître l'influence du français et de valoriser le multilinguisme sur la scène internationale. Les résultats escomptés sont le renforcement des compétences en langue française et le renforcement des compétences linguistiques et techniques en langue française de diplomates et de fonctionnaires nationaux et internationaux, le renforcement des capacités en français des organisations internationales, l'appui à la médiation linguistique dans les organisations internationales, et la production de matériel pédagogique en français de la diplomatie et des relations internationales et en français juridique. Le projet vise également à mettre en réseau les différentes organisations internationales partenaires afin de mutualiser les ressources et outils produits et de créer un espace d'échange et de partage de bonnes pratiques.

Le projet comporte trois volets. Le premier volet consiste à renforcer les compétences en français des fonctionnaires nationaux ; le deuxième volet consiste à renforcer les capacités en français des organisations internationales et régionales, la médiation linguistique dans ces structures et, enfin, le troisième volet consiste au développement et à la mise en ligne de ressources pédagogiques modernes pour l'(auto)apprentissage.

¹ (Conférence de La Haye de droit international privé - HCCH, Cour africaine des droits de l'Homme et des Peuples - CADHP, COMESA, Union panafricaine des postes - UPAP, Secrétariat de l'ONU à New York, ONU Genève, Cour pénale internationale - CPI, Communauté d'Afrique de l'Est - EAC, Cour internationale de Justice - CIJ)

Les Initiatives francophones nationales et d'établissement (IFN/ IFE)

Les IFN/IFE ont pour objet de former des diplomates et fonctionnaires nationaux en français ainsi qu'aux français aux enjeux prioritaires pour la Francophonie. Le financement des IFN/IFE est assuré à 50% par l'OIF et à 50% par l'État concerné.

Avec le déploiement des 20 IFN existants, 1 560 diplomates, fonctionnaires et experts de haut niveau ont été formés en vue d'améliorer leur pratique et leur expression en français dans un contexte professionnel. 231 de leurs pairs ont suivi la même, formation hors IFN. 14 séminaires (dont 1 hors IFN/ IFE) sur les enjeux du français dans les relations internationales ont mobilisé 450 personnes (dont 250 hors IFN/IFE). L'OIF a accompagné 24 jeunes profils prometteurs en relations internationales (futurs traducteurs et interprètes) sur un projet de mobilité en relations internationales.

Le français dans les organisations internationales

En termes de sensibilisation, **3 capsules vidéo** de promotion du multilinguisme ont été créées, ayant pour décor l'Union européenne, l'ONU et l'Union africaine.

Dans la poursuite de ses actions déployées en 2021, l'OIF a accompagné **9 organisations internationales** et régionales¹ partenaires dans le renforcement de leurs capacités en français et dans l'appui à leurs services linguistiques et de conférence à travers le financement de 12 projets. **Des outils de renforcement du multilinguisme et des activités pédagogiques d'apprentissage du français de la diplomatie et des relations internationales** ont été produits. À titre d'exemple, les échantillons linguistiques produits pour le Cadre des langues de l'ONU, tout comme la formation contre les préjugés linguistiques développée bénéficient à près des 50 000 fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU.

Principaux enseignements :

- Les situations sont très différentes d'une juridiction à l'autre et d'un État à l'autre. Pour ce qui est de la mise en œuvre des plans annuels de formation, certains États sont très expérimentés (certains participent au programme depuis 2015) et la mise en œuvre de leurs actions est relativement fluide et efficace. D'autres États, en revanche, nécessitent un accompagnement technique et administratif important et rencontrent de nombreuses difficultés.
- Les modalités de financement des IFN/IFE génèrent des contraintes et des incertitudes quant à la disponibilité du co-financement national. Ces difficultés peuvent engendrer du retard, voire l'annulation des actions prévues.

Développement d'outils d'apprentissage/enseignement en français de la diplomatie et des relations internationales

Dans le cadre du partenariat avec TV5Monde, pour l'émission **7 jours sur la planète**, l'OIF a soutenu la production de 42 magazines d'actualité internationale de 26 minutes, intégrant 21 infographies sur des sujets géopolitiques, et d'autant de dossiers pédagogiques associés (niveaux A2, B1 et B2): <https://enseigner.tv5monde.com/fiches-pedagogiques-fle/7-jours-sur-la-planete>. Avec **Apprendre le français avec TV5Monde**, 24 exercices B1 et 24 exercices B2 pour la collection « Diplôme de français des relations internationales » (<https://apprendre.tv5monde.com/fr/exercices/diplome-de-francais-des-relations-internationales>) ; 48 exercices pour la collection « La grande explication », niveaux B1 et B2 (Thématiques en lien avec la Francophonie et ses valeurs): <https://apprendre.tv5monde.com/fr/exercices/la-grande-explication> ont été produits. Enfin, pour l'émission **Enseigner le français avec TV5Monde**, l'OIF a appuyé la production de 10 fiches pédagogiques pour l'enseignement du français des relations internationales, niveau A2 à C1: <https://enseigner.tv5monde.com/fiches-pedagogiques-fle/diplomates>.



Coup de projecteur sur le projet dans la région de l'océan Indien

// PRINCIPAUX RÉSULTATS :

- 850 heures de formation dispensées ;
- 220 cadres formés (65% de femmes, 35% d'hommes) ;
- 250 participants mobilisés sur les enjeux du français/ de la langue française dans les relations internationales ;
- 3 États membres impliqués : Comores, Madagascar, Seychelles.

// ACTIVITÉS :

Formation linguistique et renforcement de capacités des cadres, des fonctionnaires et des diplomates dans les relations internationales.

>> Comores

Du 05 au 09 septembre 2022 et du 12 au 16 septembre 2022 : un séminaire de formation sur les thèmes du « Leadership et Diplomatie » et de la « Négociation bilatérale et multilatérale » a été organisé au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale de l'Union des Comores. Ce séminaire a réuni 60 diplomates, fonctionnaires et cadres nationaux de l'administration publique en charge de dossiers internationaux.

>> Madagascar

Les activités de formation en langue française des cadres, fonctionnaires et diplomates se sont poursuivies grâce au partenariat tissé avec l'Alliance française d'Antananarivo. Le projet a permis de renforcer les capacités des agents de l'Ecole nationale d'administration de Madagascar : 150 personnes dont 65% de femmes ont bénéficié de cette formation.

>> Seychelles

10 fonctionnaires et diplomates du ministère du Tourisme et des Affaires étrangères des Seychelles ont bénéficié du programme de renforcement en langue française dans les relations internationales.



Cette formation a été menée en partenariat avec France Éducation international, basée à La Réunion. À la fin de cette activité, les hauts fonctionnaires ont acquis des compétences linguistiques nécessaires et adaptées à leur contexte professionnel et une qualité communicationnelle enrichie.

Table-ronde sur « Les enjeux du français/ de la langue française dans les Relations Internationales, impliquant les profs de français, créateurs d'avenir »

Le 24 novembre 2022, à l'occasion de la célébration de la Journée internationale des professeurs de français (JIPF), la REPOI et l'Alliance française d'Antananarivo ont organisé une table ronde portant sur le thème : « Les enjeux du français/de la langue française dans les Relations Internationales, impliquant les profs de français, créateurs d'avenir ». Cette conférence qui a réuni 250 personnes, autorités locales, corps diplomatiques, fonctionnaires, jeunes et femmes, a été animée par d'éminents académiciens, des professeurs de français, le Groupe des ambassadeurs francophones et un ancien ministre des Affaires étrangères. Cette activité a été l'occasion de valoriser le travail des professeurs de français, d'engager des réflexions sur la place du français dans les relations internationales et de mobiliser les participants pour faire vivre le français dans les échanges internationaux. L'activité a également été marquée par la participation active des bénéficiaires de la formation sur "Le français dans les relations internationales" ayant pour cibles des fonctionnaires et des diplomates malgaches. À l'issue de cette conférence, des recommandations ont été recueillies pour le rayonnement et le renforcement de la langue française.

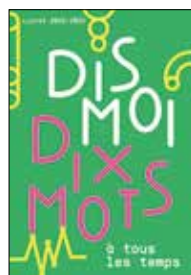
Témoignages de participants à la simulation de réunion internationale inter-OIR organisée en octobre 2022 et réunissant des agents de 9 organisations internationales et régionales :

« Une première expérience réussie, très enrichissante. Au-delà de la perfection de la langue, la prise en compte de la diversité culturelle, une des valeurs des Nations Unies et tout simplement la conscience de travailler avec et pour des êtres humains est pertinente. L'ambiance de travail était excellente, sans doute du fait de la qualité des participants et des animatrices, mais également des organisatrices. »

« La formation nous a permis d'échanger et d'améliorer nos connaissances sur la langue française et de la culture, plus particulièrement le langage diplomatique des grandes conférences internationales et les interactions entre les cultures. »

« La simulation nous a permis de nous mettre en situation réelle d'une réunion internationale et a permis à tous les participants d'apprendre et d'appliquer les techniques de prise de parole, la linguistique et de la rédaction des rapports dans un contexte intergouvernemental. »





Plaidoyer langue française et multilinguisme

- **BUDGET 2022 : 160 060 €**
- **FMU : 160 060 €**
- **EXTRABUDGÉTAIRE : -**

Le projet « **Plaidoyer langue française et multilinguisme** » vise à mener des actions de plaidoyer en faveur de la préservation et de la valorisation de la diversité culturelle et linguistique dans l'environnement numérique de l'espace francophone. Les résultats escomptés de ce projet sont l'élaboration d'outils numériques au service de l'apprentissage du français dans des contextes multilingues par et pour des acteurs de la société civile, la réalisation d'états des lieux des situations sociolinguistiques des pays ciblés, la conception de formations régionales au management de politiques publiques en faveur de l'aménagement linguistique, la réalisation d'une cartographie des formations supérieures, laboratoires et travaux de recherche dans le domaine des politiques linguistiques.

L'OIF poursuit le déploiement de ses actions pour la promotion de la langue française dans un contexte de diversité linguistique et destinées à un public enseignant en soutenant, dans le cadre de l'initiative *Langues en dialogue*, **6 projets, dans 4 pays (République démocratique du Congo, Cameroun, France, Egypte), portant sur l'élaboration de contenus et d'outils innovants, notamment numériques.**

La production d'un lexique « **60 termes clés pour les négociations climatiques** » a été appuyée par l'OIF. Par ailleurs, à l'occasion de la 27^e Conférence des parties à la Convention des Nations unies sur le climat (CDP27), qui s'est tenue à Charm El-Cheikh (Egypte) en novembre 2022, le lexique trilingue

(français, anglais, arabe), a été mis à la disposition des négociateurs, grâce à un partenariat entre la délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), le ministère français de la Culture, l'Université Senghor d'Alexandrie et l'OIF.

Dans le cadre de la coopération avec les organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques, la réalisation et la diffusion du livret « **Dis-moi dix mots** » ont été soutenues. Cette activité a pour vocation de susciter l'imagination et d'inviter à s'exprimer librement à travers différents supports de création : dix mots pour jouer, dix mots à dire, à écrire, à slammer, à poétiser, à calligraphier. Dans le même esprit, un livret comportant 10 scènes francophones à jouer et à lire, autour de ces mots, a été élaboré et mis à disposition des enseignants concernés par le projet « Mobilité » qui ont bénéficié d'une formation sur l'usage du théâtre en classe de français.

- **Burkina Faso** : Renforcement des capacités des professionnels et de l'expertise nationale.
- **Cameroun** : Cartographie des langues nationales, pour la formation et la mobilité des enseignants pour l'éducation plurilingue (avec le programme ELAN).
- **Burundi** : Opérationnalisation de l'Académie Rundi.

En 2022, 5 nouveaux projets nationaux plus structurants ont été sélectionnés :

- **Burundi** : seconde phase d'opérationnalisation de l'Académie Rundi pour la mise en place d'une politique linguistique éducative (avec le programme ELAN).

- 📌 **Côte d'Ivoire** : actions pour l'intégration des langues locales dans la mise en œuvre du Programme national de développement de la Côte d'Ivoire aux côtés du français » (avec ELAN).
- 📌 **Sainte-Lucie** : Elaboration d'un plan de mise en œuvre de la politique linguistique nationale de Sainte-Lucie dans le secteur éducatif.
- 📌 **Sénégal** : Mise en place de l'Observatoire du plurilinguisme africain et développement du bi-plurilinguisme scolaire en Afrique francophone.
- 📌 **Rwanda** : Etude pour le renforcement de la cohabitation des langues officielles dans les espaces publics de la capitale du Rwanda.

La formation **100% en ligne « conception et pilotage de politiques publiques pour un aménagement linguistique »**, a été déployée. Les activités déployées en 2021- 2022 ont également participé au **renforcement du réseau de points focaux nationaux et d'experts du nord et du sud que l'OIF est en train de constituer.**

Principaux enseignements :

- 📌 Le déploiement du programme de « politiques linguistiques » a mis en exergue la nécessité d'articuler les actions menées notamment au programme ELAN et au projet de Mobilité des enseignants ; de renforcer les partenariats et la structuration des réseaux d'expertise, en jetant les premières bases d'un nouveau réseau de type « organismes francophones de politique et d'aménagement linguistiques », élargi à des experts du sud.

Politiques culturelles et découvrabilité

- 📌 **BUDGET 2022** : 279 146 €
- 📌 **FMU** : 279 146 €
- 📌 **EXTRABUDGÉTAIRE** : -

Le projet « **Politiques culturelles et découvrabilité** » vise à favoriser l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques pour le développement des industries culturelles, incluant les enjeux du numérique et la découvrabilité des contenus culturels francophones. Les résultats escomptés de ce projet sont l'appui à l'élaboration des stratégies des filières d'industries culturelles et créatives, le déploiement de la rémunération pour copie privée, le renforcement de capacités des acteurs de la société civile culturelle et le développement d'outils numériques.

5 administrations publiques nationales et régionales en charge de la culture ont été accompagnées dans le cadre du projet ARPIC (appui au renforcement des politiques et industries culturelles). Les thématiques diffèrent selon les besoins des administrations : création d'une plateforme numérique pour la valorisation des produits culturels et artistiques, lancement d'une campagne de consultation nationale en vue de l'élaboration d'une nouvelle politique culturelle nationale, structuration de la filière cinéma, lancement d'un tiers-lieu dédié au textile. La finalisation du Baromètre africain de la gouvernance culturelle et sa transmission à l'Union africaine ont aussi été réalisées en 2022.

Dans le domaine de la **découvrabilité des contenus culturels francophones en ligne**, l'appui de l'OIF a permis le **référencement de 26 lauréats des Jeux de la Francophonie** sur Wikipédia (21 dans le domaine de la culture et 5 en sport), la mise en place d'un groupe d'accompagnement composé de 17 experts du Nord et du Sud; la tenue de **6 actions de sensibilisation** réalisées en Côte d'Ivoire dans le cadre et en marge de la 13^e édition du Marché des Arts du Spectacle d'Abidjan – **MASA**, de mars 2022, (une conférence plénière lors de

la cérémonie d'ouverture du MASA, un webinaire avec des artistes, un atelier-démo interactif avec des artistes et opérateurs culturels, 4 rencontres avec des professionnels de la culture). La réalisation d'un pré-diagnostic et 5 fiches par secteur sur les besoins des acteurs culturels a aussi été soutenue.

Principaux enseignements :

Concernant le projet ARPIC, le caractère essentiel et la valeur ajoutée du projet sont reconnus par les experts et points focaux des États, malgré la complexité du déploiement des actions due à des faiblesses déterminantes. L'opportunité de développer une synergie avec les collectivités territoriales, le transfert des compétences techniques à la société civile et aux décideurs politiques seraient à étudier en vue de la pérennisation du programme.

La « découvrabilité des contenus culturels francophones en ligne » est un nouveau chantier où l'OIF dispose d'une valeur ajoutée à faire valoir, notamment pour assurer la diversité culturelle et linguistique dans l'environnement numérique. Le concept n'est pas encore suffisamment connu, et son maillage dans l'espace francophone reste encore peu développé.

Production et événements culturels

BUDGET 2022 : 5 672 750 €

FMU : 2 198 259 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 3 474 491 €

Le projet « **Production et événements culturels** » vise à soutenir des actions artistiques et culturelles dans les domaines du livre, du cinéma, de l'audiovisuel, du spectacle vivant, et à favoriser la mise en place d'espaces de célébration des talents (prix, festivals, manifestations d'envergure). Les résultats escomptés de ce projet sont : l'amélioration de la situation des acteurs culturels, le renforcement de leur rayonnement à l'international et sur leur propre territoire, la valorisation des imaginaires francophones par le biais de la traduction, le soutien aux partenariats éditoriaux (co-édition, cessions de droits entre les acteurs francophones), l'accompagnement des acteurs de la chaîne du livre dans la transition numérique, l'appui aux films et séries et aux professionnels de la culture, et l'accompagnement spécifique de manifestations emblématiques et festivals.

Audiovisuel et cinéma

50 nouveaux projets de films et séries

ont été aidés par le **Fonds Image de la Francophonie**. Parmi les projets aidés par le Fonds les années précédentes, **6 films de fiction (Liban, Maroc, Tunisie)** et **4 documentaires (Maroc, République centrafricaine, Sénégal)** ont été sélectionnés dans les plus grands festivals du monde (Cannes, Berlin, Venise, Toronto, Sundance, Locarno et Amsterdam).

14 films et séries ont obtenu des aides à la production via le Fonds Francophonie TV5MONDEplus. L'impact de ce fonds, créé en 2021, est lisible rapidement puisqu'en 2022, 7 des 19 films et séries ayant bénéficié d'une aide l'année précédente ont été achevés et livrés tandis que les 20 films africains achetés sur l'enveloppe 2021 du Fonds ont pu être mis en ligne sur la plateforme TV5MONDEplus, accessible à un public mondial.

Les ressources mobilisées via les programmes Clap ACP 1 & 2 (2020-25) ont permis un accompagnement non financier dans 3 directions : la recherche de compléments financiers pour les films et séries se trouvant dans les phases critiques de pré-production ou de post-production, l'aide ponctuelle à la promotion des œuvres terminées et le renforcement des capacités pour les porteurs de projets en phase initiale. Ces « form'actions » ont mis un accent particulier sur le secteur de l'animation, porteur mais technique et coûteux : soutien au programme de renforcement de capacités « Anim'ato » mis en œuvre à Madagascar au profit de techniciens venus de 9 pays africains, séminaire pour 40 techniciens ivoiriens et camerounais en appui sur le fonds national ivoirien Fonsic et l'école française des Gobelins ; de même, sur les films documentaires : programme Doconnect de mentorat de huit projets africains et un haïtien pour améliorer leur conception et mise en production, par la recherche de coproducteurs dans d'autres pays d'Afrique. 3 ateliers brefs favorisant l'écriture ou la maturation de projets de films ont également été soutenus au Sud (Burkina Faso, Cameroun, Tunisie) et 3 autres au Nord au titre de l'accueil de projets du Sud en leur sein, originaires du Burkina Faso (au Canada-Québec), de Haïti (à Namur, Fédération Wallonie-Bruxelles), du Burkina Faso, Egypte, Rwanda, et Vietnam (à Cannes, France). **2 initiatives de formation** ont reçu un soutien pour un stage d'écriture de documentaires courts mis en place par le CIRTEF et un atelier d'écriture de web-documentaires proposé par l'Institut Imagine de Ouagadougou.

Un des volets de Clap ACP s'est concentré sur l'écosystème public de financement de la filière film, et **trois fonds d'aide nationaux** ont obtenu un appui technique de l'OIF : dans l'accompagnement de leur gouvernance (Fonsic de Côte d'Ivoire), dans leur conception initiale (Fonsica du Togo), dans leur mise en œuvre (lancement réussi fin 2022 du Rwanda Film Office, qui a également bénéficié du programme ARPIC). Par ailleurs, la participation de l'OIF au **projet FILMAC** permet d'envisager à terme la mise en place d'un dispositif de soutien régional pour l'Afrique centrale, la seule des 5 régions africaines qui reste totalement dépourvue de tout système d'aide national au secteur du film.

Enfin, côté diffusion, un soutien a été apporté à quatre festivals de référence (le *FESPACO pour l'Afrique*, les *Journées cinématographiques de Carthage* pour le monde arabe et l'Afrique ; le festival *Vues d'Afrique* pour le continent américain et le *Festival international du Film francophone de Namur* pour le continent européen) ainsi qu'à **trois festivals africains** sélectionnés en 2020 sur appel à projets. Les activités des **Trophées francophones du cinéma** ont dû être suspendues en raison de difficultés de coordination des partenaires institutionnels membres du Comité d'Administration de l'association porteuse du projet.

Principaux enseignements :

Le succès des films dans les grands festivals favorise leur sortie ultérieure en salles : 5 d'entre eux sont sortis en France et en Belgique entre l'automne 2022 et le printemps 2023, dont l'un, *LE BLEU DU CAFTAN* de la Marocaine Myriam TOUZANI, prix de la critique à Cannes 2022, est un des plus grands succès étrangers de début 2023 en France.

Le renforcement du financement de la production populaire peut avoir un impact direct en salles : le record d'entrées en salles du 21^{ème} siècle en Afrique francophone a été battu par *LES TROIS LASCARS*, une coproduction Burkina Faso-Côte d'Ivoire-France qui a bénéficié d'un financement conjoint de ces 3 pays, de l'OIF, des ACP et de l'UE.

De façon générale, les productions francophones du Sud qui atteignent un rayonnement international (films dans les grands festivals, séries sur les télévisions panafricaines) viennent des pays qui se sont dotés dans les années 2000 d'un écosystème de financement et de formation de leurs talents et cadres : Maroc, Tunisie, Sénégal, Côte d'Ivoire et Burkina Faso. L'émergence surprenante de la République centrafricaine, certes dans le genre le moins coûteux (documentaire), répond aussi à des initiatives intenses de formation menées depuis 2017.



📖 Livre et édition

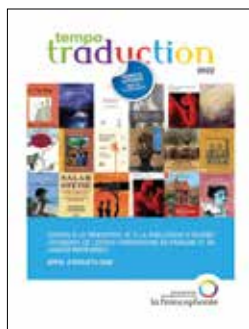
Le Prix des 5 Continents 2021 de la Francophonie a été décerné à Karim Kattan en mars 2022, pour son roman *Le Palais des deux collines* et à Miguel Bonnefoy, mention spéciale pour *Héritage* ; accompagnement du lauréat durant l'année.

Karim Kattan, auteur palestinien, est né à Jérusalem en 1989. Il est docteur en littérature comparée. Son recueil de nouvelles, *Préliminaires pour un verger futur*, finaliste du Prix Boccace, a été publié aux éditions Elyzad en 2017. *Le palais des deux collines* est son premier roman.

Présentation de l'ouvrage

Faysal, Palestinien trentenaire, reçoit un mystérieux faire-part de décès. Mais qui est donc cette tante Rita ? Intrigué, il abandonne son amant et sa vie en Europe pour retourner à Jabalayn, son village natal. Dans le palais déserté de son enfance, il erre. Le passé resurgit, fastueux et lourd de secrets. Alors que plane la menace d'une annexion imminente, qu'une famille et un pays sont au crépuscule, l'esprit de Faysal bascule.

📖 10 projets de traduction/publication ont été soutenus dans le cadre de l'Initiative Tempo Traduction



Le Prix de la traduction Ibn Khaldoun-Senghor a été décerné à Jean-Baptiste Brenet (France) pour sa traduction de l'arabe vers le français de l'ouvrage du philosophe Averroès, Ibn Rushd « L'intellect – Compendium du livre De l'âme », publié aux éditions Vrin.

4 entités (Bureau international de l'édition française, Alliance internationale des éditeurs indépendants, Association internationale des Libraires francophones, Réseau francophone numérique) ont été soutenues dans le cadre du renforcement de la structuration de la chaîne du livre et des synergies entre professionnels du Sud en intégrant les enjeux de découvrabilité. L'objectif est d'améliorer la qualité de leurs productions, en favorisant leur rapprochement à travers différents leviers comme des rencontres inter-professionnelles formatrices, des initiatives de coéditions solidaires. Une vingtaine d'auteurs francophones ont été soutenus pour leur participation à des événements littéraires d'envergure (Festival Étonnants voyageurs de Saint-Malo, Ateliers de la pensée de Dakar, Festival 72 heures du livre de Conakry, Salon du livre de Montréal, Parlement des écrivaines francophones, Prix du Jeune écrivain de langue française).



📖 Le spectacle vivant et les arts visuels

Dans la continuité de ses appuis réguliers au **Marché des arts et du spectacle d'Abidjan (MASA)**, l'OIF a apporté son appui pour la 13^e édition qui a eu lieu du 05 au 12 mars 2022 autour de la thématique « *Les industries culturelles et créatives : le défi des contenus* ». L'OIF a mandaté **une évaluation externe** de sa contribution entre 2014 et 2022. Le Rapport final de l'évaluation est établi en novembre 2022 avec des recommandations invitant notamment l'OIF à revoir son rôle et sa place dans le dispositif.

Soutien aux artistes émergents (suivi des lauréats des Jeux de la Francophonie) et aux jeunes professionnels

Dans sa mission d'accompagnement de la jeune création, l'OIF a soutenu activement **80% des**

lauréats des Jeux de la Francophonie en s'associant avec une vingtaine d'organismes culturels de l'espace francophone pour donner accès à 100% des créateurs du spectacle vivant (chanson, conte et marionnettes géantes) à des résidences, des tournées, des festivals organisés dans les pays francophones et ailleurs dans le monde.

En 2022, **50 artistes de 14 pays** y compris des lauréats des Jeux de la Francophonie (Bénin, Burkina Faso, Congo, Fédération Wallonie-Bruxelles - FWB, Mali, Maroc, Tunisie, Guinée, Haïti, Liban, Cameroun, Côte d'Ivoire, Rwanda, République démocratique du Congo) ont été mobilisés dans 15 spectacles/performances présentés principalement dans le cadre de manifestations internationales engagées dans le développement de la participation du plus grand nombre à la vie culturelle telles que le Festival Francofolies de Spa (FWB), Les Francophonies des Ecritures à la Scène (France), le Festival Emergences (Niger), Africolor (France).

Par ailleurs, en cohérence avec son engagement en faveur de l'égalité femmes-hommes, l'Organisation a soutenu **50 % de femmes**, notamment par le soutien apporté à la nouvelle génération de créatrices.

Afin d'encourager la production de textes dramatiques, leur édition et leur diffusion, 4 jeunes autrices francophones (Côte d'Ivoire, Bénin, Rwanda, Cameroun) ont pu bénéficier de la résidence du programme « Découvertes » organisée par le Festival Francophonies des Ecritures à la Scène ! Le texte de Nathalie Hounvo Yekpe (Bénin) a été présenté en lecture à Avignon, en juillet (RFI, « Ça va, ça va le monde ») où il a rencontré un vif succès.

<https://www.rfi.fr/fr/podcasts/%C3%A7a-va-%C3%A7a-va-le-monde/20220805-en-int%C3%A9gral-nathalie-hounvo-yekpe-b%C3%A9nin-course-aux-noces>

À l'issue de cette action, le texte de Nathalie Yekpe bénéficie d'une édition par Lansman Editeur (FWB) en mai 2023.

© Christophe Péan



Nathalie Hounvo Yekpe
(Bénin, autrice et metteuse en scène)

Le soutien de l'OIF au groupe féminin « Les Go de Bamako » leur a permis de partager la scène aux côtés de Fatoumata Diawara en première partie, dans le cadre de la 34^{ème} édition du Festival Africolor à Paris en décembre 2022. Le public a répondu présent aux 4 représentations avec 2 300 personnes et des jauges de 82 % à 100 %.



100 jeunes professionnels dont 65% de femmes ont pu bénéficier de renforcement de leurs compétences

8 ateliers de formation prenant en compte les nouveaux enjeux et mutations en cours organisés par des structures culturelles dans 10 pays du Sud (Côte d'Ivoire, Congo, Cameroun, Mali, France, Maroc, Burkina Faso, Niger)
Exemples :

- ▮ **Niger** : Formation de gestionnaires en administration culturelle destinées aux femmes de la zone Sahel.
- ▮ **Côte d'Ivoire** : Formation à la fabrication de matériaux artistiques liés aux enjeux de la transition écologique.
- ▮ **Burkina Faso** : Formation en gestion des communautés et médias sociaux.



Clac En Scène !

Ce projet vise à promouvoir la circulation et la visibilité des artistes dans les réseaux des centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC). L'OIF offre ainsi, d'une part, aux artistes l'opportunité de se produire dans leurs territoires en dehors des centres urbains et des circuits habituels de représentations et, d'autre part, aux populations, la possibilité de bénéficier de la richesse de la création culturelle francophone contemporaine dans leur pays. En 2022, deux artistes plébiscités par les populations jeunes du Niger ont mobilisés :

- 900 spectateurs à Magaria pour la création d'Akeem.

<http://www.lesahel.org/artiste-rappeur-abdoukarim-ekawel-alias-akeem-sur-clac-en-scene-une-idole-a-la-conquete-des-melomanes-en-region/>

- 3500 spectateurs à Tibiri, Tessaoua et Mirriah découvrent la nouvelle création de Barakina.



Barakina, chanteur

« Cette expérience au cœur du Niger m'a particulièrement ému. Les échanges avec les jeunes m'ont relié davantage à mon public, avec lequel, une nouvelle relation s'est tissée. J'ai découvert les CLAC, un projet fondamental pour la culture. J'ai hâte de poursuivre cette aventure avec l'OIF ».

Commission Internationale du Théâtre Francophone

Consciente de l'importance de la recherche de fonds, l'OIF met à disposition une expertise afin d'aider les États membres contributeurs (Luxembourg, France, Fédération Wallonie Bruxelles, Canada et Canada-Québec) dans la prise de décision pour le financement de projets artistiques multilatéraux dans le cadre de la Commission Internationale du Théâtre Francophone (CITF). En 2022, les 5 États ont pu mobiliser 220 000 euros pour soutenir 20 nouvelles co-productions impliquant 60 équipes artistiques.

Principaux enseignements :

Le spectacle ou l'exposition et sa diffusion représentent les étapes décisives dans le parcours d'un artiste. La collaboration avec les tourneurs, les programmeurs de lieux culturels et de festivals étant difficile à entreprendre individuellement par les artistes est en revanche facilitée par la reconnaissance de l'OIF.

L'action de l'OIF dans le domaine des arts visuels et du spectacle vivant comprend un engagement aux côtés de partenaires extérieurs (UNESCO, Culture et Développement, CISAC, Commission Internationale du Théâtre Francophone). Elle s'est également appuyée sur les synergies développées avec plusieurs unités administratives de l'Organisation pour des projets valorisant l'action de la Francophonie : suivi des lauréats des Jeux de la Francophonie, résidence de jeunes autrices francophones, participation d'artistes au Sommet de la Francophonie et à la CdP 27.

Le nouveau projet transversal *CLAC en scène !* ayant permis d'enregistrer des résultats probants, notamment une présence de 3 900 spectateurs et la mobilisation de jeunes, le dispositif sera déployé en 2023 au Togo et au Sénégal.

Politiques de lecture publique - Centres de lecture et d'animation culturelle (CLAC)

BUDGET 2022 : 1 256 554 €

FMU : 922 191 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 334 363 €

Les **CLAC** constituent un programme emblématique de l'OIF. Implantés dans 22 pays francophones, dont 17 sur le continent africain, les CLAC jouent un rôle déterminant dans la définition et mise en place d'une politique de lecture publique exigeante et favorable à la transmission et à la diffusion des connaissances.

Les CLAC donnent quotidiennement accès au livre, à la lecture, à l'information et à la culture dans les zones rurales ou péri-urbaines où les coopérations sont peu présentes. Véritables centres culturels, ils font cohabiter, dans un même espace, une bibliothèque publique de qualité et une salle polyvalente accueillant un large panel d'animations culturelles, faisant du CLAC un lieu de convivialité et d'échanges. D'accès gratuit, les CLAC sont fréquentés par l'ensemble de la population : enfants et jeunes -scolarisés ou non, enseignants, fonctionnaires locaux, membres des associations de la société civile mais aussi toute personne, quel que soit son âge, désireuse de s'informer ou de se distraire.

Les actions de 2022 ont permis d'améliorer l'accès aux savoirs, à l'information et aux contenus culturels et numériques dans les pays bénéficiaires à la faveur des activités culturelles et communautaires et du renouvellement des collections de 93 CLAC : fonds d'ouvrages

jeunesse, bandes dessinées, mais aussi « fonds pays », fonds orienté EFH, et livres en langue nationale. Le dispositif numérique bou@tic a continué à être déployé dans les CLAC non encore dotés.

9 espaces du livre francophone (ELFE) ont été installés dans 9 bibliothèques publiques du Vietnam permettant la mise à disposition de ressources en français (livres, films, jeux etc). Une évaluation sur site conjointe ministère de tutelle / OIF du fonctionnement et des besoins des réseaux CLAC existants a été

menée dans 4 pays bénéficiaires. Les résultats de ces évaluations ont permis d'affiner les axes de coopération avec ces États. L'OIF a poursuivi l'accompagnement de 2 États membres pour la mise en place de 17 nouveaux CLAC et 2 Bibliothèques témoins dans leur Centre national de lecture publique. 5 Centres nationaux ont également été renforcés.



Principaux enseignements :

- La lecture publique est de plus en plus considérée comme composante des politiques culturelles des pays.
- La pertinence et la valeur ajoutée du dispositif se mesurent à l'aune des demandes régulières reçues par l'OIF pour la création ou l'extension de réseaux CLAC ou ELFE. Par ailleurs, la fréquentation des CLAC et les prêts de livres sont en nette augmentation en 2022 comparativement à la période post COVID de 2020-2021.
- Une réflexion est à mener pour répondre aux besoins nouveaux de certains États ayant intégré la lecture publique dans leur politique culturelle et disposant d'un bon réseau de bibliothèques publiques mais sollicitant l'accompagnement de l'OIF pour continuer à développer et renforcer ce volet.

Observatoire de la langue française

BUDGET 2022 : 240 221 €

FMU : 240 221 €

EXTRABUDGÉTAIRE : -

L'**Observatoire de la langue française** recueille et analyse des données sur la situation du français par pays, par secteur d'activité et dans les organisations internationales afin de pouvoir disposer de statistiques fiables sur la place et les usages de cette langue dans le monde. Depuis l'adoption de la Déclaration sur la langue française dans la diversité linguistique de la Francophonie par le XVIII^e Sommet, l'Observatoire est chargé de mettre en œuvre le mécanisme de suivi.

Le Comité scientifique de l'Observatoire de la langue française s'est réuni pour la 6^e fois au Siège de l'OIF. Composé de 12 experts et scientifiques de haut niveau, ce comité oriente les travaux de l'Observatoire et valide sa méthodologie.

L'année 2022 a été marquée principalement par l'édition et la diffusion de « **La langue française dans le monde 2022** », de sa **synthèse en 10 versions linguistiques**, la réalisation d'un film d'animation et la mise à jour du **site Internet de l'Observatoire**. Les données de l'Observatoire sont de plus en plus reprises dans les textes institutionnels et les médias.



Le rapport quadriennal produit par l'Observatoire est la référence incontournable pour toutes les données relatives à la langue française dans le monde : usage et présence (répartition géographique des

francophones, place du français à la maison et au travail, position relative du français sur internet, etc.), enseignement, apprentissage, image de la langue et contextes sociolinguistiques plurilingues. Chiffres-clés : 321 M de francophones (5^e langue la plus parlée au monde après l'anglais, le chinois, l'hindi et l'espagnol) ; langue officielle de 32 États et gouvernements ; 93 M de jeunes scolarisés en français dans 36 pays et territoires ; +50 M d'apprenants du français ; en 4^e position sur Internet, etc.



Paix, démocratie et droits de l'Homme



39

pays accompagnés

Albanie, Belgique, Bénin, Burkina Faso, Bosnie-Herzégovine, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, France, Gabon, Grèce, Guinée, Guinée Bissau, Haïti, Kosovo, Liban, Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Moldavie, Monaco, Mozambique, Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Roumanie, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Suisse, Tchad, Tunisie



5

PROJETS EN COURS

- PROCESSUS DÉMOCRATIQUES
- LUTTE CONTRE LA DÉSINFORMATION
- ÉTAT DE DROIT, DROITS DE L'HOMME, JUSTICE
- ÉTAT CIVIL
- PAIX ET STABILITÉ

3,6 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU -

TAUX D'EXECUTION : 99,77 %

1,9 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

Cambodge

Principaux résultats chiffrés

4 708

PERSONNES FORMÉES SUR LES ENJEUX
DE PAIX, DE DÉMOCRATIE
ET DES DROITS DE L'HOMME

67 865 **PERSONNES**

SENSIBILISÉES SUR L'IMPORTANCE
DE L'ÉTAT CIVIL, EN PARTICULIER
LA DÉCLARATION DES NAISSANCES

51 116

PERSONNES SENSIBILISÉES SUR LES
ENJEUX DE PAIX, DE DÉMOCRATIE
ET DES DROITS DE L'HOMME

18

FEMMES ET JEUNES AYANT
BÉNÉFICIÉ DU RENFORCEMENT DE
COMPÉTENCES POLITIQUES GRÂCE À
L'APPUI DE L'OIF ONT ÉTÉ ÉLUS AUX
PARLEMENTS SÉNÉGALAIS ET TUNISIEN

45 605

PERSONNES ENREGISTRÉES
À L'ÉTAT CIVIL

7

ACTIONS DE PLAIDOYERS
ORGANISÉES POUR RENFORCER
LA GOUVERNANCE DÉMOCRATIQUE

Processus démocratiques

BUDGET 2022 : 1 836 384 €

FMU : 935 368 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 901 016 €

À travers ce projet, l'OIF accompagne les pays dans le renforcement des capacités matérielles et opérationnelles des organes et institutions en charge de l'organisation, de la supervision et du contrôle des opérations électorales. Les principales activités déployées pour atteindre les résultats poursuivis concernent :

- L'appui aux organes et institutions intervenant dans les processus électoraux (organismes de gestion électorale, cours constitutionnelles et fichiers électoraux).
- Le renforcement des cadres politiques et des capacités de journalistes et des régulateurs des médias dans les processus démocratiques.
- La promotion de la participation des femmes et des jeunes dans les processus démocratiques.
- Le déploiement des missions électorales de la Francophonie et le soutien à l'observation nationale.

Les actions réalisées au cours de l'année 2022 ont permis aux différents acteurs de jouer pleinement leurs rôles et d'assurer leurs missions dans les processus démocratiques.

Les organes de gestion des élections et institutions en charge du contentieux électoral et de la couverture médiatique (notamment à Madagascar, au Liban et en Guinée) ont bénéficié du soutien technique et financier de l'OIF dans le cadre de la conduite des processus démocratiques. Le déploiement des missions électorales de la Francophonie, en lien avec les observateurs électoraux nationaux (Liban, Sénégal, Bosnie-Herzégovine), a permis d'évaluer les scrutins et de formuler des recommandations dont certaines ont été mises en œuvre ou sont en cours notamment en Moldavie. Les Réseaux institutionnels de la Francophonie ont été associés au renforcement des capacités des organismes de gestion électorale et institutions en charge des élections. D'autres activités ont été également réalisées notamment : i) le renforcement des capacités de 53 institutions (organismes de gestion électorale, cours constitutionnelles, autorités de régulation des médias), 85 professionnels de médias journalistes et 220 cadres politiques intervenant dans les processus démocratiques et enfin ii) le déploiement de 3 missions électorales de la Francophonie et le soutien de 6 organisations de la société civile pour l'observation nationale.

La vie démocratique des pays francophones est davantage inclusive et dynamisée grâce au renforcement des capacités de 250 femmes et jeunes sur le leadership politique à travers 10 sessions de formation. Ces renforcements de compétences ont permis d'accroître significativement leurs participations aux élections législatives et à la vie politique (Liban, Haïti, Sénégal, Tunisie, Madagascar). Parmi eux, 15 femmes et 3 jeunes hommes ont accédé à des mandats électifs au Sénégal et en Tunisie.



Principaux enseignements :

- L'OIF jouit d'une bonne réputation et de la confiance des autorités nationales ainsi que des institutions accompagnées qui voient en elle un partenaire fiable, ayant une parfaite connaissance du terrain et des défis auxquels sont confrontés les organes et institutions.
- Le déploiement de l'accompagnement électoral « institutionnel » reste tributaire de l'invitation officielle des autorités nationales. La réception de ces invitations dans un délai restreint par rapport aux échéances des élections concernées peut limiter voire empêcher la mobilisation de l'OIF. Le suivi des recommandations issues des missions électorales de la Francophonie doit permettre d'inscrire l'accompagnement électoral de l'OIF sur la durée.
- Les aléas politiques et sécuritaires (Mali, Burkina Faso, Haïti) ralentissent ou empêchent la mise en œuvre des activités en soutien aux processus électoraux. La mise en œuvre des activités en soutien aux autorités et institutions de transition nécessite un déploiement rapide des missions ou experts, en réponse aux besoins exprimés dans un délai court.
- Le soutien aux organisations de la société civile pour renforcer la transparence des processus électoraux (observation électorale citoyenne) ou l'inclusivité des élections en favorisant une plus grande implication des deux publics cibles que sont les jeunes et les femmes contribue à la consolidation de la vie démocratique dans les États membres, mais également à l'engagement de l'OIF d'être au plus près des populations francophones.

Lutte contre la désinformation

- 📄 **BUDGET 2022** : 542 209 €
- 📄 **FMU** : 240 461 €
- 📄 **EXTRABUDGÉTAIRE** : 301 748 €

Depuis 2021, la lutte contre la désinformation est un projet phare dans la programmation de l'OIF. À travers des formations, des appels à projets, des études, du plaidoyer, du partage de bonnes pratiques et de la mise à disposition d'expertise, ce projet-phare encourage la coopération francophone et vise à renforcer et structurer les réponses des États et des sociétés francophones en matière de vérification des faits, de régulation des médias, d'éducation aux médias et à l'information et de développement de la recherche.

Les actions de l'OIF en 2022 ont permis de mobiliser davantage les acteurs francophones autour de la lutte contre la désinformation à la faveur du renforcement des capacités et de la mise en réseau de 1 605 acteurs de vérification des faits à travers 8 projets de jumelages mobilisant 19 initiatives dans 11 pays francophones et l'inscription de plus de 80 initiatives francophones de lutte contre la désinformation sur ODIL, la plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation.

Les actions de sensibilisation réalisées dans 3 pays francophones (Cameroun, Côte d'Ivoire et Haïti) via le financement de 10 projets portant sur les phénomènes de désinformation et les approches critiques à observer face aux informations sur les réseaux sociaux, ont contribué à rendre plus **sensibles 2 910 personnes aux effets de la désinformation**. 3 missions d'évaluation des mécanismes de régulation de la désinformation **ont contribué à renforcer les politiques publiques de lutte contre la désinformation dans 3 pays** (Guinée, Madagascar, Moldavie).

Principaux enseignements :

- 📄 La dynamique enclenchée notamment à travers le lancement d'ODIL, le déploiement des jumelages et la session dédiée à la Conférence ministérielle de la Francophonie à Djerba ont démontré une appétence des États et gouvernements membres, des institutions et des acteurs de la société civile pour le sujet. Une volonté de coopération francophone sur laquelle l'OIF peut désormais capitaliser s'est aussi dégagée.
- 📄 Le développement de la transversalité du projet et la mobilisation d'acteurs de la Charte seront intensifiés afin d'approfondir certains enjeux comme la régulation des plateformes, l'éducation aux médias et à l'information ou le développement de la recherche. Une stratégie de communication de l'OIF autour de la lutte contre la désinformation devrait aussi être établie.

État de droit, droits de l'Homme et justice

- 📄 **BUDGET 2022** : 1 187 023 €
- 📄 **FMU** : 178 437 €
- 📄 **EXTRABUDGÉTAIRE** : 1 365 460 €

Le projet « État de droit, droits de l'Homme et justice » vise à consolider la gouvernance démocratique, promouvoir et protéger les droits de l'Homme, renforcer les capacités des parlements ainsi que renforcer le secteur de la justice. À cet effet, le projet accompagne et appuie les États et gouvernements dans la mise en œuvre de leurs obligations internationales ; renforce les capacités des institutions nationales ainsi que les capacités des acteurs publics et de la société civile. Ce travail passe principalement par la mobilisation des institutions et autorités indépendantes garantes de l'État de droit à travers les Réseaux Institutionnels de la Francophonie, des parlements à travers le partenariat avec l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) et des organisations de la

société civile. Ils sont des partenaires de mise en œuvre, permettant aux actions du projet de toucher de manière complémentaire, le personnel de ces institutions et les citoyens de l'espace francophone.

Les actions de 2022 ont contribué à renforcer les capacités de 21 parlements de l'espace francophone :

500 personnes dont 279 parlementaires ont bénéficié d'actions de coopération mises en œuvre par l'Assemblée parlementaire de la Francophonie grâce au soutien financier de l'OIF. Les actions de ce partenariat ont été alignées sur les priorités phares et transversales de l'Organisation (égalité femmes-hommes, état civil, jeunesse, gouvernance numérique, leadership politique et autonomisation des femmes).

Les États et gouvernements, les institutions et acteurs impliqués dans la promotion et la protection des droits de l'Homme sont mobilisés et leurs capacités renforcées :

Près de 1 000 professionnels ont acquis des compétences dans des domaines spécifiques des droits de l'Homme et de la lutte contre la corruption grâce aux partenariats avec i) l'Association des Ombudsmans et des Médiateurs de la Francophonie (80 représentants et représentantes des Médiateurs et Ombudsmans de 23 pays formés sur la surveillance de l'intégrité publique et la protection des lanceurs d'alerte ainsi que l'état civil) ; ii) l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'Homme (228 représentants de 20 Institutions nationales des droits de l'Homme, INDH, francophones, dont 94 femmes accompagnées (e) sur les procédures d'accreditation des INDH, lutte contre la corruption, entreprise et droits de l'Homme), iii) Francopol (activités de sensibilisation et de formation à Madagascar de 68 professionnels dont 34 femmes dans la lutte contre les abus et exploitations sexuels en ligne) ; iv) L'Université de Poitiers pour l'organisation de la 4^e et dernière session du CLOM sur l'éducation aux droits de l'Homme réunissant 293 enseignants des niveaux primaires et secondaires ainsi qu'aux éducateurs, originaires de 33 États et gouvernements membres de la Francophonie) ; v) la Fédération internationale des droits de l'Homme (FIDH) et l'ONG Frontline Defenders sur des actions de formation à la sécurité numérique pour 53 défenseurs des droits du Niger et de Moldavie.

Les mécanismes de lutte contre la corruption selon une approche fondée sur les droits de l'Homme

sont consolidés grâce aux actions de renforcement des capacités pour le traitement des alertes/doléances relatives à la corruption, à l'opérationnalisation des cadres de concertation, aux plaidoyers en faveur de l'adoption d'une loi protectrice des défenseurs/ des lanceurs d'alertes et à la réalisation des études sur la prévention de la corruption sexuelle en milieu scolaire et universitaire. Il en est ainsi à Madagascar dans le cadre de la mise en œuvre de la phase II du projet multi acteurs visant à renforcer la lutte contre la corruption. Un texte par ailleurs a été élaboré et déposé au Bureau permanent de l'Assemblée nationale malgache en octobre 2022 lors des ateliers réunissant 210 personnes incluant des parlementaires, des avocats, des journalistes, des représentants du ministère de la Justice. 65 acteurs nationaux publics et privés, dont 37 femmes impliquées dans la lutte contre le blanchiment des capitaux ont renforcé leurs compétences à l'analyse des risques en la matière et le dispositif de signalement des avoirs illicites. La réalisation d'une étude sectorielle, la production d'un livret de prévention, l'état des lieux sur la base des concertations et la production d'un module de formation intégré au cursus de l'Ecole nationale d'administration ont renforcé la prévention de la corruption sexuelle en milieu scolaire et universitaire.

Les États, institutions et acteurs œuvrent davantage pour l'indépendance de la justice, la lutte contre la corruption et la lutte contre l'impunité grâce à l'accompagnement de l'OIF :

en 2022, 24 institutions juridiques ou judiciaires ont bénéficié d'un appui permettant la sensibilisation de 515 professionnels dont 204 femmes et 75 jeunes, originaires de différents pays de l'espace francophone. Un travail de réflexion a également été initié avec les réseaux institutionnels de la Francophonie spécialisés en vue de contribuer au renforcement de l'indépendance des systèmes judiciaires de l'espace francophone.

Principaux enseignements :

La décentralisation opérationnalisée du projet de lutte contre la corruption à Madagascar, avec notamment le recrutement sur le terrain d'une experte pour assurer la coordination du projet en appui à l'OIF, est un modèle à dupliquer quand cela est possible.

■ État civil

➤ **BUDGET 2022 : 645 188 €**

➤ **FMU : 277 354 €**

➤ **EXTRABUDGÉTAIRE : 367 834 €**

L'objectif de ce projet phare d'appui à l'état civil est de contribuer au renforcement des systèmes d'état civil, dans l'espace francophone, en particulier pour un enregistrement systématique des naissances. Le droit à l'identité est un point de départ pour l'exercice et la jouissance de tous les autres. À ce titre, ce projet s'inscrit pleinement dans le mandat de l'OIF de promotion et de protection des droits de l'Homme.

Le projet a pour ambition de rassembler les acteurs de la Francophonie œuvrant dans le domaine autour de l'OIF, pour des actions conjointes, en vue de renforcer et pérenniser l'impact auprès des populations.

Les premiers résultats de ce projet entamé depuis 2020, notamment en partenariat avec des réseaux institutionnels de la Francophonie, l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et la Conférence des OING de la Francophonie, sont plus qu'encourageants. Pour le Niger, la mobilisation de l'OIF et de ses partenaires à Zinder a permis, depuis 2020, de sensibiliser 36 830 personnes dans plus de 190 villages, de former 280 leaders d'influence sur l'importance d'enregistrer les naissances, de former 201 agents d'état civil sur l'établissement d'actes d'état civil fiable, de mener un accompagnement juridique de 550 familles pour la constitution des dossiers et de délivrer un acte d'état civil à 45 903 personnes, dont 50% sont des filles et des femmes. À Madagascar, 46 354 personnes ont été sensibilisées directement sur le terrain, on estime que 1 500 000 personnes ont été sensibilisées via les médias, et 259 personnes ont été formées sur les nouvelles dispositions de la nouvelle loi État civil.



La poursuite de la mobilisation dans 3 pays en 2022 a permis à plus de **21 630 personnes au Niger**, (dont 50% de filles, auprès de 5 communes, soit 75 villages, de la région de Zinder), **21 975 personnes à Madagascar** (dont 19 777 enfants), et **2 000 enfants de moins de 5 ans au Cameroun**, d'être enregistrés à l'état civil. Afin d'encourager la population à l'enregistrement systématique des naissances, plus de 46 300 personnes à Madagascar ont été sensibilisées sur l'importance de la déclaration des enfants à la naissance. 21 500 personnes ont été sensibilisées pour relayer le message auprès des communautés au Niger, 245 personnes (150 leaders d'influence, 75 préposés aux écritures, 20 professeurs des écoles) ont été formées sur les enjeux de l'état civil et l'établissement d'un acte d'état civil fiable.

Les actions de plaidoyer organisées ont renforcé la mobilisation politique en faveur des faits d'état civil auprès des pays membres de la Francophonie à travers : i) la participation au forum ID4AFRICA, réunissant annuellement les grands acteurs dans le domaine de l'état civil en Afrique (organisations internationales, étatiques, privées) ; ii) l'organisation d'un événement parallèle en marge du segment d'experts de la Conférence des ministres africains en charge de l'état civil ; iii) un colloque sur l'état civil et l'égalité femmes-hommes, organisé en ligne et en présentiel à l'Ambassade du Canada à Paris, en partenariat avec le gouvernement du Canada-Nouveau Brunswick et avec le soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères français et iv) la contribution de l'OIF au Programme régional pour l'amélioration accélérée de l'enregistrement des faits d'état civil. (APAI-CRVS) de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies à travers la participation aux réunions en ligne et à la réunion annuelle des membres du groupe de travail pour contribuer à la définition du nouveau plan stratégique 2023-2027. Au Niger, l'OIF a également élargi sa mobilisation en appuyant et en conseillant les autorités dans la définition d'un nouveau plan stratégique.

Atelier avec des Directeurs généraux en charge de l'état civil dans les ministères - Addis Abeba, octobre 2022



Remise d'actes d'état civil à
Antananarivo - septembre 2022

Principaux enseignements :

- Le déploiement des projets de terrain selon une approche systémique (Niger, Madagascar) a permis d'obtenir des résultats impactant réellement l'accès aux droits des populations, en particulier des enfants.
- La gestion et le suivi rapproché des actions sur le terrain a permis d'améliorer la visibilité de l'OIF ; la décentralisation opérationnalisée du projet à Madagascar, avec notamment le recrutement sur le terrain d'une experte pour la coordination des activités, est un modèle qui mériterait d'être dupliqué.
- Les efforts de synergies réalisés avec les autres projets du pôle État de droit (à l'instar de l'atelier de formation organisé à Niamey au bénéfice des avocats, ou encore l'atelier sur l'état civil et la protection des données personnelles en marge de la conférence des autorités francophones de protection des données) et avec les autres priorités phares de l'OIF (sur le modèle du colloque sur l'état civil et l'égalité femmes-hommes) sont des succès à dupliquer.

Nelly Francia

Ecolière à l'école primaire publique
La Foire, Toamasina, Madagascar

« L'obtention de mon acte de naissance est très importante pour moi. Je pourrai ainsi poursuivre mes études, passer l'examen du CEPE, procéder à l'obtention des différents papiers administratifs. J'ai 16 ans, grâce à mon acte de naissance, je pourrai jouir d'une carte d'identité nationale. **Le contraire m'aurait attristé car la poursuite de mes études est très importante pour moi.** »

Paix et stabilité

BUDGET 2022 : 1 207 310 €

FMU : 1 003 664 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 203 646 €

Les actions déployées dans ce projet tiennent compte des situations politiques actuelles de l'espace francophone dans le domaine concerné, à savoir : quatre transitions politiques en cours (Tchad, Burkina Faso, Mali, Guinée) ; des contextes de tensions politiques notamment liés à des crises sécuritaires (Cameroun ; République centrafricaine ; République démocratique du Congo ; Haïti) ; des crises sécuritaires majeures liées au terrorisme (zone du Sahel et du golfe de Guinée) et de potentiels défis liés aux prochains processus électoraux 2023 (République démocratique du Congo ; Gabon ; République centrafricaine).

L'accompagnement technique et financier au processus de transition au Tchad a permis l'implication positive des parties prenantes au processus de réconciliation nationale et au pré-dialogue de Doha (Qatar). Un accord de paix entre le gouvernement de transition et les groupes politico-militaires a été signé. L'OIF a contribué à la préparation et la tenue du Dialogue national inclusif et souverain de N'Djaména (Tchad).

Dans le cadre du soutien à la **stabilité du Sahel**, le 4^e séminaire du Réseau Recherche-Paix-Sécurité et Développement sur la prévention de la radicalisation par l'employabilité des jeunes au Sahel a été organisé mobilisant 25 chercheurs. 3 rapports d'expertise sur la prévention de la radicalisation et l'emploi des jeunes ainsi que sur la situation judiciaire en matière de lutte contre le terrorisme ont été produits à l'issue d'un atelier régional sur la coopération judiciaire au Sahel.

18 diplomates (Mozambique et Suisse) ont acquis des compétences sur les méthodes de travail et dynamiques de négociation grâce au 2^e **Séminaire de haut niveau pour les États membres francophones entrants au Conseil de sécurité**. 8 délégations francophones ont été mobilisées pour partager leurs expériences.

421 militaires, policiers et civils ont renforcé leurs compétences **en et au français dans le domaine du maintien de la paix**. Les premières formations francophones pour les hauts cadres des opérations de maintien de paix et pour les conseillers militaires chargés de l'EFH ont été déployées. La méthode *En Avant !* et ses nouveaux exercices interactifs pour l'apprentissage du français ont été mis en ligne. 2 guides ont été produits et publiés sur le recrutement de policiers et d'officiers.

En partenariat avec l'Université Senghor, 501 personnes ont développé des compétences en matière de **réforme du secteur de la sécurité**. Une formation régionale (pour l'Afrique de l'Ouest) a été dispensée sur le lien entre RSS et prévention de l'extrémisme violent.



Principaux enseignements :

- La qualité de l'expertise technique mobilisée et la posture d'assistance équilibrée de l'OIF sont reconnues par les institutions nationales et les partenaires internationaux dans le cadre de l'accompagnement des processus de transition au Tchad (depuis 2021) et au Burkina Faso.
- La volatilité des contextes politiques d'intervention a conduit à la mise en place d'une veille continue sur les situations politiques par l'OIF et par les réseaux professionnels constitués.
- Les résultats atteints par le projet tiennent également à la qualité des partenariats opérationnels noués avec différentes entités internationales (ONU dont le Département des opérations de paix et le département des affaires politiques et de la consolidation de la paix, La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Le Bureau régional des Nations unies pour l'Afrique ; le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) ; le G5 Sahel ; l'Union africaine ; la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ; l'Alliance Sahel), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), l'Université Senghor, les Réseaux institutionnels de la Francophonie (en particulier l'Association internationale des procureurs et poursuivants francophones et FRANCOPOPOL), des organisations de la société civile membres de la Conférence des OING (dont notamment le Forum d'échanges et de rencontres administratifs mondiaux (FERAM)), des centres de recherches et d'analyses stratégiques de l'espace francophones (2R3S ; OBG / GRIP ; FrancoPaix ; Timbuktu Institute), des experts politiques et techniques.



Major Claudine Murekerisoni
Chef Bureau Genre à
la Force de Défense
Nationale du Burundi

"Ma participation à la formation pour les conseiller·ère·s militaires genre (CMG) m'a permis d'acquérir des connaissances d'une très grande utilité [pour] mon travail quotidien comme chef de Bureau Genre. Cela me permettra d'apporter une plus-value dans la prise en compte de la dimension genre au niveau opérationnel et tactique. Depuis mon retour de formation j'ai fait comprendre aux décideurs la nécessité d'augmenter le taux de participation des femmes dans les instances de prise de décision mais aussi [...] qu'on doit être des agents de changement. »



Éducation et formation

41

États et
gouvernements
partenaires en 2022

Albanie, Arménie, Bénin, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada-Québec, Canada-Nouveau Brunswick, Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Egypte, Gabon, Guinée-Bissau, Guinée, Haïti, Kosovo, Laos, Liban, Macédoine du Nord, Madagascar, Mali, Mauritanie, Moldavie, Niger, Nigéria, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République du Congo, Roumanie, Sénégal, Serbie, Tchad, Togo, Rwanda, Vietnam, Sao Tomé et Príncipe, Vanuatu

Canada-Québec
Canada-Nouveau Brunswick
Haïti
Moldavie
Roumanie
Serbie
Kosovo
Bulgarie
Albanie
Macédoine du Nord
Arménie
Liban
Tunisie
Egypte
Mali
Niger
Tchad
Djibouti
Sénégal
Cabo Verde
Guinée-Bissau
Guinée
Côte d'Ivoire
Togo
Nigeria
Cameroun
Centrafrique
Sao Tomé-et-Príncipe
Gabon
RD Congo
Rwanda
Burundi
Comores
Madagascar



4

PROJETS EN COURS

- PORTAIL RESSOURCES ÉDUCATIVES LIBRES POUR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES (RELIEFH)
- ECOLE ET LANGUES NATIONALES (ELAN)
- INITIATIVE FRANCOPHONE POUR LA FORMATION À DISTANCE DES MAÎTRES (IFADEM)
- FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES DES JEUNES (FIJ)

1 OUTIL

- KIX

1 DISPOSITIF

- CREF

2,9 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU

TAUX D'EXÉCUTION : 98 %

ET

3,8 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS



Principaux résultats chiffrés

54 202

BÉNÉFICIAIRES DIRECTS ET 3 MILLIONS DE BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS IMPACTÉS PAR LES PROJETS DE TERRAIN APPUYÉS PAR L'IFEF

48 800

PERSONNES FORMÉES SUR LE NUMÉRIQUE, L'ENSEIGNEMENT PLURILINGUE, ET L'ÉGALITÉ FEMME-HOMME (EFH)

Portail éducatif EFH RELIEFH

BUDGET 2022 : 420 817 €

FMU : 211 000 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 209 817 €

En suivi des recommandations de la *Conférence de N'Djamena sur l'éducation des filles et la formation des femmes* (juin 2019), l'Institut de la Francophonie pour l'éducation et la formation (IFEF) avec un appui technique de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), a développé un **portail de ressources éducatives libres sur l'égalité femmes - hommes (RELIEFH)** contenant 360 ressources et bonnes pratiques provenant de 58 pays. Lancé le 26 janvier 2021 à Dakar, ce portail offre aux enseignants des contenus pédagogiques et des formations en ligne favorisant l'acquisition de connaissances et compétences sur les questions liées à l'EFH.



Les ressources pédagogiques et les outils sont recensés et la base des données alimentée régulièrement :

Dans ce cadre, 2200 tuteurs et enseignants ont renforcé leurs capacités à l'EFH, au tutorat, à la production de ressources pédagogiques et l'enrichissement du portail à travers des sessions de formation déployées à distance et en présentiel. Par ailleurs, un projet de conception de ressources pédagogiques sur l'EFH impliquant 42 concepteurs et coordonnateurs régionaux ont permis d'enrichir le portail de 3 nouvelles fonctionnalités.

Le portail est plus utilisé désormais par les acteurs clés de l'éducation grâce à des ateliers de renforcement de connaissances au concept de l'EFH et une caravane qui a sillonné plusieurs villes du Sénégal.

<https://www.youtube.com/watch?v=xUDf-FvUkZg&pp=ygUHCmVsaWVmaA%3D%3D>

Principaux enseignements :

- Pour la conception de fiches pédagogiques EFH, un modèle référent serait utile pour d'autres projets de conception et de développement de ressources éducatives, notamment les manuels scolaires en pays francophones.
- Il serait pertinent d'élaborer un modèle francophone unifié de métadonnées pour les ressources éducatives, en vue de mieux s'intégrer dans le vivier mondial des connaissances partagées sur le sujet de l'EFH.
- L'approche de spécialisation dans la production des contenus de RELIEFH a été efficace, comparée à une approche globale encyclopédique. Elle a permis d'accroître la réputation de l'OIF et de RELIEFH, comme références clés du sujet de l'EFH.
- Il est important de diversifier les modalités de formation (en présentiel, hybride et à distance).
- La création de la communauté de pratiques a permis au portail d'être auto-alimenté.



Mme Christelle Djoukouo, bénéficiaire du programme RELIEFH, nous relate les leçons tirées de la formation qu'elle a suivie. <https://fb.watch/kt-Rqad1lf/>

Mme Laurence Paré, bénéficiaire du programme RELIEFH, nous explique comment elle a concrètement utilisé les ressources et fiches pédagogiques en classe. <https://fb.watch/kt-TaaBJmC/>

M. Salifou Coulibaly, bénéficiaire du programme RELIEFH, nous partage son expérience de concepteur de ressources EFH. <https://fb.watch/kt-UMDAIfK/>

École et langues nationales (ELAN)

➤ **BUDGET 2022 : 1 370 953 €**

➤ **FMU : 601 390 €**

➤ **EXTRABUDGÉTAIRE : 769 563 €**

Le projet « École et langues nationales » (ELAN) vise à améliorer la qualité des enseignements-apprentissages (notamment les fondamentaux que sont lire, écrire et compter) dans les systèmes éducatifs des pays partenaires par la mise en place d'une approche bi-plurilingue fondée sur l'utilisation concomitante de la langue première de l'élève (langue maternelle ou langue dominante de son milieu de vie) et la langue française, à la fois comme véhicules et/ou matières d'enseignement, en particulier au cycle primaire. L'Agence française de développement (AFD) est le principal partenaire financier du projet. Ce partenariat se poursuit avec l'octroi du financement pour la mise en œuvre d'ELAN 3 dont la finalité est d'approfondir l'appui à l'extension/généralisation de l'enseignement bilingue.

Au cours de l'année 2022, plusieurs activités de mise à disposition d'expertise, de conception d'outils pédagogiques, de formation des publics cibles, de sensibilisation et de plaidoyer ont été menées pour renforcer l'enseignement bilingue :

- **13 missions d'appui technique et pédagogique** à la mise en œuvre des plans d'actions nationaux sur le développement de l'enseignement bilingue, des 11 pays, ont été organisées.
- Près de **270 actrices et acteurs de l'éducation**, de 8 pays, ont participé à 4 rencontres nationales, régionales et internationales contribuant au plaidoyer et à la recherche sur l'enseignement bilingue.

- Le ministère de l'Éducation du Burkina Faso a poursuivi avec l'appui d'ELAN l'élaboration d'un modèle de simulation financière, l'élaboration et la validation de son modèle harmonisé national de l'enseignement bilingue qui reprend en grande partie l'approche pédagogique ELAN.
- 330 fiches pédagogiques** sur le transfert de compétences linguistiques L1/L2 ont été élaborées (30 fiches par pays partenaire). Les outils relatifs à l'enseignement des mathématiques en situation bilingue ont été contextualisés dans chaque pays (30 outils).
- Le rapport provisoire d'évaluation ELAN-PASEC révèle que les élèves de **classes bilingues de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et du Togo ont obtenu en moyenne des résultats scolaires supérieurs en lecture-écriture et mathématiques à ceux des élèves des classes classiques. Ainsi, on relève par exemple qu'en Côte d'Ivoire les élèves des classes bilingues de 2^{ème} année du primaire ont un score de 62,80/100 en lecture-écriture, alors que le rapport PASEC2019² indiquait que seuls 33,1% des élèves de Côte d'Ivoire en début de scolarité atteignaient le seuil suffisant de compétences en lecture.** En mathématiques le score de ces élèves est de 73,42/100. Le rapport PASEC2019 indique que 68% des élèves de Côte d'Ivoire en début de scolarité atteignent et dépassent le seuil suffisant de compétences dans cette discipline.
- 16 tuteurs et tutrices** ont participé à la formation à distance IFADEM-ELAN sur l'enseignement bilingue (juin 2022).
- Près de **230 formateurs** d'instituts de formation des maîtres du Niger, du Burkina Faso et de Madagascar ont bénéficié de modules bilingues pour la formation initiale des enseignants.
- Un référentiel et un module de formation continue pour l'enseignement bilingue ont été élaborés au niveau de l'enseignement fondamental du Burundi. La formation des bénéficiaires est prévue en 2023.

² Le rapport est disponible au lien suivant : https://confemen.lmc-dev.fr/wp-content/uploads/2022/07/RapportPasec2019_Rev2022_WebOK.pdf

- Plus de **900 personnes** se sont inscrites à la première session du premier cours en ligne ouvert et massif (CLOM) du programme « ELAN en ligne ».
- Un film documentaire de sensibilisation sur l'utilisation des langues nationales à l'école et le bilinguisme dans quatre pays (Burkina Faso, Mali, République démocratique du Congo et Sénégal) a été réalisé en partenariat avec Solidarité Laïque (projection prévue en 2023).
- Plus de **500 000 vues** des publications et productions audiovisuelles diffusées sur les plateformes et réseaux sociaux d'ELAN.

Principaux enseignements :

- Le lancement d'ELAN en ligne et l'engouement suscité ont démontré l'attente des acteurs nationaux et internationaux pour une plus large diffusion de contenus de qualité en matière d'enseignement bilingue.
- La diversification des financements du programme est une nécessité pour répondre aux besoins et demandes des pays souhaitant un passage à l'échelle. C'est, également, le cas pour de nouveaux pays sollicitant ELAN (Mauritanie, Guinée Bissau, Djibouti, Rwanda).

« J'ai découvert l'enseignement bi-plurilingue avec le programme ELAN et suis très satisfaite des connaissances. Je n'interviens pas dans un cadre d'enseignement bi-plurilingue mais beaucoup de ressources pouvant être utilisées dans le français langue étrangère (FLE) ou le français langue seconde (FLS) nous sont aussi proposées. À mon niveau le cours est bien structuré, clair et attractif ». M.D.

“Un plaisir d'avoir suivi ce riche chapitre sur l'enseignement bi-plurilingue. J'ai aimé ce module pour m'avoir permis de découvrir les principes de l'enseignement bi-plurilingue. Le fait de le suivre à mon rythme m'a facilité la compréhension avec plus de temps et de liberté à revoir les séquences vidéos, les quizz.” B.G.

Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM)



- **BUDGET 2022** : 1 979 473 €
- **FMU** : 742 118 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 1 237 355 €

L'Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres (IFADEM) participe aux efforts internationaux pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité pour tous. Il vise à répondre à trois objectifs spécifiques :

- Mettre en œuvre des dispositifs de formation en partie ou totalement à distance, avec l'introduction progressive du numérique éducatif pour renforcer les compétences professionnelles des maîtres qui ont peu ou pas de formation initiale.
- Améliorer les méthodes d'enseignement via des pratiques innovantes, l'emploi d'outils didactiques idoines et de méthodes pédagogiques adaptées (incluant l'éducation à l'environnement et au développement durable ou la question du genre).
- Accompagner les États dans la définition de leurs stratégies nationales de formation continue des enseignants au niveau primaire.

En 2022, le programme a continué à accompagner les pays bénéficiaires dans l'appropriation du dispositif et la mobilisation des partenaires au développement, afin d'assurer la pérennisation des acquis et le passage à l'échelle. Le soutien financier additionnel nécessaire pour ce passage à l'échelle du programme a été obtenu grâce à des contributions importantes de la Direction du développement et de la coopération (DDC) suisse (8 M€), de l'Agence française de développement (0,75 M€), et d'un financement conjoint de l'Association pour la Promotion de l'Éducation et de la Formation à l'Étranger (APEFE) et de l'agence Wallonie-Bruxelles International (WBI) (5,8 M€). Plus de **45 000 acteurs**, comprenant des enseignants, des directeurs d'établissement

scolaire, des personnels de supervision et des cadres des ministères en charge de l'éducation, ont bénéficié ou participé activement à la mise en œuvre d'IFADEM. Les réalisations suivantes méritent d'être soulignées :

- Extension du programme dans 8 pays : Bénin, Sénégal, République démocratique du Congo, Tchad, Union des Comores et la Côte d'Ivoire, Liban, Burundi.
- Formation de **16 900 professionnels de l'éducation** : 2 000 par le biais du dispositif *IFADEM 100% en ligne*, 6 300 enseignants et 8 600 directeurs d'écoles par le biais du dispositif hybride.
- Organisation de **4 ateliers de co-construction** pour l'extension d'IFADEM aux Comores, au Sénégal et au Tchad.



- Formation d'environ **800 directeurs d'écoles du primaire** de l'Union des Comores.
- Formation de **563 cadres** à l'encadrement d'un dispositif de formation à distance (tutorat).
- Formation de 30 enseignants du primaire du Sénégal et d'une dizaine de cadres, à la robotique pédagogique.
- Organisation de 2 ateliers internationaux pour la conception des contenus de formation des enseignants, des directeurs et des chefs d'établissement, du Burkina Faso, du Mali et du Tchad, pour un enseignement apprentissage de qualité pour les filles à l'école.
- Organisation dans le cadre de la formation à distance IFADEM-ELAN sur l'enseignement bilingue, d'un atelier international pour la formation des tuteurs de Madagascar, Mali, Niger et Congo RD.
- production de 18 livrets d'autoformation, dont 6 sur l'éducation des filles, et de 17 micromodules d'apprentissage.
- Lancement de 3 appels à projets de recherche au Burkina Faso, Côte d'Ivoire et Niger, dans le cadre du dispositif *IFADEM 100% en ligne*.
- Participation à 5 événements internationaux pour promouvoir le programme IFADEM.
- Contribution à l'ouvrage « Le système éducatif en Afrique francophone : défis et opportunités », publié par l'Observatoire de la Francophonie de l'Université de Montréal en mai 2022.

Principaux enseignements :

- Dans l'ensemble, toutes les prévisions ont été concrètement réalisées en 2022. Il convient de souligner la capacité du programme à former de grands effectifs d'enseignants. Cela a été rendu possible grâce au modèle de formation développé et éprouvé dans plusieurs pays qui met l'accent sur un encadrement de proximité combinant l'autoformation tutorée et les regroupements en présentiel. Ainsi, le dispositif s'inscrit autant que possible dans le fonctionnement du système éducatif du pays bénéficiaire et dans le cadre du travail des encadrants pédagogiques.
- La mise en œuvre d'IFADEM 100% en ligne a démontré qu'il est possible de répondre efficacement aux besoins des pays en termes de numérique éducatif, en renforçant les capacités institutionnelles, en déployant des plateformes nationales et en formant les acteurs chargés de la supervision, le tout avec des investissements relativement modestes.
- En résumé, le programme IFADEM a réussi à étendre ses activités dans huit pays, à former un grand nombre d'acteurs de l'éducation, à organiser des ateliers de co-construction et des événements internationaux, ainsi qu'à contribuer à des publications importantes dans le domaine de l'éducation en Afrique francophone. Les résultats obtenus soulignent l'importance d'une approche centrée sur l'encadrement de proximité et l'intégration du numérique et de l'innovation pédagogique pour assurer une éducation de base équitable, inclusive et de qualité.



Madame Moinamina Hamadi, Directrice de l'école primaire de Mboudé, Union des Comores

« La formation à distance dispensée par l'IFADEM sur les rôles et missions du directeur d'école a été une expérience enrichissante qui m'a permis d'acquérir de précieuses connaissances. J'ai appris à interagir efficacement avec mes collègues pour favoriser une collaboration harmonieuse et le bon fonctionnement de l'école en lien avec la communauté. J'ai également développé des compétences essentielles en gestion scolaire, notamment dans la tenue des dossiers des enseignants et des élèves, ainsi que dans la gestion efficace du matériel et des salles de classe. Cette formation m'a donné davantage de confiance dans l'exercice de mes fonctions et m'a permis de mieux comprendre mon rôle et mes responsabilités en tant que directrice d'école. Je suis reconnaissante envers les organisateurs de la formation pour cette précieuse opportunité qui m'a permis de prendre conscience de l'ampleur des tâches qui incombent à un directeur d'école. »



Formation et insertion professionnelles

- **BUDGET 2022** : 707 920 €
- **FMU** : 638 112 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 69 808 €

Le projet de formation et insertion professionnelles des jeunes (FIJ)

Le projet de formation et insertion professionnelles des jeunes (FIJ) vise à développer la formation professionnelle et technique, en particulier à destination des jeunes et des femmes. Les résultats escomptés de ce projet sont : le renforcement des compétences linguistiques dans le secteur prioritaire du tourisme au Cabo Verde et au Rwanda ; l'accompagnement de plus de 290 établissements de formation professionnelle et technique dans 16 pays pour l'implantation d'un outil de pilotage (INSERJEUNE) pour mesurer l'efficacité externe des dispositifs de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP); la formation de 3000 conseillers et formateurs en pédagogie et ingénierie « Approche par compétences » en insertion et à la transformation numérique dans 16 pays (Afrique, Asie et Caraïbes).

En ce qui concerne le volet **Insertion**, les activités suivantes ont été réalisées :

- L'outil INSERJEUNE, visant à mesurer le taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels (EFTP) ainsi que le taux de satisfaction des entreprises ayant embauché des diplômés, a été déployé dans 505 établissements de 12 pays (Burundi, Cameroun, Comores, Djibouti, Guinée, Gabon, Haïti, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et dans 35 pays d'Afrique du réseau des écoles professionnelles Don Bosco TechAfrica.
- 6 pays (Gabon, Niger, République démocratique du Congo, Bénin, Rwanda, Tunisie) ont bénéficié d'un accompagnement, en collaboration avec le projet D-CLIC, afin de suivre l'insertion des jeunes formés dans le domaine du numérique.

- 4 nouveaux pays ont demandé une expérimentation de l'outil INSERJEUNE (Bénin, Tunisie, République démocratique du Congo, Rwanda).

Au titre de la **Formation**, les réalisations suivantes sont à souligner :

- 500 formateurs et 106 conseillers pédagogiques** de 7 pays (Burundi, Comores, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Madagascar et Togo) ont été formés en ingénierie et pédagogie selon l'Approche par compétences (APC) conçue pour répondre aux besoins des entreprises.
- 340 cadres et praticiens formés** dans le cadre de l'Initiative panafricaine pour l'intégration du numérique dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels de 8 pays dont 6 francophones (Bénin, Côte d'Ivoire, Gabon, Madagascar, Niger et Togo) et les stratégies nationales pour la transformation numérique et le développement des compétences du Mali et de la Gambie ont été élaborées et validées.
- 8 programmes de formation ont été élaborés** selon l'Approche par compétences et 2 plateformes de formation en pédagogie Approche par compétences ont été rendues opérationnelles.
- 8 formateurs de l'École d'Hôtellerie et du Tourisme du Cabo Verde** ont été formés en français professionnel et la classe bilingue gestion hôtelière sera ouverte en 2023.
- Le ministère de l'éducation du Rwanda** a bénéficié d'un appui en vue d'améliorer l'apprentissage du français dans les écoles professionnelles secondaires et **15 formateurs de français élaborent un nouveau référentiel pour l'enseignement du français professionnel (tourisme)** dans les écoles professionnelles du Rwanda.

Principaux enseignements :

- Volet Insertion : l'outil INSERJEUNE a démontré son efficacité et sa capacité à répondre aux besoins des États pour l'élaboration des stratégies nationales en matière d'insertion des jeunes et pour l'évaluation des impacts de l'implantation de l'Approche par compétences.
- La demande des pays est très forte, pour un appui au déploiement de l'outil INSERJEUNE et des formations en ingénierie/pédagogie Approche par compétences. L'OIF ne dispose pas des ressources pour répondre positivement à toutes les sollicitations.
- Volet Formation : l'implantation de l'Approche par compétences est adoptée par la majorité des pays, notamment en Afrique francophone, mais sa mise en œuvre est plus difficile du fait des insuffisances liées à l'écart entre la volonté politique et l'investissement financier adéquat, le manque d'un véritable partenariat Public Privé, l'absence d'un système de régulation adapté aux besoins quantitatifs et qualitatifs du marché de l'emploi.

Ivandira Teresa

Formatrice de l'École Hôtelière et Touristique du Cabo Verde

« J'ai suivi pendant deux ans la formation en langue française. C'était une expérience très intéressante car j'ai pu développer des nouvelles compétences. Grâce à ce projet je me sens aujourd'hui prête à travailler avec des étudiants de l'École Hôtelière et Touristique du Cabo Verde et apporter ma contribution. Je remercie pour la confiance. »

Centres régionaux francophones

BUDGET 2022 : 749 493 €

FMU : 714 193 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 35 300 €

Les Centres régionaux francophones (CREF)

sont des centres de référence pour la formation qui fédèrent les acteurs agissant dans l'enseignement du et en français. À ce jour, l'OIF dispose de trois centres régionaux francophones (CREFECO en Europe de l'Est, CREFAP en Asie Pacifique et CREFA à Djibouti).

L'année 2022 a été particulièrement riche pour ce qui relève de la coopération régionale avec des partenaires francophones et les réseaux d'acteurs francophones sur le terrain tels que l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) ainsi que les ministères en charge de l'éducation des pays concernés.

Centre régional francophone pour l'Europe centrale et orientale (CREFECO)

8 pays couverts : Albanie, Arménie, Bulgarie, Kosovo, Macédoine du Nord, Moldavie, Roumanie, Serbie.

Dans le cadre du Mémoire pour la coopération éducative, le CREFECO agit aux côtés des ministères chargés de l'éducation et des acteurs de l'enseignement du français pour :

- Le soutien aux actions et aux politiques de formation des enseignants de et en français.
- La diffusion et la production de ressources éducatives pour l'enseignement du et en français.
- L'organisation d'activités extra-scolaires de promotion de la langue française, de la Francophonie et du vivre-ensemble à destination des communautés apprenantes et par le biais du numérique.

Le CREFECO s'adresse à une communauté d'environ 10 000 professeurs/enseignants et d'1,6 million d'élèves. En 2022 :

- 1282 personnes ont bénéficié d'actions de formation (en présentiel, à distance ou hybrides).
- 27 projets ont été accompagnés et 1 Forum régional des futurs et jeunes enseignants de français a été organisé.
- 2 kits pédagogiques pour l'enseignement du français ont été produits (Kits « F/ francophonie : diversité des cultures francophones et variétés du français pour un public adolescent » ; 60 activités de médiation pour la classe de français langue étrangère).
- 5 associations nationales de professeurs de français ont été accompagnées et soutenues dans le cadre d'activités de promotion du métier d'enseignant de français.
- 1 hackathon de création de jeux vidéo sérieux a été organisé avec des équipes de jeunes apprenants de français.

Centre régional francophone pour l'Asie et le Pacifique (CREFAP)

4 pays couverts : Laos, Vietnam, Cambodge, Vanuatu.

Le CREFAP travaille également en étroite collaboration avec la Thaïlande, la Corée du Sud et la Nouvelle-Calédonie. En 2022, les activités ont été déployées en vue notamment de favoriser le rayonnement de la Francophonie à travers 4 axes stratégiques :

- Promotion de la langue française et de la diversité culturelle francophone.
- Perfectionnement de compétences chez les cadres éducatifs/associatifs, les enseignants du/en français.
- Production d'outils et de ressources numériques en appui à un enseignement de qualité du/en français.
- Et amélioration de l'insertion professionnelle des jeunes.

Globalement :

- 450 enseignants de français langue étrangère (FLE) et de disciplines non linguistiques ont suivi des formations continues au niveau régional et national. Ces formations ont pour objet le renforcement linguistique, l'appropriation des manuels, l'utilisation des outils innovants et des pratiques de classe en mode hybride.
- 1600 jeunes apprenants de français ont participé aux célébrations de la Journée internationale de Francophonie au Laos et au Vietnam.
- 100 enseignants-chercheurs de la région Asie-Pacifique ont participé au Colloque international « Le français et les cultures francophones : enseignement et recherche » à Hanoi.
- 18 jeunes enseignants-chercheurs ont contribué à l'atelier d'écriture scientifique organisé par l'Institut national de l'Éducation du Cambodge.
- 63 enseignants venant du Cambodge, Laos, Vietnam et Thaïlande ont participé à l'École d'été francophone à Ho Chi Minh-Ville sur le thème « L'utilisation des outils innovants et des pratiques de classe en mode hybride ».
- Le concours régional en ligne sous le thème « La Francophonie de l'avenir » a enregistré 82 participations.
- Le séminaire-formation des cadres associatifs a regroupé 70 personnes dont 24 représentants des associations de français de la région Asie-Pacifique.
- Le projet d'élaboration de manuels contextualisés pour l'enseignement du et en français a été poursuivi. Le tome 8 du manuel de mathématiques en français et le tome 3 du manuel de français LV1 ont été élaborés pour le Vietnam.
- 158 participants ont contribué au séminaire bilan de la formation à distance pour les enseignants de français langue étrangère (FLE) et pour l'enseignement d'une matière scolaire en français (DNL) organisé par le CREFAP et l'Ambassade de France au Vietnam.

➤ Centre régional francophone pour l'Afrique (CREFA)

Dès sa mise en place au début de l'année 2022, le CREF de Djibouti a déployé ses actions et a obtenu les résultats suivants pour 2022 :

- 50 volontaires et 10 enseignants bénéficiaires de la formation en présentiel des volontaires francophones au Rwanda et des enseignants du système éducatif au Rwanda ;
- 30 bénéficiaires du webinaire pour la formation des volontaires francophones au Rwanda ;
- La production de 15 émissions littéraires diffusées à la télévision nationale de Djibouti a été appuyée ;
- Organisation de la Journée internationale du professeur de français à Djibouti-Ville et en province ;
- Appui pour la participation de 150 enseignants et 200 élèves à une conférence dans le cadre de la Journée internationale du professeur de français à l'Institut français de Djibouti ;
- 50 enseignants et 140 élèves ont participé à la Journée internationale des droits de l'enfant à Djibouti.

Dans le cadre de l'action transversale avec l'écosystème de l'OIF, le CREFA a appuyé :

- le déploiement du programme D-CLIC à Djibouti ;
- l'organisation, du Forum D-CLIC Pro à Djibouti ;
- le suivi du déploiement de l'application INSERJEUNE et du programme KIX.

Projets internationaux du réseau des CREFs

Un volet international transversal et transrégional a permis de déployer la plateforme « Parlons français », les jumelages de classes francophones, le CLOM dédié à la didactique du français langue étrangère (FLE).

- Plateforme <https://parlonsfrancais.francophonie.org/>;
- 60 classes, soit 2000 élèves bénéficiaires sont concernés par les jumelages de classes francophones, en collaboration avec l'Association « Par le monde ».
- Un CLOM « Didactique du FLE » a été produit en collaboration avec l'Université de Genève.
- En lien avec le Portail « RELIEFH », 24 fiches pédagogiques EFH ont été conçues à partir de la bande dessinée « C'est maman qui commande ! ».
- Une initiative de Métavers francophone pour l'enseignement du français a été menée au profit de 20 000 jeunes francophones ;
- Mentorat pour les enseignants volontaires en collaboration avec l'Association AGIR.

Principaux enseignements :

- Pour le CREFAP, l'accompagnement des partenaires locaux dans la concrétisation et la mise en œuvre des actions nationales en faveur du français apparaît comme un enjeu important.
- La concertation étroite avec les autres partenaires techniques et financiers francophones permet de mutualiser efficacement les ressources et de renforcer la visibilité francophone dans la région.
- Une transformation numérique accrue des activités doit être recherchée tout en maintenant des activités en présentiel fédératrices.
- Le dialogue permanent entre l'OIF et les autorités des pays membres et en particulier du pays hôte a permis d'asseoir le CREFA comme un dispositif innovant de l'OIF et plus globalement l'action de la Francophonie dans la région.



PARTENARIAT RÉGIONAL POUR LE RENFORCEMENT DE L'EMPLOYABILITÉ DES ÉTUDIANTS FRANCOPHONES



Promotion du français dans les écoles de Géorgie

« Je suis heureux d'avoir obtenu ce stage car il m'a apporté beaucoup de compétences. J'ai toujours voulu contribuer à la promotion de la langue française en Géorgie. J'ai fait beaucoup d'activités pour promouvoir le français et je prévois d'en faire beaucoup plus. »

ZURAB KALADZÉ
Stagiaire
Université d'État Akaki Tsérételi



Le Centre régional pour l'Afrique francophone (Centre « KIX Afrique 21 ») est un outil mis en place par le consortium AUF-CONFEMEN-OIF, dans le cadre du programme international de partage d'innovations et de connaissances « KIX ». Le Centre vise le partage des innovations et des connaissances ainsi que la production de données probantes. Les ressources partagées sont à destination des acteurs des ministères de l'éducation, et plus particulièrement des équipes de coordination nationale des pays francophones.

En 2022, le Centre a continué à développer ses actions de renforcement de capacités et de production de contenus dans le but d'améliorer la définition des politiques publiques d'éducation dans ses 21 pays partenaires et permettre une large diffusion des innovations éducatives.

2 tables rondes ont été organisées en ligne avec la participation de **267 personnes de 21 pays**, sur des thématiques prioritaires en éducation telles que les formations aux enjeux et défis de l'enseignement-apprentissage, les pratiques et les politiques d'évaluation de l'apprentissage pendant la COVID-19 etc.

74 personnes ont participé à 3 séries de formations sur la mise à l'échelle en éducation, en partenariat avec le centre Brookings et le centre KIX Afrique 19.

11 Protocoles d'accord ont été signés avec les ministères en charge de l'éducation du Sénégal, du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, de Guinée, de Guinée Bissau, du Mali, du Niger, du Tchad et du Togo, pour la mise en œuvre du KIX au niveau national.

Des activités de dialogue politique ont été lancées officiellement et mises en œuvre dans 7 pays : Burkina Faso, Togo, Sénégal, Burundi, Niger, Tchad, Comores.

Les représentants des 21 pays ont participé à un atelier régional de partage des connaissances et des innovations, à Dakar.

Les représentants des pays lusophones (Guinée Bissau, Cabo Verde et Sao Tomé et Príncipe) ont pris part à un atelier sous-régional à Praia et ont travaillé sur une feuille de route régionale afin de mieux relever les défis communs aux 3 pays.

Près de **280 acteurs/chercheurs** de l'éducation ont participé à un symposium continental sur la recherche et l'innovation en éducation au Siège de l'Union Africaine (Addis-Abeba, Ethiopie), en collaboration avec le Centre KIX Afrique 19 (UNESCO, Union Africaine et UNICEF).

Le Centre a contribué à la revue sectorielle de l'éducation au Sénégal et au dialogue sectoriel de l'éducation de l'Union des Comores.

Des appels à innovations et connaissances ont été lancés dans 3 pays : Burkina Faso, Sénégal et Niger (5 innovations porteuses de changement au Sénégal ont été distinguées et 11 au Burkina Faso).

Le Président de la République de la Guinée Bissau, Son Excellence, Umaro Sissoco Embaló, Président en exercice de la CEDEAO, a exprimé son soutien fort aux travaux du KIX sur la recherche et l'éducation, lors du symposium organisé à Addis Abeba, le 4 octobre 2022.

Le KIX a obtenu la distinction de "Champion dans le renforcement de la qualité de l'éducation au Sénégal".

Principaux enseignements :

Le Centre KIX francophone a tiré les enseignements de l'année précédente, capitalisé sur les réalisations et les actions pertinentes du programme et continue désormais de porter son plaidoyer auprès des pays partenaires pour développer davantage la culture du partage des connaissances et des innovations et la production de données probantes en éducation.

Le Centre poursuivra sa stratégie de déploiement du programme basée sur la mobilisation et la responsabilisation des équipes de coordination nationale autour des activités de dialogues politiques, de collecte des innovations porteuses de changement qualitatif dans l'éducation mais aussi de production de données factuelles pour orienter efficacement les politiques publiques d'éducation.

À travers divers cadres d'échange, les pays ont montré leur motivation pour partager leurs connaissances et innovations.

- > des pays sont parvenus à identifier et documenter des innovations mises en œuvre au niveau national ;
- > les pays apprécient notre appui technique sur le parcours de l'institutionnalisation de la culture du partage de connaissances et d'innovations et souhaitent un renforcement ;
- > les pays développent des stratégies différentes et innovantes pour relever les défis du système éducatif.

Une évaluation à mi-parcours de l'outil KIX commanditée par le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et le Partenariat mondial pour l'éducation (PME), a souligné d'importants progrès réalisés par le Centre Afrique francophone ainsi que sa contribution pour la transformation des systèmes éducatifs des pays ciblés. Suite à cette évaluation, le programme sera reconduit pour une durée de 4 ans qui devrait démarrer dès le deuxième trimestre 2023.

Témoignage d'un participant au symposium sur la recherche et l'innovation en éducation - Addis Abeba, octobre 2022 :

**M. Hounmenou, Professeur
d'université du Bénin.**

« Les présentations ont été pertinentes car elles ont été une opportunité de rencontres, d'échanges et de partages d'expériences sur les politiques éducatives entre les enseignants-chercheurs et chercheurs dans le but d'améliorer la qualité de l'éducation et des résultats scolaires dans les différents pays d'Afrique francophone mais également anglophone. »



Économie et numérique

19

pays concernés
en 2022

Bénin, Burkina Faso, Cambodge,
Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti,
Gabon, Haïti, Liban, Madagascar,
Mali, Maroc, Niger, République
démocratique du Congo, Rwanda,
Sénégal, Togo, Tunisie, Vietnam.





3

PROJETS EN COURS

- COMMERCE ET INVESTISSEMENTS
- INNOVATION ET MÉTIERS
DU NUMÉRIQUE - D-CLIC
- LES PIONNIÈRES DE
L'ENTREPRENEURIAT FRANCOPHONE

1

OUTIL

- VEILLE, SUIVI ET
ANALYSE ÉCONOMIQUE

3 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU

TAUX D'EXÉCUTION : **97 %**
ET

1,3 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS



Principaux résultats chiffrés

2

MISSIONS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES ONT ÉTÉ ORGANISÉES EN ASIE ET EN AFRIQUE CENTRALE (4 PAYS COUVERTS : VIETNAM, CAMBODGE, GABON ET RWANDA), ONT REGROUPE

936

ENTREPRISES ET ACTEURS ÉCONOMIQUES VENANT DE 32 ÉTATS ET GOUVERNEMENTS MEMBRES, ET OPÉRANT PRINCIPALEMENT DANS LES SECTEURS DE L'AGRO-INDUSTRIE, DES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET DES BIENS ET SERVICES NUMÉRIQUES.

1 290

APPRENANTS (100% DE JEUNES DONT 50,91% DE FEMMES) ONT PARTICIPÉ AUX 57 FORMATIONS AUX MÉTIERS DU NUMÉRIQUE ORGANISÉES DANS 10 PAYS (CÔTE D'IVOIRE, DJIBOUTI, GABON, HAÏTI, MADAGASCAR, MALI, NIGER, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, TOGO ET TUNISIE), ET 4 « FORUM D-CLIC PRO » ONT ÉTÉ ORGANISÉS EN CÔTE D'IVOIRE, À DJIBOUTI, À MADAGASCAR ET EN TUNISIE.

191

DIPLOMATES ET AGENTS PUBLICS FRANCOPHONES ONT ÉTÉ FORMÉS À LA GOUVERNANCE DE L'INTERNET ET 25 RESSOURCES ONT ÉTÉ RÉALISÉES ET DIFFUSÉES.

32

ENTREPRISES « PIONNIÈRES » À FORT POTENTIEL DE CROISSANCE, ISSUES DE 13 PAYS FRANCOPHONES, INTERVENANT DANS 6 SECTEURS D'ACTIVITÉS STRATÉGIQUES (NUMÉRIQUE ET TECHNOLOGIQUE, AGRO-INDUSTRIE, INDUSTRIES CULTURELLES ET CRÉATIVES, SANTÉ, ÉDUCATION, ET ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE) ONT BÉNÉFICIÉ D'UN PROGRAMME D'ACCOMPAGNEMENT DE 12 MOIS.

62,5%

DES ENTREPRISES PIONNIÈRES SONT PORTÉES PAR DES FEMMES ET 72% PAR DES JEUNES DE MOINS DE 35 ANS.



Commerce et investissements – Missions économiques et commerciales

- **BUDGET 2022** : 1 658 535 €
- **FMU** : 1 436 886 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 221 649 €

Le projet « Commerce et investissements – Missions économiques commerciales »

Le projet vise à favoriser les opportunités d'affaires et d'investissement entre entreprises francophones et à contribuer à densifier les échanges économiques et commerciaux entre États et gouvernements membres. À cet effet, l'OIF organise des missions économiques et commerciales destinées à des opérateurs économiques (entrepreneurs, investisseurs, promoteurs) actifs dans les secteurs ciblés et à fort potentiel de coopération intra-francophone, et à des structures d'accompagnement d'entreprises (agences de promotion d'investissement, chambres de commerce, réseaux économiques et professionnels, banques et institutions de financement), en provenance de l'ensemble des régions francophones.

Ces missions leur offrent l'occasion de prospecter des marchés francophones, de discuter d'affaires et de réseauter avec des centaines d'opérateurs économiques locaux.

Pour ce projet, l'année 2022 a été marquée par trois principales réalisations :

- Le lancement des missions économiques et commerciales.
- La promotion des pays francophones comme destinations attractives pour les investissements étrangers à l'Exposition universelle 2020 à Dubaï.
- Le renforcement du maillage des réseaux d'entrepreneurs francophones.



Après deux années de conception et de préparation contraintes par les restrictions imposées dans le cadre de la gestion de la Covid-19, **le projet des missions économiques et commerciales de la Francophonie** est pleinement entré en 2022 dans sa phase de production.

Deux missions ont pu être réalisées dans **4 pays francophones** : la première en Asie du Sud-Est (MECA) a été conduite par la Secrétaire générale de la Francophonie en mars 2022 au Vietnam (Hô Chi Minh-Ville et Hanoï) et au Cambodge (Phnom Penh) ; la deuxième en Afrique centrale (MEAC) en juillet 2022, conduite respectivement par l'Administrateur de l'OIF au Gabon (Libreville) et par la Secrétaire générale de la Francophonie au Rwanda (Kigali).

Une forte mobilisation de l'ensemble des équipes de l'OIF pour l'organisation de ces missions, depuis les aspects logistiques, en passant par la gestion des relations avec les partenaires des pays d'accueil, jusqu'à la mobilisation des entreprises francophones, a permis d'atteindre les résultats suivants :

- **936 entreprises participantes originaires de 32 États et gouvernements** membres et opérant principalement dans les secteurs de l'agro-industrie, des énergies renouvelables et des biens et services numériques.
- **23 entreprises innovantes locales visitées** lors des visites sectorielles de terrain.
- **1 608 rencontres B2B** organisées.
- **62 accords d'affaires** conclus.

En complément de ces missions, l'approche de structuration de chaînes de valeur dans des filières ciblées et à fort potentiel de coopération intra-francophone a été relancée en 2022. Une collaboration avec l'Égypte dans le renforcement des capacités des professionnels venant de pays pivots africains dans la transformation du coton-textile est prévue de se tenir en 2023.

Témoignages de participants :



M. François A. AZOGO,
Directeur général de la
Société **BOULEVARD**
BENIN Sarl

« Boulevard Benin SARL est une entreprise béninoise spécialisée dans le secteur agro-alimentaire et notamment la production d'huile végétale raffinée. Elle a participé à la première et à la deuxième mission économique et commerciale de la Francophonie. L'entreprise a notamment développé des contacts d'affaires et conclu des contrats avec des sociétés vietnamiennes des agro-industries. Le format des missions économiques et commerciales de la Francophonie, avec le forum économique de haut niveau et les quatre sessions de relations d'affaires, a stimulé la présence de Boulevard Benin SARL dans la région du Sud-Est asiatique en lui permettant de multiplier ses entretiens avec des partenaires commerciaux, y compris des chambres de commerce, afin d'élargir ainsi son champ d'activité en Asie. »



Mme Yvette KAGOYIRE,
Directrice exécutive de
Connecting Dots Ltd

« Connecting Dots Ltd est une entreprise rwandaise spécialisée dans la croissance d'entreprises par le rapprochement de partenaires et le financement de projets. Son objectif est l'accessibilité aux informations du marché et le développement de coopérations internationales. Elle a participé aux deux premières missions économiques et commerciales de la Francophonie, en Asie du Sud-Est et en Afrique centrale. Au Vietnam, la société Connecting Dots Ltd. collabore notamment avec un accélérateur d'entreprises et une firme locale pour faciliter les relations d'affaires des entreprises vietnamiennes avec des partenaires de pays africains. Lors de la mission en Afrique centrale, Connecting Dots a créé un partenariat avec un incubateur d'entreprises, au Gabon, pour aider les entreprises à collaborer plus facilement entre elles en faisant correspondre l'offre des prestataires avec les besoins des fournisseurs grâce à une plate-forme qui aide à diffuser au bon public les opportunités commerciales et d'investissement en tirant parti des réseaux d'affaires créés dans le cadre des missions économiques de la Francophonie. »

Lors de l'**Exposition universelle 2020 à Dubaï**, l'OIF a organisé des activités dans son stand pour promouvoir les pays francophones comme destinations attractives pour les investissements étrangers. L'OIF s'est associée au Forum Francophone des Affaires (FFA), au Réseau international des Agences francophones de promotion des investissements (RIAFPI), à la Conférence permanente des Chambres consulaires africaines et francophones (CPCCAF) et à l'Organisation des



Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), pour organiser, le 22 février 2022, l'événement « Investir en Francophonie » qui s'est décliné en une **conférence de haut niveau** sur le thème « *Enjeux et opportunités pour les investisseurs internationaux au sein d'un espace économique francophone en pleine transformation* », des présentations accélérées (*pitch*) d'entrepreneurs devant des investisseurs et **des rencontres d'affaires ayant regroupé plus de 66 entreprises et acteurs économiques francophones**.

Concernant **la densification des réseaux économiques francophones**, un appui a été apporté au lancement, en mars 2022, à Tunis, de l'Alliance des patronats francophones et au développement de leurs activités. Cette nouvelle structure, conçue par les secteurs privés francophones et représentants 28 organisations patronales, a pour mission d'accélérer les flux d'affaires entre les entreprises francophones. La 2^{ème} Rencontre des entrepreneurs francophones (REF), organisée par l'Alliance des patronats francophones et la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire, en partenariat avec l'OIF, s'est tenue en octobre 2022, à Abidjan. La REF a regroupé près de 1 200 participants, dont près de 500 dirigeants d'entreprises, ainsi que des décideurs politiques, représentants d'organisations internationales ou de banques régionales de développement, qui ont pu débattre du renforcement des échanges et des investissements dans l'espace économique francophone.

Principaux enseignements :

- La tenue des deux premières missions économiques et commerciales et les résultats concrets obtenus, dont la très grande satisfaction des entreprises participantes, ont montré la pertinence et la valeur ajoutée de l'action de l'OIF en matière d'accompagnement des entreprises à l'international.
- Pour s'assurer de l'obtention de résultats concrets (accords d'affaires conclus) lors des missions économiques et commerciales, qui constituent le segment situé au milieu de la chaîne d'accompagnement des entreprises à l'international, il s'avère nécessaire de les combiner avec l'approche de structuration de chaînes de valeur dans des filières ciblées à haut potentiel pour les pays francophones. Cette double démarche permettrait de faire émerger et de préparer, en amont des missions, des accords entre des acteurs économiques francophones qui pourraient être conclus et signés lors des missions économiques régionales.

Innovation et métiers du numérique - D-CLIC

- **BUDGET 2022 : 1 558 999 €**
- **FMU : 985 050 €**
- **EXTRABUDGÉTAIRE : 573 949 €**



Le projet D-CLIC a pour objectif de former et renforcer les compétences des populations francophones en matière de numérique afin de répondre aux évolutions rapides des marchés économiques et du monde du travail en améliorant l'employabilité des jeunes et en favorisant l'appropriation des enjeux et pratiques de la gouvernance du numérique par les États et gouvernements membres.

Dans le cadre de la première phase pilote du Projet D-CLIC, et plus spécifiquement sur le volet « métiers du numérique », les principales réalisations sont les suivantes pour l'année 2022 :

- 1290 apprenants (100% de jeunes dont 50,91% de femmes) ont participé aux 57 formations d'une durée de 3 à 9 mois aux métiers du numérique organisées dans 10 pays (Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Haïti, Madagascar, Mali, Niger, Congo RD, Togo et Tunisie), en partenariat avec 12 opérateurs de formation. 1 206 apprenants (dont 50,91% de femmes) ont finalisé leur formation (soit un taux de décrochage de 6,51%).
- 7 opérateurs de formations intervenant au Burkina Faso, Congo RD, Djibouti, Madagascar, Mauritanie, Sénégal et Tchad ont été sélectionnés pour la deuxième phase du volet « métiers du numérique » prévue en 2023.
- 4 « Forums D-CLIC Pro » ont été organisés en Côte d'Ivoire, à Djibouti, à Madagascar et en Tunisie avec pour objectif de mettre en relation les bénéficiaires des formations D-CLIC avec les entreprises et les structures d'accompagnement à l'entrepreneuriat, et de promouvoir les opportunités d'emplois dans l'économie numérique.

Témoignage d'apprenante :



Sandrine Tohe, apprenante Energy Generation Togo

« Avant la formation, je n'avais aucune notion sur la programmation, j'étais plutôt axée sur le réseau informatique. Mes inquiétudes ont disparu dès le premier jour grâce aux coachs qui nous accompagnent et nous aident à avancer à travers la méthode d'apprentissage active. En quatre mois seulement, je suis capable de réaliser un site statique comme dynamique et de le lier à une base de données. Il me reste trois mois de formation et je compte bien réaliser de nouveaux exploits »

Témoignages de partenaires :



Mahdi Omar Farah, Inspecteur Général de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFOP) / Djibouti :

« Le MENFOP est chargé de la conception de la mise en œuvre de la politique d'enseignement, d'éducation et de formation, il élabore et met en œuvre des plans d'actions périodiques (triennale, quinquennale). Le projet D-CLIC est en cohérence avec les orientations du plan d'action du MENFOP. La première formation en numérique a confirmé un besoin en formation dans ce domaine puisque plus de 300 jeunes ont déposé une demande en formation. Après la période de formation, la première cohorte a bénéficié d'un mois de stage dans les différentes entreprises et opérateurs de la place. Et finalement, une dizaine a été recrutée. »



Cynthia Latere, Présidente de Kobo Hub, RDC :

« Le projet D-CLIC de l'OIF répond parfaitement aux besoins des jeunes, des entreprises et de l'écosystème entrepreneurial. En formant les jeunes aux métiers du numérique et en les accompagnant à l'insertion professionnelle, ce programme contribue au développement qualitatif et quantitatif du marché de l'emploi en lui fournissant les compétences recherchées ».

Témoignages vidéos d'apprenantes en développement web :

Iliane, 23 ans, Madagascar [<https://www.youtube.com/watch?v=31VV0mbLqfk&t=5s>] et Nana Fatoumata, 31 ans, Côte d'Ivoire [<https://www.youtube.com/watch?v=vkXF5ZMyFjA>]

Par ailleurs, **un accord-cadre entre l'OIF et la Banque ouest-africaine de développement (BOAD)** a été signé le 7 décembre 2022. Cet accord-cadre a comme objectif d'établir une coopération sur le développement numérique dans les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo). Il permettra à la BOAD, après validation de son conseil d'administration, de concevoir un véhicule financier mobilisant plusieurs dizaines de millions d'euros auquel les pays concernés pourront avoir accès, au bénéfice de leur population, en particulier les jeunes et les femmes, pour leur permettre de suivre des formations au numérique délivrées dans le cadre du programme « D-CLIC, formez-vous au numérique avec l'OIF ».

Concernant le volet sur la gouvernance du numérique, l'année 2022 a été marquée notamment par :

- L'organisation de **2 formations pilotes à la gouvernance de l'Internet**, en partenariat avec la DiploFoundation, au bénéfice de **48 fonctionnaires et diplomates** provenant de **26 États et gouvernements membres**.
- L'organisation d'une **formation pilote** en format hybride, en partenariat avec l'ISOC – Internet Society, en amont de l'édition 2022 du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI), suivie d'une table ronde de sensibilisation aux enjeux du numérique, et ce au bénéfice de **182 agents publics francophones de 28 pays**.
- La réalisation et diffusion de **25 ressources** sur la gouvernance du numérique pour des acteurs publics francophones ciblés.
- La réalisation et le partage d'un outil de sensibilisation multimédia sur les enjeux du numérique dans l'espace francophone à l'attention des chefs d'État et de gouvernement ayant participé à une session du groupe de travail sur ce sujet tenue au Sommet de la Francophonie à Djerba.



Focus sur l'importance de la présence active de la Francophonie dans la gouvernance de l'internet

La gouvernance de l'Internet est de plus en plus prépondérante dans le travail des diplomates et des fonctionnaires publics. La régulation de l'Internet, l'accès à l'Internet, la cybersécurité, ou encore la protection des droits et l'économie numérique font partie des sujets les plus abordés et débattus lors des discussions internationales. Un Pacte numérique mondial est en cours d'élaboration. Proposé par les Nations unies et bâti autour d'un consensus international, cet instrument international a vocation à « façonner une vision commune de la coopération numérique et d'un avenir numérique qui montre tout le potentiel d'une utilisation bénéfique de la technologie » et sera adopté lors du Sommet du Futur en septembre 2024.

Consciente de ces enjeux, l'OIF prévoit, dans le cadre de la Stratégie de la Francophonie numérique 2022-2026, dont l'adoption a été saluée lors du Sommet de Djerba, un soutien aux politiques publiques numériques (axe d'intervention no 3). Cet appui passe notamment par :

- Le renforcement des capacités des agents publics nationaux et diplomates dans la gouvernance du numérique, dont celle de l'Internet.
- Un plaidoyer pour une présence et une coordination accrue des acteurs de l'espace francophone dans les fora et instances de décisions et de régulation sur les politiques numériques (UIT - Union internationale des télécommunications, ICANN - Société pour l'attribution des noms de domaine et des numéros sur Internet, OMC - Organisation mondiale du commerce, FGI - Forum sur la gouvernance de l'Internet, SMSI - Sommet mondial sur la société de l'information).

Principaux enseignements :

- Pour le projet D-CLIC, la phase de sélection des apprenants bénéficiaires constitue une étape majeure dans le succès des formations.
- Les liens avec les autorités et acteurs publics concernés (formation professionnelle, emploi et numérique) dans le cadre de la mise en œuvre du projet D-CLIC dans les pays ciblés sont essentiels pour favoriser l'appropriation.
- L'articulation entre formations aux métiers du numérique et insertion professionnelle doit être renforcée.
- La formation en ligne pilote organisée par l'OIF en amont de l'édition 2022 du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) a suscité un fort intérêt auprès des agents publics francophones (fonctionnaires nationaux et diplomates). Ce qui témoigne d'un besoin de formation important dans le domaine et renforce l'idée que le format proposé s'avère suffisamment adéquat pour être répliqué.
- La nécessaire présence des acteurs de l'espace francophones aux instances de décisions et de régulation sur les politiques numériques a été constatée lors du Forum sur la gouvernance de l'Internet (Addis Abeba, 28 novembre – 2 décembre 2022). Ce constat renforce l'idée qu'il existe un véritable besoin de sensibilisation et mobilisation des réseaux francophones sur ces enjeux.

Les pionnières de l'entrepreneuriat francophone

- **BUDGET 2022 : 965 316 €**
- **FMU : 507 007 €**
- **EXTRABUDGÉTAIRE : 458 309 €**

Dans le cadre de ce projet, l'OIF a développé l'initiative « **Les pionnières de l'entrepreneuriat francophone** », appelée aussi « Les Pionnières ». Ce projet est destiné aux entreprises francophones en croissance opérant dans l'un des domaines prioritaires de la Francophonie et qui souhaitent lever des fonds pour leur passage à l'échelle. Treize pays étaient concernés par la phase pilote, démarrée en août 2021 : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Liban, Mali, Maroc, Niger, République démocratique du Congo, Rwanda, Tunisie, Sénégal, Vietnam. Les 32 pionnières (startups et PME) francophones sélectionnées, dont 62,5 % pilotées par des femmes et 72% portées par des jeunes de moins de 35 ans, ont bénéficié d'un accompagnement sur mesure de 12 mois basé sur une phase d'accélération de leur croissance et une phase de suivi et de mise en relation avec les investisseurs.

Les principales réalisations en 2022 sont :

- **32 entreprises** Pionnières, dont **62,5 % pilotées par des femmes et 72% portées par des jeunes de moins de 35 ans**, issues de **13 pays francophones**, représentant 699 emplois directs (dont 430 emplois féminins soit 61,5%) et plus de **600 emplois indirects** (surtout sur la filière agro-industrielle), ont bénéficié d'un accompagnement personnalisé par des experts (diagnostic personnalisé ; participation à six sessions de formation ou « Bootcamps » thématiques en tronc commun, dont deux en présentiel ; accompagnement au quotidien par les accélérateurs partenaires et des experts sur la préparation des documents financiers, les questions de financement et de levée de fonds).

-  L'ensemble des entreprises Pionnières a pu participer à un événement de **mise en relation avec des investisseurs francophones**, ainsi qu'aux rencontres d'affaires, lors de l'événement « Investir en Francophonie » qui s'est tenu à l'Exposition universelle de Dubaï en février 2022.
-  **Près de 60% des entreprises** de la cohorte ont été **engagées dans un parcours d'accès aux capitaux**. 10 Pionnières (**31% de la cohorte**) ont levé **1,122 million d'euros**, principalement sous forme de dette ou de subvention, (soit environ 2 euros levés pour 1 euro dépensé).
-  **7 entreprises Pionnières ont participé aux missions commerciales en Afrique centrale** (juillet 2022).
-  Un partenariat avec les organisateurs de l'événement AfricArena a permis à 11 Pionnières de bénéficier d'ateliers de renforcement de capacités et de mise en relation avec des investisseurs lors du Sommet régional d'Afrique de l'Ouest (Dakar, avril 2022) et du Grand Sommet d'AfricArena (Le Cap, novembre 2022). 6 Pionnières ont reçu \$25 000 de crédits Amazon Web Services (AWS) et une Pionnière a gagné le Prix francophone lors du Grand Sommet d'AfricArena.
-  **4 Pionnières** ont été soutenues pour participer au **Salon Vivatech** (Paris, juin 2022).
-  **3 Pionnières ont participé à la 1^{ère} édition du Forum ouest-africain sur l'investissement au féminin** (Dakar, novembre 2022) avec l'animation d'un panel sur la relance du réseau francophone sur l'entrepreneuriat féminin.
-  **2 études ont été réalisées** avec des prestataires spécialistes des écosystèmes entrepreneuriaux francophones :

 -  Une étude réalisée par la FERDI - Fondation pour les Études et Recherches sur le Développement international, sur « L'entrepreneuriat de croissance en Francophonie » (été 2022) ;
 -  Une étude réalisée par I&P Conseil et GreenTec Capital sur le financement des entreprises en croissance en Afrique francophone (été 2022).

Témoignages d'entreprises Pionnières



Sedric DEGBO, Fondateur et Directeur général de REMA, Bénin

« L'accompagnement de l'OIF à travers le programme les Pionnières a été l'une des plus importantes réalisations pour la startup REMA. En effet, le programme nous a apporté beaucoup de visibilité sur nos marchés internationaux et par conséquent une augmentation de notre chiffre d'affaires. Nous avons également renforcé notre crédibilité auprès de nos partenaires institutionnels et avons engagé des pourparlers prometteurs avec plusieurs fonds d'investissements technologiques. À titre personnel en tant qu'entrepreneur, j'ai beaucoup appris des séances d'échange entre pairs, qui m'ont permis d'implémenter de bonnes pratiques au sein de mon organisation et de renforcer mon management au quotidien. »



Lise YACOUN, Fondatrice et Directrice générale de M.A.D - Music.Arts.Design, Liban.

« Au-delà de la qualité des intervenants du programme d'accompagnement les Pionnières, notre participation nous a permis de comprendre très rapidement les spécificités, opportunités et contraintes de plusieurs marchés en Afrique Subsaharienne. »

Principaux enseignements :

- Les délais pour la mobilisation de financement et la levée de fonds sont assez longs (de 6 à 24 mois) et ne permettent pas l'obtention de résultats concrets rapidement.
- La présence au sein de la cohorte d'entreprises venant à la fois d'Afrique du Nord, d'Afrique sub-saharienne, du Moyen-Orient et d'Asie, confrontées à des réalités et à des difficultés très différentes, a compliqué la mise en œuvre des activités d'accompagnement. L'homogénéité des profils au sein d'une cohorte est en facteur de réussite.

Dans ses domaines d'intervention, l'OIF ne joue pas le rôle d'intermédiaire financier.

Compte tenu du budget disponible pour le projet « Les Pionnières », l'OIF n'a pas la capacité de déployer un projet à grande échelle et à fort impact, à l'inverse d'autres agences de coopération et d'organisations internationales déjà présentes sur ce créneau (comme le Centre de commerce international – CCI - notamment).

Au regard de ces questionnements, le déploiement de la phase 2 du projet, prévue dans la planification 2022, n'a pas été effectué.

Veille, suivi et analyse économique

- BUDGET 2022 : 179 407 €**
- FMU : 102 400 €**
- EXTRABUDGÉTAIRE : 77 007 €**

L'outil « **Veille, suivi et analyse économique** » permet de fournir des informations et analyses centrées sur l'espace économique francophone, en vue de renforcer, grâce à des données probantes, la contribution et le plaidoyer des pays membres et de l'OIF dans les discussions et négociations multilatérales ainsi que leur réflexion

sur les politiques publiques. Les informations et analyses produites visent également à soutenir les projets phares mis en œuvre dans les domaines économiques et numériques. L'outil 5 se déploie essentiellement autour de deux grands axes, menés en lien avec les REPEX et institutions internationales concernées : la production d'études et le renforcement des capacités de la francophonie à contribuer aux négociations internationales en cours sur des sujets d'intérêt commun.

En 2022, plusieurs études ont été finalisées et lancées dans le cadre de l'Outil 5 :

- « Crise de la Covid-19 et fracture numérique dans l'espace francophone : renforcer l'inclusion et la souveraineté numérique pour une plus grande résilience ».
- « La Francophonie économique face aux crises : les atouts de la proximité linguistique et culturelle ».
- « La finance mixte dans l'espace francophone : état des lieux et perspectives ».
- « RSE et gouvernance d'entreprise durable dans les PME francophones : perspectives pour la mise en place d'un label francophone ».

Une série intitulée « Outils & Analyses », regroupant l'ensemble des études menées par l'OIF dans les domaines économiques et numériques, a par ailleurs été développée. Dans cette perspective, les quatre études citées ci-dessus ainsi que deux études réalisées dans le cadre du projet 25 et présentées précédemment, et l'étude menée par le projet 24 « Les métiers du numérique dans l'espace francophone : enjeux et opportunités de formation et d'insertion professionnelle pour les jeunes et les femmes », sont en cours de mise en forme pour publication.

En matière de renforcement des capacités des pays et de plaidoyer, plusieurs actions ont été menées :

- La réunion francophone sur le règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE) en Afrique : organisée en collaboration avec la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) et

l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA), du 24 au 26 mai 2022 à Accra, au Ghana, cette rencontre a réuni des fonctionnaires de 20 pays francophones africains, auxquels se sont joints deux pays anglophones, des représentants de plusieurs institutions internationales (Union européenne, Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements - CIRDI, Centre de commerce international - CCI, Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives - CEA, Zone de libre-échange continentale africaine ZLECAf, Banque ouest-africaine de développement - BOAD), de la France, du Canada et des experts indépendants. Ils ont échangé sur l'évolution des règles d'investissement internationales et continentales et ont examiné une série d'éléments de réforme du RDIE en cours de discussion à la CNUDCI, dans la perspective de leur participation aux prochaines réunions de la CNUDCI sur ce sujet. La réunion a donné lieu à une note de propositions que les pays francophones pourraient vouloir promouvoir dans le cadre de ces discussions.



- Organisation d'une concertation ministérielle francophone sur le thème « les enjeux du numérique et la participation au commerce mondial à l'ère post-covid » dans le cadre de la 12^e Conférence ministérielle de l'OMC (juin 2022), et production de communiqués quotidiens en français sur les négociations et leurs enjeux.
- Organisation d'une table ronde sur l'inclusion et la souveraineté numérique et les résultats de l'étude « Crise de la Covid-19 et fracture numérique dans l'espace francophone » dans le cadre de l'édition 2022 de la semaine sur le commerce électronique de la Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED).
- Présentation des résultats de l'étude « Crise de la Covid-19 et fracture numérique dans l'espace francophone » lors d'une conférence organisée par l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (UNITAR) (mars 2022) portant sur le rôle de la littératie et les infrastructures pour combler la fracture numérique, notamment dans la région du Sahel.
- Intervention à la 3^e Conférence internationale sur la Francophonie économique, organisée par l'Observatoire de la Francophonie économique (OFE) et l'Université Cheick Anta Diop, à Dakar, en mars 2022. L'OIF a participé à trois panels portant sur le numérique pour la résilience et la relance économique et les stratégies économique et numérique.



- Organisation d'une conversation entre les membres du Groupe des ambassadeurs francophones (GAF) de New York et l'envoyé spécial du Secrétaire général des Nations unies pour les technologies, sur le thème « Comment renforcer la coopération numérique : perspective de la Francophonie », dans le cadre des réflexions menées pour bâtir un Pacte numérique mondial.

Développement durable



29

États et
gouvernements
concernés en 2022

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Canada-Québec, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Fédération Wallonie-Bruxelles, France, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Guinée-Équatoriale, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Monaco, Niger, République Centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sao Tomé et Principe, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie



4

PROJETS EN COURS

- ENSEMBLE POUR L'ATTEINTE DES ODD
- FRANCOPHONIE, ENVIRONNEMENT ET RÉSILIENCE CLIMATIQUE
- ACCÈS AUX SERVICES ÉNERGÉTIQUES MODERNES EN FRANCOPHONIE
- INITIATIVE DE LA FRANCOPHONIE POUR LE BASSIN DU CONGO

3 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU

TAUX D'EXÉCUTION : 98 %

ET

3,2 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

Principaux résultats chiffrés

50 000

PERSONNES IMPACTÉES
PAR DES PROJETS SUR LA
MISE EN ŒUVRE DES ODD
ET LA PROMOTION D'UN
TOURISME DURABLE

5 000

PERSONNES SENSIBILISÉES
SUR LA PROTECTION
ET LA PRÉSERVATION
DE L'ENVIRONNEMENT
À TRAVERS DES
ACTIVITÉS « UMUGANDA
FRANCOPHONE »

1 200

**NÉGOCIATEURS
ACCOMPAGNÉS** DANS
LES PROCESSUS SUR LE
CLIMAT, LA BIODIVERSITÉ
ET LA DÉSERTIFICATION

2

FINANCEMENTS
DU FONDS VERT CLIMAT
MOBILISÉS POUR
HAÏTI ET LE BÉNIN

2

FINANCEMENTS
DU FONDS VERT CLIMAT
MOBILISÉS POUR
HAÏTI ET LE BÉNIN

**PLUS DE
8 000
VISITEURS ET**

90

INITIATIVES
SUR LE CLIMAT AU PAVILLON
DE LA FRANCOPHONIE
LORS DE LA CDP27

62 522

FRANCOPHONES DE
58 PAYS FORMÉS EN LIGNE
SUR LES PRATIQUES,
MÉTIERS ET TECHNOLOGIES
DE L'ENVIRONNEMENT ET
DU DÉVELOPPEMENT

10

**SÉMINAIRES EN
LIGNE** SUR L'ÉNERGIE
TOTALISANT

9 000

INSCRIPTIONS CUMULATIVES
ET 2 800 PARTICIPATIONS
DONT 18% DE FEMMES EN
MOYENNE, ET IMPLIQUANT
29 EXPERTS, INCLUANT 13
EXPERTES, EN PROVENANCE
DE 15 INSTITUTIONS

8

PAYS DE L'UEMOA ONT
ADOPTÉ LA DIRECTIVE SUR
L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE
ET **5 LABORATOIRES DE
TEST** ONT ÉTÉ MIS EN
PLACE POUR CONTRÔLER
LA QUALITÉ ET L'EFFICIENCE
ÉNERGÉTIQUES DES
ÉQUIPEMENTS (LAMPES,
FRIGOS) ET DES MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION

Ensemble pour l'atteinte des objectifs de développement durable

BUDGET 2022 : 1 502 279 €

FMU : 1 387 052 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 115 227 €

Le projet **Ensemble pour l'atteinte des objectifs de développement durable** (ODD) vise à faire de la décennie 2020-2030 une décennie d'action pour le développement durable. À travers ce projet, l'IFDD encourage le partage de bonnes pratiques et de connaissances sur le développement durable dans les 88 États et gouvernements membres à travers l'animation du réseau des Points focaux développement durable de la Francophonie et la préparation des États à leur rapport national volontaire lors du Forum politique de haut niveau (FPHN) qui a lieu aux Nations unies à New York en juillet. L'OIF permet la mise en œuvre des objectifs du développement durable à l'échelle locale en accompagnant les collectivités locales dans leur démarche de planification et de financement de projets pilotes et structurants en matière d'économie circulaire, de tourisme durable, et de gouvernance locale.

1 674 personnes ont acquis des compétences en planification, mise en œuvre et suivi des objectifs de développement durable. Plusieurs formations en ligne ont permis d'outiller les porteurs d'initiatives sur l'intégration des ODD dans les politiques publiques, l'économie bleue et l'économie circulaire. Par ailleurs, **150 cadres de la fonction publique** ont été formés en présentiel sur les ODD par les Écoles nationales d'administration (ENA) du Togo et du Bénin.

150 jeunes ont été formés/coachés à l'entrepreneuriat sur le tourisme durable et l'économie bleue (Comores, Seychelles, Madagascar, Maurice, Réunion).

15 collectivités ont été dotées d'un plan de développement durable (Sénégal, Togo, Union des Comores, Canada-Québec, Gabon).

Ces collectivités, ont été accompagnées dans la priorisation, la programmation et la réalisation des investissements sociaux et économiques leur permettant de matérialiser la vision de développement durable de leur territoire. Le nombre de bénéficiaires de ces réalisations est évalué à 200 000.

50 000 personnes ont été impactées par des projets pilotes sur la mise en œuvre des ODD à l'échelle locale et la promotion d'un tourisme durable. Les 13 projets de terrain cofinancés par la Francophonie permettent d'accroître l'autonomisation des femmes, d'améliorer le verdissement des espaces, l'électrification par l'énergie solaire photovoltaïque, et la promotion d'un tourisme rural durable (Benin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Togo, Comores).

5 000 personnes ont été sensibilisées sur la protection et la préservation de l'environnement à travers des activités « **Umuganda francophone** » aux Seychelles, Sénégal, Comores et Togo.



Umuganda francophone - Comores, octobre 2022

Principaux enseignements :

- Il existe une demande croissante de la part des collectivités territoriales en matière de renforcement de capacités pour l'opérationnalisation des ODD à l'échelle locale (élaboration de plans locaux de développement durable, formulation de projets et mécanismes de suivi-évaluation). Le projet répond ainsi de façon concrète aux besoins des collectivités en matière de gouvernance locale, inclusive et de mobilisation de financement auprès de bailleurs. Cependant les ressources de l'Organisation sont insuffisantes pour répondre au flux de demandes d'où la pertinence d'une plateforme numérique sur les outils de planification et la recherche de financement auprès de bailleurs.
- On note un intérêt croissant pour les outils de planification du développement durable, développés par la Francophonie ; ce sont des outils simples d'utilisation et la plateforme numérique en cours de conception permettra d'opérer un passage à l'échelle dans la mise en œuvre des ODD.
- Il est important de soutenir les États et gouvernements dans l'accès aux financements pour la mise en œuvre du Programme 2030 et l'atteinte des ODD. À cet effet, les projets pilotes cofinancés par la Francophonie permettent aux collectivités territoriales de créer une dynamique avec des résultats concrets qui leur facilitent la mobilisation de financements auprès de bailleurs pour la réalisation de projets d'envergure en matière d'ODD.
- Le réseau des Points focaux développement durable de la Francophonie constitue un cadre propice pour l'Organisation, afin de renforcer ses actions sur le terrain et d'assurer une veille stratégique dans la mise en œuvre des ODD au sein de l'espace francophone.
- Avec la décennie d'actions sur les ODD, les Écoles nationales d'administration (ENA) francophones sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important dans la formation sur les ODD des agents de la fonction publique et des collectivités locales qui conçoivent, mettent en œuvre et évaluent les politiques, les projets et les plans de développement.
- On note un intérêt de plus en plus croissant des jeunes pour les formations en ligne gratuites et certifiantes.
- Les petits États insulaires en développement doivent continuer d'être au cœur des priorités de la Francophonie notamment en matière d'adaptation aux effets du changement climatique à travers la promotion d'une économie bleue et d'un tourisme durable.
- On constate également l'émergence d'une appropriation des enjeux de construction durable pour un nouvel agenda urbain soucieux du bien-être de la population, des dérèglements climatiques et de l'amélioration de l'environnement.



© Shane Rounce / Unsplash



**Libreville, du 15 au
17 novembre 2022**

// ATELIER DE PRIORISATION DES CIBLES DES OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE POUR 2 COMMUNES DU GABON, LES COMMUNES D'AKANDA ET D'OWENDO

Dans le cadre de son appui aux Plans de développement durable des communes d'Akanda et d'Owendo au Gabon, en collaboration avec le Ministère des Affaires étrangères gabonais, l'Atelier de priorisation des cibles des ODD a été tenu à Libreville du 15 au 17 novembre 2022. Les travaux ont été ouverts par le Ministre délégué aux Affaires Étrangères en présence de Représentants des départements ministériels, du Corps diplomatique, de leaders de la société civile, des responsables et d'élus locaux. Tous les intervenants à la cérémonie d'ouverture ainsi que l'ensemble des participants ont salué l'engagement de l'OIF à soutenir la transition des Collectivités locales gabonaises vers des collectivités locales durables. Ce sont au total 169 cibles qui ont été analysées, classifiées et priorisées dans ce processus d'élaboration des Plans locaux de Développement Durable des deux Communes. Cet atelier a permis de former une cinquantaine de cadres, agents de planification, élus, représentants d'organisations de la société civile à l'utilisation de l'outil de planification et de mise en œuvre des ODD à l'échelle locale (Grille de priorisation des cibles du développement durable), de faire ressortir les ODD prioritaires pour les communes d'Akanda et d'Owendo et d'élaborer une feuille de route 2022-2023 qui permettra d'élaborer les Plans locaux de développement durable desdites communes assorties de projets prioritaires à identifier et à financer en 2023.



Francophonie, environnement et résilience climatique

- **BUDGET 2022** : 3 878 438 €
- **FMU** : 996 873 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 2 881 565 €

Le projet « **Francophonie, environnement et résilience climatique** » vise à accroître l'action de la Francophonie en matière de préservation de l'environnement et de renforcement de la résilience climatique des pays et des populations vulnérables. Il s'articule autour de trois composantes :

- « **Rio** » qui vise à renforcer les capacités des acteurs et actrices des pays francophones en matière de prise de décisions fortes en faveur de l'environnement dans les sphères internationales de négociations sur le climat, la biodiversité et la désertification. Cette composante favorise également la visibilité de l'action climatique à travers l'espace francophone et le partage de bonnes pratiques innovantes en matière d'adaptation et d'atténuation des changements climatiques.
- Le « **Pôle francophone sur la finance durable** » facilite l'accès aux financements verts.
- « **Nexus** » saisit le potentiel des connaissances, des savoirs et de l'innovation pour favoriser la compréhension, l'analyse, l'appropriation et la mise en œuvre des démarches régionales et nationales d'adaptation et de résilience aux changements climatiques par la mise en place et la vulgarisation d'approches endogènes, intégrées et vertueuses axées sur les synergies positives entre l'agriculture, le climat, l'eau, l'énergie et la biodiversité.

Les principales réalisations de RIO en 2022 sont les suivantes :

- Dans le cadre des négociations sur le climat, la biodiversité et la désertification, l'IFDD a formé et accompagné plus de **1 200 négociateurs francophones, dont plus de 302 femmes. 7 outils d'aide à la négociation** ont été

mis à leur disposition (guides et e-guides des négociations et résumés pour les décideurs) pour les 3 processus de négociation (climat, biodiversité et désertification). **9 cadres de concertation**, ayant regroupé plus de 500 personnes, ont été mis en place pour faire avancer les négociations internationales climat, biodiversité et désertification et contribuer à la prise en compte de ces enjeux en Francophonie.

Plus de **90 initiatives francophones en matière de climat ont été valorisées au pavillon de la Francophonie** lors de la 27^e Conférence des Parties à Charm el-Cheikh (CdP27) et plus de 10 innovations de jeunes en matière de climat y ont été promues. Le Pavillon de la Francophonie à la CdP27 climat a accueilli plus de **8 000 participants** aux événements parallèles promouvant les initiatives des pays francophones.

Dans le cadre du Pôle francophone pour la finance climat, l'IFDD a obtenu **2 financements du Fonds vert climat** pour Haïti et le Bénin pour le renforcement des capacités des acteurs nationaux. Plus de 250 personnes ont participé aux deux formations sur l'accès à la finance climat des pays en développement.

Les réalisations majeures de la composante NEXUS en 2022 sont les suivantes :

Organisation d'une série de **6 sessions de formation en ligne sur les pratiques, les métiers et les technologies de l'environnement et du développement en faveur de 62 522 francophones de 58 pays**. Ces formations, d'une durée totale de 10 mois, sont structurées autour de 66 modules.

Organisation en juillet et août 2022 à Goma et Kinshasa (République démocratique du Congo), Edéa et Yaoundé (Cameroun), de **quatre formations pratiques aux activités écologiques génératrices de revenus en faveur de plus de 200 jeunes et femmes praticiens d'Afrique centrale**. Ces formations ont permis de mettre en place plus de **20 initiatives de soutien à l'insertion professionnelle et l'autonomisation des jeunes**.

Organisation du 6 au 8 décembre 2022 à Dakar (Sénégal) des **Assises francophones sur « les bonnes pratiques et coopérations multipartites sur les synergies positives entre l'agriculture, le climat, l'eau, l'énergie et la biodiversité »** avec la participation d'une cinquantaine de professionnels de plus de 20 pays francophones.

Mise en ligne d'une **cartographie numérique des organisations travaillant sur les ODD**. Plus de **500 organisations** y sont déjà recensées : <https://cartodd.francophonie.org/>

Production et diffusion de **4 épisodes du podcast « Voix durables » qui a touché 6 855 francophones dans 71 pays**. <https://podcast.ausha.co/voix-durables>

Financement de **10 projets en faveur de la participation citoyenne de la jeunesse, de la protection de l'environnement et de l'innovation agricole en Haïti** à hauteur de 100 000 euros (financement UE).

Financement d'un projet de recherche et innovation en cascade pour l'amélioration de la production de l'agriculture familiale et la réduction de la pauvreté par la valorisation des savoirs et savoir-faire paysans pour la mise au point des produits agricoles innovants par l'Institut de Recherche Agricole pour le Développement (Cameroun) pour une subvention de 180 000 euros (financement UE).

Mise en place en cours de **2 fab lab** (laboratoires de fabrication) en énergie renouvelable à Yaoundé et en gestion des déchets à Bukavu.

Appui au développement de **81 éco-innovations frugales et adaptées** en agriculture durable, agroalimentaire, construction durable et santé-environnement avec **12 brevets d'invention** en cours d'obtention.

Publication d'un ouvrage sur « L'État de la participation citoyenne pour le développement durable ».

Plusieurs de ces réalisations ont été obtenues avec la contribution majoritaire des partenaires externes : 80% de financement externe de l'Union européenne ; de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) ; et de l'agence de coopération internationale allemande pour le développement (GIZ).

Principaux enseignements :

Il existe une forte demande pour les formations de la part des jeunes (plus de 3500 jeunes ont souhaité participer à une formation pratique), toutefois, il est nécessaire de recentrer ces formations pratiques autour des enjeux croisés Agriculture Eau Énergie portés par le Nexus, permettant de résoudre de façon décloisonnée plusieurs enjeux environnementaux.

L'innovation sociale et environnementale génère un intérêt marqué des décideurs et de l'opinion publique. Au regard des ressources limitées (humaines et financières), l'OIF/IFDD gagnerait à être davantage un laboratoire de démarches et d'expériences innovantes. La mise à l'échelle serait alors mieux assurée par les bailleurs de fonds et les gouvernements qui disposent de plus de moyens humains et financiers.



« Je suis l'ingénieur Lajoie Amazone. Formé en agronomie polytechnique, je me suis spécialisé sur les questions environnementales, plus particulièrement la gestion, la protection et le développement durable. J'ai pu suivre les cours en ligne sur les métiers de l'environnement et la formation pratique en présentiel à Goma, en République démocratique du Congo. Grâce à cette fabuleuse formation (en présentiel), j'ai pu créer une entreprise verte dénommée *Amazone Renewable Energy Solution* (ARES) à Kisangani. Le personnel de mon entreprise compte une dizaine de jeunes, âgés entre 20 et 30 ans. Nous avons pour objectif principal de fournir à la population de la RDC une énergie durable et renouvelable. »



Liliane NGA, bénéficiaire d'une bourse de recherche/innovation au Cameroun, par le biais de la MIPROMALO

« Le projet mis en œuvre est une initiative très louable, car elle permet aux jeunes chercheurs d'exprimer leur savoir-faire afin de prouver au monde

entier que la recherche au Cameroun est non seulement théorique mais très pratique. Le projet qui a fait l'objet de ma sélection porte sur la synthèse d'une résine couramment appelée « colle écologique ». La colle écologique est fabriquée à partir des écorces de bois issues de l'exploitation forestière. La colle écologique sert à fabriquer les panneaux de particules qui sont utilisés dans le domaine de l'ameublement (contre-plaqué, table, chaise, sous-platetc.), dans la fabrication des coques de bateaux et d'avions. Le projet a été pensé dans le but de remplacer le formaldéhyde, qui est la résine synthétique la plus utilisée, mais cause de nombreux problèmes pour l'environnement et la santé humaine. »

Visibilité de l'action de la Francophonie lors de la CdP27 :

<https://epavillonclimatique.francophonie.org/>
Plus de 90 initiatives francophones pertinentes en matière de climat valorisées au pavillon en présentiel et en virtuel; Lien pour les découvrir : <https://epavillonclimatique.francophonie.org/programmations/CdP27%20sur%20le%20climat>

Renforcement des capacités des négociateurs :

<https://epavillonclimatique.francophonie.org/programmation/284>
<https://epavillonclimatique.francophonie.org/programmation/101>
<https://epavillonclimatique.francophonie.org/programmations/COP15%20biodiversit%C3%A9>
<https://epavillonclimatique.francophonie.org/programmations/COP15%20d%C3%A9certification>

Outils d'aide à la négociation mis à disposition :

Guide des négociations : <https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-27e-cdp-egypte/>

Résumé pour les décideurs : https://www.ifdd.francophonie.org/wp-content/uploads/2022/11/8.5x14_Guide-nego-IFDD_Resume-CdP-27.pdf

https://play.google.com/store/apps/details?id=com.ifdd.app_nego

Version web: <https://epavillonclimatique.francophonie.org/nego/climat>

Accès aux services énergétiques modernes en Francophonie

- **BUDGET 2022** : 679 966 €
- **FMU** : 402 074 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 277 892 €

Le projet Accès aux services énergétiques modernes en Francophonie a pour objectif de soutenir les pays francophones dans l'élaboration et l'adoption de politiques publiques ou programmes visant à faciliter l'accès à des services énergétiques durables et sobres en carbone. Ces politiques sont essentielles pour atteindre les objectifs d'équité énergétique, de développement équilibré des populations urbaines et rurales, d'amélioration des conditions économiques des entreprises grâce à des coûts énergétiques abordables, ainsi que pour participer activement à la lutte contre les changements climatiques. Le projet est bâti autour des principes de l'objectif de développement durable #7 (ODD7), à savoir l'accès à l'énergie ainsi que la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique.

Les principales réalisations de ce projet en 2022 sont les suivantes :

➤ INFORMER / SENSIBILISER

- L'appui de la Fédération Wallonie-Bruxelles a permis l'organisation d'activités relatives à la gestion et au partage des connaissances en français sur les énergies renouvelables à l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA).
- L'OIF a présenté son expérience dans l'accompagnement des États sur les programmes d'efficacité énergétique à l'occasion de la 7^e édition du Forum de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) sur l'énergie durable, dont le thème était « Atteindre les Objectifs en matière d'Énergie Durable dans la région de la CEDEAO : Passer de la Résilience à la Transition ».

- Sur le volet « Information, sensibilisation, vulgarisation des connaissances scientifiques dans le domaine de l'énergie durable » :
 - > 10 séminaires en ligne ont été organisés totalisant 9 000 inscriptions cumulatives et 2 800 participations (dont 18% de femmes en moyenne), et impliquant 29 experts, (dont 13 femmes), en provenance de 15 institutions.
 - > 3 nouvelles Fiches PRISME (outils d'information sur la maîtrise de l'énergie) ont été publiées sur les thèmes suivants :
 - Les dispositifs de financement de l'électrification décentralisée ;
 - Les Super entreprises de services écoénergétiques (Super ESE) ;
 - Le genre dans la planification énergétique.

INSPIRER

- 36 professionnels, dont 12 femmes, issus de 11 pays d'Afrique Subsaharienne, ont participé à une formation de haut niveau en planification énergétique, en partenariat avec le ministère de l'Eau et de l'Energie de la République du Cameroun. Le Ministre a souhaité renouveler l'expérience en 2023 pour la formation de plusieurs autres catégories d'acteurs.
- 27 professionnels (décideurs, régulateurs et opérateurs) issus de 9 pays francophones ont été formés sur la tarification des services électriques, notamment par l'entremise d'études de cas, simulations et travaux d'équipe sur des modèles intégrant la prise en charge des énergies renouvelables.
- 18 apprenants (3 femmes et 15 hommes) aux profils très variés (architecte, urbaniste, gestionnaire urbain, environnementaliste, géographe, juriste, ingénieur civil, pétrolier, électriciens, décideurs, constructeurs, évaluateurs) ont bénéficié d'un renforcement de capacités aux défis de la transition énergétique pour les secteurs de l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment.

MOBILISER

- Signature d'un nouveau Protocole d'entente entre l'OIF et la Commission de l'UEMOA pour la finalisation du Programme Régional d'Économie d'Énergie (PREE) :
 - > 5 pays additionnels seront accompagnés pour le cadrage du processus de transposition des directives régionales portant sur l'étiquetage énergétique des appareils électroménagers et les exigences de performance énergétique des bâtiments neufs ;
 - > 4 missions d'appui pour l'opérationnalisation du laboratoire de test de performance énergétique des matériaux de construction ont été organisées dans quatre pays de l'UEMOA ;
 - > les travaux d'installation de deux laboratoires d'essai de réfrigérateurs ont été lancés.
- Soutien aux initiatives dans le domaine de l'efficacité énergétique, notamment à travers l'appui au gouvernement du Cameroun dans la collecte de données de facturation de l'électricité, la mise à jour de la base de données initiale, l'actualisation du potentiel technique et financier du programme.

Principaux enseignements :

- La demande pour les activités de renforcement de capacités est croissante. Il serait utile de développer certains thèmes de formation en ligne, pour permettre à un plus large public francophone, notamment de jeunes et de femmes, d'y participer.
- Le projet va consolider les activités de terrain pour mieux inspirer le changement pour une meilleure transition énergétique dans l'espace francophone. Ceci permettra de construire des programmes de plus grande échelle et de mobiliser les financements nécessaires.

« Madame la Directrice,
Au nom des 13 femmes intervenant toutes sur des questions liées à l'énergie dans leurs pays d'origine et ayant eu l'opportunité de participer à la formation en planification énergétique 2022, nous tenons à vous remercier très sincèrement. En effet, les femmes ont bien été représentées pendant la formation avec un taux de participation de 34% du nombre total des participants. Aussi, au-delà d'un bon déroulement de l'organisation, cette formation fut de qualité pendant toutes les séances et bénéfique à tous les participants. À l'issue de cette session de formation, nous avons senti le besoin de nous constituer en réseau pour pouvoir non seulement jouer notre rôle sur l'élaboration des politiques énergétiques mais également sur l'accompagnement des femmes des pays de la francophonie en Afrique dans la transition énergétique au niveau de leurs ménages et de leurs unités économiques. »

Vidéo de la formation régionale en planification énergétique – Édition 2022 – Cameroun :
https://www.youtube.com/watch?v=6rz_zHxvtLI



Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo

— **BUDGET 2022** : 243 840 €

— **FMU** : 243 840 €

— **EXTRABUDGÉTAIRE** : -

L'Initiative de la Francophonie pour le Bassin du Congo vise à positionner l'OIF au cœur de la sensibilisation de la population mondiale en général et francophone en particulier autour de cette question, et prévoit l'accompagnement des pays francophones du Bassin du Congo en vue de leur accès à la finance climat.

- En partenariat avec l'ONUDI, l'appui de l'OIF a permis à la Commission Économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) d'**opérationnaliser le Centre pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique pour Afrique centrale (CEREEAC)** à travers la mise à disposition d'expertise.
- En partenariat avec l'ONUDI, l'OIF a appuyé l'élaboration, par le CEREEAC, d'un projet régional dans le domaine des énergies renouvelables qui sera soumis au Fonds vert climat, par la mise à disposition d'expertise.
- L'OIF a organisé un **forum régional de la société civile en Afrique centrale sur la conservation des écosystèmes du Bassin du Congo**, qui avait pour objectif de sensibiliser les différentes parties prenantes, en particulier les femmes, les jeunes, les communautés locales et les peuples autochtones, sur les enjeux mondiaux de la conservation du Bassin du Congo et le rôle qu'elles jouent aux côtés de la Commission Climat du Bassin du Congo, avec le support du Fonds Bleu pour le Bassin du Congo, dans la mise en œuvre de la transition économique et climatique en Afrique.



Principaux enseignements :

Le principal enseignement est la multiplicité d'acteurs, d'initiatives et de fonds sur les enjeux du climat dans le Bassin du Congo. Compte tenu de sa spécificité, l'OIF peut jouer un rôle de catalyseur des acteurs. Son expertise est bien appréciée aussi bien par les États membres que leurs partenaires. L'OIF va se baser sur cet avantage comparatif pour nouer des partenariats solides avec des institutions comme l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et la Commission des Forêts d'Afrique centrale (COMIFAC).



Témoignage lors du Forum de la société civile du Bassin du Congo les 21 et 22 juin 2022 : Ambassadeur Kapupu DIWA MATIMANWA, Président du Réseau des Populations Autochtones et Locales pour la Gestion des Ecosystèmes Forestiers d'Afrique centrale (REPALEAC), regroupement de 200 associations des peuples autochtones.

« Nous sommes devenus dépositaires du patrimoine mondial qu'est devenue notre forêt du Bassin du Congo pour lutter contre les changements climatiques. Merci à la Francophonie qui est la première organisation à nous associer à ces réflexions »

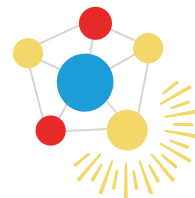


Transversalité

25
pays touchés

Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap Vert,
Comores, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Haïti,
Guinée, Guinée Bissau, Liban, Madagascar,
Mali, Maroc, Mauritanie, République
Centrafricaine, République du Congo,
République démocratique du Congo, Rwanda,
Sénégal, Tchad, Togo, Tunisie, Vietnam.





5

PROJETS EN COURS

- FONDS "LA FRANCOPHONIE AVEC ELLES"
- ACTIVITÉS ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES
- RADIO JEUNESSE SAHEL
- SOCIÉTÉ CIVILE
- JEUX DE LA FRANCOPHONIE
- PROJETS JEUNESSE

5,2 M€

AFFECTÉS SUR LE FMU

— TAUX D'EXÉCUTION : **97 %**

ET

2,9 M€

DE FINANCEMENTS EXTÉRIEURS

Viet-Nam

Principaux résultats chiffrés

FONDS FAE 2022 : EN MAI 2022, LA TROISIÈME ÉDITION DU FONDS A ÉTÉ LANCÉE, ET LES PROJETS FINANCÉS ONT ÉTÉ ANNONCÉS PUBLIQUEMENT EN NOVEMBRE LORS D'UNE TABLE RONDE AU VILLAGE DE LA FRANCOPHONIE À DJERBA.

55 PROJETS SÉLECTIONNÉS
EN 2022 DANS 25 PAYS.

DANS LE CADRE DE LA 3^E ÉDITION DU FAE CONFORMÉMENT AUX TERMES DE RÉFÉRENCE DE L'APPEL À PROJETS, LE LIBAN ET HAÏTI ÉTAIENT LES PAYS PRIORITAIRES DE CE DISPOSITIF. ILS ONT ÉTÉ SÉLECTIONNÉS POUR RECEVOIR RESPECTIVEMENT **6 PROJETS** (13% DU BUDGET TOTAL) ET **8 PROJETS** (13% DU BUDGET TOTAL).

PLUS DE
43 000 BÉNÉFICIAIRES
DIRECTES DEPUIS 2020

ET PLUS DE
1 600 000 BÉNÉFICIAIRES INDIRECTS
PRÉVUS DANS LE CADRE
DE LA MISE EN ŒUVRE DU FAE 2022

Fonds « La Francophonie avec Elles »

BUDGET 2022 : 4 041 902 €

FMU : 2 851 817 €

EXTRABUDGÉTAIRE : 1 190 085 €



Le Fonds « La Francophonie avec Elles » a pour objectif de donner aux femmes et aux filles les moyens d'affronter les crises structurelles en renforçant leur accès au développement économique, à l'éducation, à la santé, et en les protégeant contre toute forme de violence qui les empêche et les contraint.

Ce dispositif de solidarité a vocation à financer des actions de terrain, menées par des acteurs de l'espace francophone, à destination des femmes vulnérables, notamment celles qui se trouvent à l'intersection de plusieurs discriminations (jeunes femmes, femmes âgées, femmes migrantes et réfugiées, filles-mères et mères célibataires, femmes vivant avec le VIH-Sida, femmes en situation de handicap, etc.).

Représentativité thématique des projets soutenus

- 37,8% des projets ont pour but de favoriser l'inclusion dans l'éducation et la formation professionnelle.
- 36% des projets sont axés sur l'accompagnement vers l'emploi formel et l'entrepreneuriat.
- 13,9% des projets se concentraient sur l'amélioration de l'accès aux soins de santé et à la santé en général.
- 6,6% des projets sont spécifiquement dédiés à la lutte contre les violences sexistes et sexuelles.
- 5,7% des projets encouragent la participation politique et contribuaient aux processus de paix.



Christiane / Projet "Bénin Femmes techniciennes", ONG SUDCREA

Christiane est l'une des bénéficiaires du Projet "Bénin Femmes techniciennes" porté par l'ONG SUDCREA et soutenu par le fonds "La Francophonie avec Elles", édition 2022.

Le projet accompagne la formation et l'équipement de 27 femmes, âgées de 18 à 33 ans, dans les communes de Allada et de Tori Bossito au Bénin. Après quelques semaines de formation, elles sont en mesure de réaliser des opérations de base de câblage électrique.

« J'ai toujours eu une passion pour l'électricité. Je bidouillais quand j'étais petite et je rêvais de devenir électricienne. Le projet me permet de concrétiser ce rêve. Après la formation, je souhaite effectuer un stage au sein d'une grande compagnie afin de renforcer mes capacités et plus tard, l'intégrer en tant qu'employée ».

Activités « Égalité femmes / hommes » (EFH)

- BUDGET 2022 : 407 000 €
- FMU : 407 000 €
- EXTRABUDGÉTAIRE : -

Les activités « **Égalité femmes-hommes** » visent à intégrer de manière effective l'EFH dans les politiques, initiatives et programmes de l'OIF, ce qui passe par un renforcement des capacités des membres du personnel de l'Organisation.

Au cours de l'année 2022, les principales actions réalisées sont les suivantes :

- 300 agents formés pour l'intégration de l'EFH.
- Participation de 3 313 auditrices et auditeurs de 84 pays³ au cours en ligne ouvert et massif (CLOM) intitulé « L'Égalité femmes-hommes : un principe pour la francophonie ; une priorité du développement durable pour un monde plus juste ».
- Sensibilisation en EFH des 32 bénéficiaires du projet « Les Pionnières », d'une centaine de jeunes diplomates francophones et des agent(e)s de Radio Jeunesse Sahel.
- 139 participants, incluant 10 ministres, à une concertation francophone de haut niveau en marge de la Commission de la condition de la femme des Nations unies.

Les réalisations en 2022, ont consisté en des créations de contenus et de connaissances, en des formations et fournitures d'outils aux agents de l'OIF, aux bénéficiaires de projets phares et des autres publics-cibles (conception et mise à disposition d'une boîte à outils EFH, développement de cours en ligne à l'attention des agents de l'OIF, etc.), à un appui-conseil et fourniture d'expertise en EFH ainsi qu'en des actions de plaidoyer

³ Premier pays la France (32,48% des inscrits), deuxième pays Bénin (7,76% des inscrits) et troisième pays Haïti (7,12% des inscrits).

auprès des instances internationales, notamment dans le cadre de la concertation francophone de haut niveau organisée en marge de la 66^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations unies en mars 2022.

L'OIF a également coordonné la production du rapport 2018-2022 sur l'état d'avancement de la *Stratégie de la Francophonie pour la promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes, des droits et de l'autonomisation des femmes et des filles*. Elle a produit diverses analyses selon la perspective EFH, élaboré des bases de données de personnes-ressources francophones en EFH et une cartographie des observatoires francophones nationaux du genre.

Ces actions ont eu principalement un impact sur les axes 2 (éducation), 3 (autonomisation), 4 (participation), et 5 (institutionnalisation) de la Stratégie EFH de la Francophonie. Elles ont de plus contribué au rayonnement de l'OIF dans ce domaine. Les principales réalisations de l'OIF se déclinent comme suit, en matière :

Éducation

- Élaboration d'un projet de norme « **OIF Éducation-égalité** » pour des manuels scolaires sensibles à l'EFH conformément aux recommandations de la *Conférence de Ndjamena sur l'éducation des filles* tenue en 2019 (version finale de la norme disponible en 2023).
- Conclusion d'un accord de partenariat avec l'Institut africain des sciences mathématiques (AIMS) en vue de sensibiliser 2 000 acteurs de la communauté éducative à la nécessité d'accroître le nombre de jeunes filles dans les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM) dans les pays ciblés du Sahel.
- Diffusion du CLOM intitulé « **L'Égalité femmes-hommes : un principe pour la francophonie ; une priorité du développement durable pour un monde plus juste** » en partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec. Ce CLOM à l'attention des acteurs du secteur public francophone a enregistré la participation de 3 313 auditrices et auditeurs de 84 pays.

Conclusion d'un accord de partenariat avec l'université Senghor d'Alexandrie en vue d'une formation certifiante en ligne sur le thème **"Conception et pilotage de politiques publiques intégrant l'égalité femmes-hommes"**. Elle vise prioritairement les cadres et responsables de pays francophones (ministères, parlements, collectivités locales) des régions d'Afrique Subsaharienne et de l'océan Indien, dont les missions contribuent à l'intégration de l'égalité femmes-hommes (EFH) dans les politiques publiques de leur pays.

Autonomisation

- Réalisation d'un rapport portant sur le bilan et les perspectives des interventions de l'OIF en lien avec l'Agenda Femmes, Paix et Sécurité.

Institutionnalisation

- Collecte d'indicateurs EFH pays et régionaux de l'espace francophone, permettant de disposer de données de référence probantes sur les axes de la Stratégie EFH.
- Diffusion **du rapport sur les expressions sexistes** dans l'espace francophone.
- Sensibilisation en EFH des 32 bénéficiaires du projet « Les Pionnières », d'une centaine de jeunes diplomates francophones et des agent(e)s de Radio Jeunesse Sahel.
- Sensibilisation des agents de l'OIF à l'intersectionnalité EFH et diversité culturelle.

Principaux enseignements :

- En 2022, une sensibilisation des membres du personnel de l'OIF sur l'intégration de l'EFH dans leurs activités a été menée à travers 4 sessions de formations. Une boîte à outils a été créée et mise à disposition des agents sur l'intranet de l'Organisation.
- Afin de poursuivre ce travail d'institutionnalisation de l'approche EFH, une formation en ligne élaborée en 2022 et en cours de finalisation. Elle sera proposée à l'ensemble des agents en 2023.



66^e session de la Commission de la condition de la Femme (en ligne)

// CONCERTATION FRANCOPHONE DE HAUT NIVEAU EN MARGE DE LA 66^E SESSION DE LA COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME (EN LIGNE)

Présidée par Madame la Secrétaire générale de la Francophonie, la concertation francophone de haut niveau organisée par l'OIF s'est tenue le 17 mars 2022, sur le thème : « **Les femmes au premier plan dans la lutte contre le changement climatique** ». Ses travaux se sont articulés autour des interventions du ministre de l'Environnement et du Changement climatique du Canada, du ministre de l'Environnement du Rwanda, du ministre de l'Environnement et du Développement Durable de la Mauritanie, du ministre de l'Environnement et de la Lutte Contre la Désertification du Niger, de la coordinatrice du Réseau Action Climat pour l'Afrique centrale et de l'Ouest. Elle a rassemblé 139 participants, notamment des ministres de la Condition de la femme des États et gouvernements membres de l'OIF, de chefs de délégation, de représentants permanents de même que les présidents des réseaux parlementaires et associatifs féminins de la Francophonie.



Radio Jeunesse Sahel



- **BUDGET 2022** : 2 258 699 €
- **FMU** : 902 590 €
- **EXTRABUDGÉTAIRE** : 1 356 109 €

Radio Jeunesse Sahel (RJS) est un programme transnational, généraliste et non-commercial, qui touche les cinq pays de la région du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger et Tchad). Cette radio, initiée par l'OIF, en partenariat avec le Secrétariat du G5 Sahel, et cofinancée par l'Union européenne (UE), propose une offre de contenus différents des chaînes nationales ou internationales déjà existantes : de l'information, des programmes interactifs et des émissions de divertissement.

Elle cible principalement un public jeune, entre 15 et 35 ans, et s'attache à parler à chacun dans toute sa diversité : filles comme garçons, ruraux comme urbains, nationaux/ locaux ou venant de pays étrangers.

L'objectif de la radio est de proposer un nouvel espace d'expression pour cette jeunesse, afin qu'elle se sente concernée et impliquée dans la construction du vivre-ensemble. Ce projet se donne comme ambition de susciter de nouvelles formes de dialogue, d'actions, de solidarités, de prises de parole et d'expériences culturelles entre jeunes du Sahel.

➤ Principaux résultats de l'année 2022

La RJS dispose depuis 2022 de bâtiments mis à disposition dans 3 des 5 pays couverts (Burkina Faso, Niger et Mauritanie). L'OIF a procédé à la réception à Ouagadougou du siège régional réhabilité, le 11 juillet 2022. L'édifice et ses équipements (électriques, sanitaires, de sûreté et sécurité, de

connexion internet ainsi que le pylône central) sont fonctionnels. Les locaux ont été équipés en mobilier bureautique et informatique (sur financement OIF).

Les locaux de la station du Niger ont été mis à disposition et le personnel de RJS installé le 5 octobre 2022 à Niamey en présence du ministre de la Communication.



Siège régional de Ouagadougou



Studio 1 Niamey



Signature de la convention en Mauritanie

3/ La convention signée à Nouakchott avec Radio Mauritanie le 4 juillet a également permis la mise à disposition de locaux pour la station mauritanienne.

4/ Le premier stock d'émissions (sous forme d'émissions « prêtes à diffuser ») a été réalisé à partir du siège régional de Ouagadougou, principalement et avec des agents déployés dans les autres capitales. La supervision de ce travail a été faite avec le concours de l'expert éditorial de l'équipe projet le 15 septembre 2022. Le stock d'émissions ainsi réalisé vise à pouvoir occuper l'antenne dès sa mise en ondes.



Fin de la formation

5/ La structure de gouvernance du projet et le personnel de la Radio ont aussi été mis en place en 2022. Pour la gouvernance et l'équipe du projet :

- Mise en place du Comité de pilotage du projet ;
- Nomination de la Directrice de la Radio ;
- Nomination des 5 points focaux nationaux.



Recrutement du personnel

- 6/ Les 27 premiers collaborateurs de la radio (responsables éditoriaux, techniques et informatiques, responsables web et réseaux sociaux), âgés de 35 ans au plus, ont été sélectionnés au terme d'une procédure externalisée de recrutement.
- 7/ Les 27 collaborateurs ont bénéficié, du 1^{er} au 31 août 2022 à Ouagadougou, d'une formation sur le fonctionnement de la radio et sa pérennité.
- 8/ Des agents extranationaux, ressortissants des pays du G5 Sahel œuvrent aussi pour la RJS
- 9/ Un vivier de 9 correspondants locaux pigistes ont été recrutés en 2022
- 10/ Des Caravanes nationales de sensibilisation sur la Radio jeunesse Sahel ont été organisées par les jeunes du Comité consultatif et les Conseils nationaux de la Jeunesse au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie et au Tchad.



Caravane de sensibilisation au Tchad

■ Société civile

📄 **BUDGET 2022 : 585 763 €**

📄 **FMU : 360 200 €**

📄 **EXTRABUDGÉTAIRE : 225 563 €**

Ce projet « **Société civile** » vise le renforcement des capacités des organisations accréditées auprès de la Francophonie, le financement de projets portés par les OING/ONG dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD) et l'appui à l'organisation de la Conférence des OING (COING).

En vue de la modernisation de la collaboration avec la société civile, le projet est articulé autour de trois grands objectifs : i) faire de la COING un partenaire stratégique dans les réflexions relatives à la Francophonie de l'avenir, mais également un partenaire dans la mise en œuvre opérationnelle des activités sur le terrain ; ii) contribuer à la structuration, au développement et au rayonnement des organisations de la société civile ; iii) pérenniser et développer l'appel à initiatives en faveur de la société civile engagée dans la mise en œuvre des ODD.

Dans le cadre de son action en faveur des acteurs de la société civile (associations, fondations, etc.), l'OIF articule son intervention autour de deux axes principaux. Le premier vise à structurer, développer et accroître le rayonnement des organisations de la société civile. Le deuxième a pour ambition d'en faire des partenaires stratégiques et opérationnels dans la définition et la mise en œuvre de ses actions sur le terrain. Les principales réalisations en 2022 se déclinent, selon ces axes, comme suit :

📄 Structurer, développer et contribuer au rayonnement de la société civile francophone

Conformément aux objectifs de l'action de l'OIF en faveur de la société civile, l'action du programme société civile a tout d'abord été articulée autour de la structuration, du développement et du rayonnement de la société civile francophone en mobilisant

notamment un dispositif de financement et de formations au bénéfice des petites et moyennes organisations issues de l'espace francophone.

a) 4^e Appel à initiatives en faveur de la société civile engagée pour la mise en œuvre des ODD

Considérant le succès des éditions précédentes ainsi que la persistance voire l'accroissement des besoins, le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, le gouvernement du Québec, la principauté d'Andorre et l'OIF ont lancé, le 18 mai 2022, la quatrième édition de l'appel à projets en faveur de la société civile francophone engagée pour l'atteinte des objectifs de développement durable. Celle-ci a permis de soutenir 20 organisations de la société civile pour un montant total de 354 393 € de subventions octroyées. Ces projets sont mis en œuvre, depuis le début du mois de décembre 2022, dans 16 pays de l'espace francophone.

b) Formations en faveur des organisations de la société civile en recherche de financements

En partenariat avec l'Université Senghor d'Alexandrie, 30 représentants d'associations, dont 11 accréditées auprès de la COING, ont bénéficié du cycle de formations en montage de projets intégrant l'égalité entre les femmes et les hommes, du 28 mars au 29 avril 2022 par visio-conférence. Le partenariat a été renouvelé en 2022 pour la création et l'animation de formations en recherche de financement à destination de 25 organisations issues de la société civile dont 15 accréditées à la COING, qui conduira in fine à la conception d'un diplôme universitaire sur la recherche de financement et la gestion de partenariats.

Associer et impliquer des OING et ONG aux réflexions stratégiques et aux actions de la Francophonie / Organiser la COING (partenariat entre l'OIF et les OING)

Le projet "Société civile" ambitionne de renforcer le partenariat entre l'OIF et la société civile en mobilisant et en animant davantage la COING. À ce titre, il a été entrepris de procéder à une campagne permettant le renouvellement de ses membres au sein de la Conférence et d'entreprendre des actions pour entretenir l'implication des organisations et le dynamisme au sein de l'enceinte.

a) Finalisation de la campagne d'accréditation et de retrait d'accréditation

Dans le cadre du partenariat entre l'OIF et la société civile francophone, le Conseil permanent de la Francophonie (CPF), réuni lors de sa 120^e session du 28 juin 2022, a octroyé une accréditation auprès de la Francophonie à 20 nouvelles ONG et OING, portant le nombre de membres accrédités à 130. Cette campagne d'accréditations, débutée en juillet 2021, visait à renforcer le dynamisme au sein de la COING en intégrant de nouvelles structures actives et engagées sur les thématiques poursuivies par ses cinq commissions. 5 organisations nouvellement accréditées ont par le passé été bénéficiaires des appels à projets lancés par le programme société civile. La campagne de retrait d'accréditation a également été clôturée en juin 2022 qui a conduit par un consensus au retrait de l'accréditation de 17 organisations.

b) Organisation de la XII^e Assemblée plénière de la COING

En raison du contexte pandémique, la COING n'avait pas pu se réunir depuis l'Assemblée d'Erevan, en 2018. Cette XII^e Assemblée plénière était donc fortement attendue par les organisations accréditées. L'événement s'est tenu les 13 et 14 septembre 2022 en format hybride : 14 membres du Comité de suivi se sont rendus au siège de l'OIF, les autres membres de la Conférence ont pu assister aux travaux en ligne. L'ensemble des objectifs fixés ont été atteints, à savoir : 1. l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration d'Erevan de la COING et de ses recommandations ; 2. le renouvellement des membres du Comité de suivi ; 3. l'adoption de la Déclaration à l'attention des chefs d'États.



12^{ème} Assemblée Plénière de la Conférence des organisations internationales non gouvernementales de la Francophonie ; nouveau comité de suivi de la Conférence entrant et comité de suivi sortant avec la Secrétaire générale de la Francophonie.

À l'occasion de l'événement, Madame Danièle TOULEMONT a été élue présidente de la COING et Madame la Secrétaire générale de la Francophonie a remis la médaille Senghor à la présidente sortante, Madame Ndèye Marie FALL, en reconnaissance du travail accompli lors de son mandat. En amont, une campagne de communication a été lancée afin de valoriser les actions de l'OIF en faveur de la société civile francophone. Six capsules vidéo ont été diffusées sur les réseaux sociaux de l'OIF sur le partenariat avec la société civile, le rôle des organisations de la société civile au sein de la COING et la coopération menée avec l'OIF.



c) Mise en place d'un cycle d'échanges entre les organisations accréditées et les unités de programme de l'OIF

Un programme de travail conjoint OIF - COING pour l'année 2022 a été organisé sous la forme d'un cycle de rencontres et d'échanges sur une base mensuelle avec les unités de programme de l'Organisation. Ces rencontres visaient à répondre à trois grands objectifs : 1. Renforcer la connaissance par les organisations de la société civile du fonctionnement et des activités de l'OIF sur le terrain ; 2. Décupler la prise en compte et la mobilisation par les unités de programme des organisations de la société civile et notamment celles accréditées auprès de la Francophonie ; 3. Favoriser les collaborations entre les unités de programmes et les organisations accréditées auprès de la Francophonie. Quatre sessions se sont tenues en 2022, permettant à la

COING de rencontrer l'IFDD, la DAPG, la DLC et l'UJSP. Ces sessions ont rencontré un vif intérêt tant de la part des organisations accréditées que des unités de programmes. En moyenne, une trentaine de participants étaient connectés par session, elles ont conduit à des propositions de pistes de partenariats.

d) Participation de la société civile francophone aux enceintes internationales

L'OIF œuvre à accroître la possibilité, pour les organisations accréditées auprès de la COING ainsi que pour les autres organisations de la société civile partenaires de la Francophonie, de prendre part et de défendre une voix francophone dans les espaces de négociation internationale ouverts à ces acteurs. Une participation au forum Convergence durant deux jours, à Paris, a permis de mobiliser deux organisations bénéficiaires des dispositifs de financement de l'OIF.



Entretien avec Ndèye Marie Fall, présidente de la COING (2018-2022)

« Au cours de mon mandat, nous avons pu écrire une nouvelle page dans cette relation entre la francophonie et la société civile. Ce que j'appelle en réalité la francophonie de proximité, car c'est elle qui est présente sur le terrain, à même de comprendre les véritables besoins des peuples et des communautés. C'est cette francophonie de proximité qui peut le mieux la définir et, éventuellement, contribuer à satisfaire ces besoins. »

En savoir plus : les entretiens de l'OIF : [Ndèye Marie Fall, présidente de la COING \(2018-2022\)](#)

Sport, jeux et citoyenneté

 **BUDGET 2022** : 947 100 €

 **FMU** : 947 100 €

 **EXTRABUDGÉTAIRE** : -

Les Jeux de la Francophonie sont une occasion unique pour la jeunesse de l'espace francophone de se retrouver autour de compétitions sportives et de concours culturels. Synonymes d'amitié, d'ouverture et d'échanges, les Jeux de la Francophonie sont l'événement le plus populaire et le plus médiatique de la Francophonie. En plus de participer à la promotion et au rayonnement de la langue française, ils contribuent à l'enracinement de la diversité culturelle et de la culture de paix.

Conjointement organisés par l'OIF – à travers le Conseil international des Jeux de la Francophonie (CIJF) – et le pays hôte, les Jeux bénéficient également de l'appui de toutes les directions et unités de l'Organisation.

Durant l'année 2022, le CIJF a renforcé la préparation des Jeux de Kinshasa 2023 ainsi que des prochaines éditions et a conduit une réflexion sur l'amélioration des Jeux qui a permis une refonte du modèle de gouvernance et du format des Jeux.

Accompagnement du pays hôte dans les préparatifs des IX^{es} Jeux la Francophonie (Kinshasa, 2023)

-  5 missions techniques ont été déployées en 2022 à Kinshasa pour accompagner le pays hôte des IX^{es} Jeux, mobilisant 20 experts et 7 délégués techniques des fédérations sportives internationales. Cet accompagnement sur le terrain a été complété par un appui à distance permanent et a couvert la vingtaine de secteurs organisationnels de ces Jeux ;
-  22 jurés ont été mobilisés pour sélectionner les 429 artistes qui vont participer, dans 11 disciplines culturelles, aux IX^{es} Jeux ;

-  1 cérémonie de tirage au sort des tournois de football et de basketball a été organisée à Kinshasa ;
-  42 États et gouvernements sont inscrits pour participer aux IX^{es} Jeux ;
-  30 jeunes volontaires issus de 8 pays d'Afrique centrale ont été recrutés et mis à la disposition du Comité national des IX^{es} Jeux de la Francophonie (CNJF) dans les secteurs organisationnels clés (développement durable, hébergement, sécurité, communication, restauration, accréditation, etc.) ;
-  1 plateforme d'inscription, d'accréditation et de gestion des résultats des IX^{es} Jeux a été mise en place ;
-  3 études d'impact (socio-économique, environnemental, médiatique) des IX^{es} Jeux ont été lancées ;
-  3 Ambassadeurs internationaux des IX^{es} Jeux de la Francophonie ont été nommés : Lilian Thuram (ancien footballeur international français), Diandra Tchatchouang (basketteuse française) et Sarah Hanffou (pongiste franco-camerounaise).

Renforcement de la communication, notamment sur les réseaux sociaux

-  L'année 2022 a été marquée par une montée en puissance de la communication digitale avec, à l'issue de l'organisation de 2 ateliers de réflexion, la rédaction d'une feuille de route opérationnelle et le recrutement d'un gestionnaire de communauté ou « community manager ». Cette campagne a permis de renforcer la visibilité du CIJF, à travers son site internet, ses cinq réseaux sociaux et sa lettre électronique mensuelle, pour assurer le rayonnement des Jeux de la Francophonie au niveau international.
-  Chiffres clés :
 - > Site internet : **37 582 utilisateurs** venant de 193 pays ;
 - > Lettre électronique des Jeux : plus de **8000 abonnés** ;
 - > Facebook, Instagram et YouTube : respectivement **2 fois plus d'abonnés** par rapport à 2021.

- Les partenariats avec *Women Sports* (premier magazine dédié aux femmes dans le sport) et FrancsJeux (premier média francophone dédié au mouvement sportif international) ont été poursuivis.

Préparation des deux prochaines éditions des Jeux de la Francophonie

Un appel à candidatures a été lancé en direction des États et gouvernements pour l'organisation des X^{es} Jeux (en 2027) et des XI^{es} (en 2031) :

- 1 guide de candidature a été produit et diffusé ;
- 10 guides sectoriels d'organisation produits en 2021 ont été diffusés ;
- 17 cahiers des charges sectoriels produits en 2021 ont été diffusés.

Développement et réflexion prospective sur les Jeux

Un séminaire de réflexion « Vers une Francophonie sportive multilatérale et structurée », organisé par le CIJF a permis de mettre en place les prémices d'une coopération plus structurée entre les acteurs de la Francophonie sportive et avec le mouvement sportif international.

De nouveaux partenariats ont été établis, notamment avec Peace and Sport, l'Université Senghor à Alexandrie, Centre de droit et d'économie du sport, pour renforcer la portée sociale des Jeux et accroître le nombre de bénéficiaires par des actions de sensibilisation et de renforcement des capacités des acteurs nationaux, des sportifs, des artistes des bénévoles, des volontaires et des jeunes.

Des initiatives de collaboration ont été entamées avec la FIFA, le Festival international des sports extrêmes (FISE), la Francophonie Pongiste Internationale.

3 réunions du Conseil d'orientation du CIJF ont été organisées et ont principalement porté sur :

- l'élection du Président et de la Vice-présidente du Conseil ;
- l'examen et la validation du projet de modifications des règles des Jeux et du nouveau format des Jeux, du projet de règlement intérieur du

Conseil, du projet de Charte de développement durable des jeux, du projet de cahier des charges et projet de guide des X^{es} et XI^{es} Jeux ;

- le suivi des préparatifs des IX^{es} Jeux de la Francophonie.
- le lancement de l'appel à candidatures pour les X^e et XI^e éditions des Jeux.



Coup de projecteur sur

// LE DISPOSITIF DE MOBILISATION DE JEUNES VOLONTAIRES FRANCOPHONES EN APPUI AUX GRANDS ÉVÈNEMENTS SPORTIFS ET CULTURELS INTERNATIONAUX

Objectifs :

- Promouvoir la participation et l'engagement des jeunes, renforcer leurs capacités et valoriser leurs compétences ;
- Accompagner l'organisation des grands événements sportifs et culturels internationaux au sein de l'espace francophone (IX^{es} Jeux de la Francophonie, Paris 2024 et de Dakar 2026).



En 2023, 2024 et 2026, trois pays francophones organiseront trois événements sportifs et culturels majeurs, à savoir les IX^{es} Jeux de la Francophonie à Kinshasa (République démocratique du Congo), les Jeux olympiques d'été à Paris (France) et les Jeux olympiques de la Jeunesse à Dakar (Sénégal).

Afin de contribuer au rayonnement de la Francophonie tout en accompagnant la formation et l'insertion professionnelles des Jeunes dans les métiers du sport et de l'évènementiel, le Comité international des jeux de la Francophonie a mis en place un dispositif de « mobilisation de jeunes volontaires francophones en appui aux grands événements sportifs et culturels internationaux ». Ce dispositif vise à permettre à de jeunes ressortissants des pays francophones, d'apporter leur contribution à l'organisation de grands événements tout en bénéficiant d'une expérience en immersion inédite et d'une formation certifiante délivrée par l'Université Senghor d'Alexandrie.

Dans le cadre des IX^{es} Jeux de la Francophonie, la première cohorte de volontaires a été recrutée, composée de trente-deux jeunes, ressortissants de 8 pays membres d'Afrique centrale.

Grâce à cette expérience, ces jeunes développeront des compétences dans l'organisation d'événements sportifs et culturels internationaux que l'OIF mettra au service des Jeux olympiques de Paris 2024 et par la suite des JOJ de Dakar 2026.

Projets Jeunesse

- 📌 **BUDGET 2022 : 409 799 €**
- 📌 **FMU : 195 005 €**
- 📌 **EXTRABUDGÉTAIRE : 214 794 €**

En 2022, l'OIF s'est efforcée, à travers ce projet, de développer son offre programmatique à travers trois grandes composantes : Jeunesse, Sport et Citoyenneté ; et elle a mis en oeuvre les activités suivantes :

- 📌 Activités de promotion valorisant les compétences des jeunes.
- 📌 Sensibilisation de tous les acteurs de la coopération francophone sur la prise en compte des jeunes comme publics prioritaire.
- 📌 Promotion de l'accès d'un plus grand nombre de jeunes et de femmes au sport.
- 📌 Implication des jeunes dans les actions de l'OIF en développant la transversalité de la thématique jeunesse au sein des projets de l'Organisation.

Pays couverts : Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Cameroun, Canada, Canada - Nouveau-Brunswick, Égypte, France, Haïti, Mali, Maroc, Madagascar, Mauritanie, Niger, Suisse, Tchad, Togo, Tunisie, République du Congo, Rwanda, l'espace francophone et au-delà via le Portail jeunesse et les Réseaux sociaux

Principaux résultats chiffrés :

- 📌 **80 000 visiteurs** du Portail Jeunesse de la Francophonie et abonnés aux réseaux sociaux Jeunesse de l'OIF
- 📌 **1 589 jeunes** ont participé à des initiatives organisées par l'OIF valorisant la jeunesse

📌 Réalisations pour la composante Jeunesse

- 📌 Le renforcement de la visibilité du portail jeunesse <https://jeunesse.francophonie.org/> avec **85 nouvelles publiées** ayant atteint près de **46 000 utilisateurs** uniques et sa refonte visant à créer une nouvelle interface plus dynamique.

- La création du **Réseau international de la Jeunesse de la Francophonie**. Co-construit avec les jeunes, il sera pour l'OIF un interlocuteur direct et organisé pour promouvoir les actions et engagements en lien avec la jeunesse, ainsi que sur d'autres thématiques.
- La conversion du **Guide de la transversalité jeunesse** en une **formation autoportante** disponible sur l'Intranet de l'OIF pour intégrer davantage cette thématique dans les programmes de l'Organisation.
- Le **soutien à l'intégration transversale de la jeunesse** au sein d'autres unités de programmes de l'OIF. Un **Cadre de référence de l'Unité jeunesse, sport et citoyenneté de l'OIF a notamment été adopté**, permettant de préciser son approche et les priorités poursuivies. La nouvelle approche « **avec, pour et par les jeunes** » y est inscrite et prend résolument en compte les priorités énoncées lors de la grande Consultation jeunesse de 2020. L'Unité est ainsi, notamment, impliquée, dans les projets suivants : Radio Jeunesse Sahel ; Fonds « La Francophonie avec Elles » ; Activités Égalité femmes-hommes ; Société civile ; Sport, jeux et citoyenneté ; Volontariat international / régional. Elle participé à l'animation et la coordination des activités de **l'espace jeunesse au Pavillon de la Francophonie à la CdP27** sur les changements climatiques à Charm el-Cheikh (Égypte) dont un **Prix à solutions innovantes et un Dialogue avec des jeunes leaders engagés et l'Administrateur de l'OIF** ; contribué au colloque réunissant les observatoires de jeunesse ; organisé une activité avec les jeunes entrepreneurs résidant à Antananarivo (Madagascar) pour accompagner la formalisation des nouvelles idées de projets, et soutenu quatre autrices francophones du Bénin, de Côte d'Ivoire, de République démocratique du Congo et du Rwanda dans le cadre du Festival "Francophonies - Des écritures à la scène".
- La sélection de la deuxième cohorte de 53 participants (dont 20 femmes) sur 185 dossiers reçus à la formation « **Certificat en conception et pilotage de politiques publiques en faveur de la jeunesse (CC3PJ)** », conçue avec l'Université Senghor d'Alexandrie et la CONFEJES.



- Une rencontre entre Madame la Secrétaire générale de la Francophonie et une **soixantaine de jeunes francophones** a été organisée en mai 2022 au Canada - Nouveau-Brunswick, Canada, qui a permis un dialogue et des échanges inspirants notamment sur l'importance de l'éducation, l'égalité femme-homme et l'environnement.
- L'organisation d'un **concours d'écriture** à échelle de l'espace francophone dans le cadre des célébrations de la Journée internationale des droits des femmes (8 mars), de la Journée internationale de la Francophonie (20 mars), et d'un **Quiz francophone** à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse (12 août).
- La participation à plusieurs événements en ligne ou en présentiel, tels que le 5^e Sommet YouthConnekt Africa à Kigali (Rwanda), la table-ronde en ligne sur la thématique "La jeunesse africaine et la francophonie" organisée par l'Initiative francophone nationale de Slovaquie du ministère slovaque des Affaires étrangères et européennes, a contribué à renforcer le lien entre les jeunes et l'OIF.
- Réalizations pour les composantes Sport et Citoyenneté**
 - Le lancement d'une étude sur la **participation des filles et jeunes femmes** au sport dans l'espace francophone, dont la restitution est prévue en 2023 ;
 - L'accompagnement technique du **Comité national des Jeux de la Francophonie (CNJF)**, de la RDC, pour les Jeux de la Francophonie ;

- Dans le cadre d'un **projet de bénévolat** co-piloté avec le CIJF, **31 jeunes**, dont 15 femmes et 16 hommes, issus de 8 pays d'Afrique centrale, sur un total de 2 000 candidats, ont été recrutés pour appuyer l'organisation des Jeux de la Francophonie de Kinshasa (RDC) ;
- Publication de [l'outil pédagogique PEACE](#) (*Participation – Engagement – Action – Citoyenneté – Ensemble*) comme outil de support à la compréhension de l'engagement et la participation citoyenne des jeunes au sein de leur communauté ainsi qu'une fenêtre ouverte sur quelques acteurs et actrices citoyennes clés ayant à leur façon de contribuer au développement de leurs sociétés respectives.

Principaux enseignements :

- Les activités déployées en 2022 ont permis de sensibiliser et de mobiliser de manière significative la jeunesse francophone.
- Ces activités consacrent la nouvelle approche de l'OIF « avec, pour et par les jeunes » et prennent résolument en compte les priorités énoncées lors de la grande Consultation jeunesse de 2020 : avoir un emploi, bénéficier d'une éducation de qualité et vivre dans un environnement sain.
- Au regard de l'importance des missions dévolues à l'OIF sur les thèmes jeunesse, sport et citoyenneté, et des attentes exprimées, à la fois par les jeunes lors de la grande Consultation jeunesse et lors du Sommet de Djerba, il est proposé de restructurer le projet autour d'un nouveau projet-phare centré sur les enjeux environnementaux, et de développer de nouvelles activités dans les domaines du sport et de la citoyenneté.



M. Yesudem AHIATSI, jeune Togolais lauréat du concours d'écriture « Jeunesse engagée pour l'égalité ».

Il a remporté le premier prix, ainsi qu'une tablette, pour son texte intitulé : « L'égalité aujourd'hui est une nécessité ». Il a reçu son prix à Lomé le 13 septembre 2022 des mains de la Représentante de l'OIF pour l'Afrique de l'Ouest, Mme TRAN Thi Hoang Mai.

« Je tiens sincèrement à vous remercier. Aujourd'hui, j'ai reçu le prix et ce fut un véritable plaisir. J'offre toute ma gratitude à tous les acteurs impliqués dans cette remise de prix et je rends hommage à la Francophonie en général pour son authenticité. Ce concours a permis de démontrer l'implication des jeunes et la place que la Francophonie accorde à la jeunesse. Merci pour ce prix, je vais l'utiliser à bon escient pour mes prochaines activités. »



Mme Maria Cristina KOLO, jeune Malgache, 2^e lauréate du Prix à solutions innovantes, à destination des jeunes présents à la 27^e Conférence des Nations unies sur le climat (CdP27).

"À la CdP27, l'espace jeunesse francophone était à la fois devenu le lieu de réunion et le quartier général des jeunes militants francophones. C'était un lieu de rencontres, un lieu d'apprentissage, de partages mais surtout un espace mettant en lumière la jeunesse et ses innovations. En remportant la 2^e place du concours d'innovations avec notre initiative Alt Soap portée par mon entreprise sociale Green n Kool, l'OIF nous a aussi offert de nouvelles opportunités de nous développer / collaborer sur le continent avec des jeunes francophones. »



Coup de projecteur sur

// LE RÉSEAU INTERNATIONAL DES ORGANISATIONS DE JEUNES DE LA FRANCOPHONIE (RIJF)

La grande consultation jeunesse « La Francophonie de l'avenir » lancée par l'OIF en 2020 a permis de mieux saisir les besoins des jeunes de la Francophonie et, par la suite, par un travail de collaboration avec eux, d'offrir des éléments de solutions aux enjeux identifiés.

Sensible aux préoccupations des jeunes, l'OIF a ainsi favorisé la tenue d'un Symposium virtuel intitulé « Dialogue avec et entre les organisations de jeunesse de l'espace francophone », en décembre 2021, première pierre d'un processus qui s'est poursuivi par un atelier de concrétisation à l'été 2022, sous format hybride, et enfin par un atelier de validation du réseau jeunesse francophone en octobre 2022, au siège de l'OIF à Paris. Ces activités ont abouti à la création du [Réseau international de la jeunesse de la Francophonie \(RIJF\)](https://rijfrancophonie.org).

En réponse au souhait de plus de 10 000 jeunes de se constituer en réseau et de renforcer des liens et échanges mutuels entre eux tout en formalisant un partenariat avec l'OIF, le Réseau international de la jeunesse de la Francophonie est donc né. Plus de 100 organisations de jeunes se sont engagées dans la co-crédation du réseau depuis 2021.

Ce processus aboutira au lancement officiel en 2023.

Ce réseau a pour but d'accompagner les jeunes, de favoriser leur réseautage et de les faire bouger dans l'espace francophone.



M. Élisée Ditcharé,
jeune Béninois et
membre fondateur
du RIJF

« La co-crédation du Réseau international de la jeunesse de la Francophonie (RIJF) a été une bonne et riche expérience pour moi. Ce nouveau réseau qui offre une plateforme aux jeunes pour échanger et se soutenir va plus loin que les réseaux précédents. Le fait qu'il a été co-construit par et pour les jeunes et initié par l'UJSC lui donne une double légitimité. Il est légitime auprès des jeunes, mais également auprès de l'OIF. Je suis content d'avoir participé à sa co-crédation et je crois que ce réseau va véritablement et grandement servir les jeunes de l'espace francophone. »



Mme Valérie Lévesque,
jeune Canadienne
du Nouveau-
Brunswick et membre
fondatrice du RIJF

« Quand je pense au réseau, je pense au proverbe l'Union fait la force ! Le Réseau permet de regrouper la jeunesse autour d'enjeux fédérateurs comme l'environnement, la paix, les droits humains. Le Réseau est un espace où la jeunesse francophone peut se rassembler, discuter, se faire entendre et surtout, agir pour la Francophonie. Nous voulons créer un monde meilleur pour nous et pour les autres générations. »

Influence et rayonnement de la Francophonie



Le réseau des représentations extérieures (REPEX) a été complété en 2022 avec **l'ouverture officielle de deux nouvelles représentations, à Québec pour les Amériques et à Beyrouth, pour le Moyen Orient.**

Avec ses treize Représentations, le réseau couvre désormais toutes les zones géographiques de l'espace francophone. L'année 2022 est également marquée par une avancée de la décentralisation de la gestion des actions de coopération de l'Organisation. Les REPEX continuent à renforcer les deux pôles de leurs attributions pour assurer le rayonnement de la Francophonie par des actions de plaidoyers et d'influence d'une part, et en tant qu'acteurs de coopération sur le terrain d'autre part.

Influence sur la scène internationale

Les actions d'influence sur la scène internationale continuent à se déployer à travers la **diplomatie de concertation**. Elles ont pour objectif de trouver des positions communes et les partager par des plaidoyers et des rencontres de haut niveau.

10 concertations francophones et séminaires de haut niveau en marge des grands événements ont été soutenues, coordonnées ou facilitées notamment dans les enceintes onusiennes à Genève et à New York. Les thématiques traitées concernent les enjeux portés par l'OIF telles que le multilinguisme, l'état civil, les défis de la gouvernance de l'internet dans l'espace francophone, la contribution de

la coopération multilatérale à l'ODD 17 « Partenariats pour la réalisation des objectifs », la couverture sanitaire universelle, les changements climatiques.

L'OIF, en lien avec les Groupes des ambassadeurs francophones, a également réalisé du **plaidoyer dans les enceintes internationales** en mettant en avant le respect du statut de la langue française dans les relations internationales et la promotion du multilinguisme.

25 interventions valorisant la contribution et les priorités de l'OIF lors des réunions de haut niveau : au Conseil de sécurité des Nations unies, lors de la Conférence internationale du travail, aux Commissions de l'Assemblée générale des Nations unies, au conseil des Droits de l'Homme, l'Assemblée mondiale de la santé, à la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique à Addis Abeba.

L'Assemblée générale des Nations unies a formellement adopté, le 10 juin 2022, la **Résolution sur le multilinguisme** (A/76/L.57) dont la négociation a été co-facilitée par les missions permanentes de l'Andorre et de la Colombie qui ont agi au titre des relations entre le Groupe des ambassadeurs francophones à New York et le Groupe des Amis de l'espagnol mis en place en 2021.

Les actions des représentations extérieures consistent également à l'**accompagnement des délégations** pour leur prise de parole et les échanges devant les hautes institutions. Il en était ainsi de l'accompagnement fait par la Représentation permanente de la Francophonie à Genève et Vienne (RPGV) et la Direction des Affaires politiques et de la Gouvernance démocratique (DAPG) à la délégation du Togo en vue de la présentation du rapport national togolais dans le cadre du 3^e cycle de l'Examen périodique universel devant le Conseil des droits de l'Homme. Un pareil accompagnement a été également fourni par la Représentation permanente pour la Caraïbe et l'Amérique latine (REPCAL) et la DAPG concernant le rapport national de Haïti.

Le renforcement de la veille informationnelle et la mise en place d'un mécanisme de communication souple entre le siège et les représentations ont permis à l'OIF de disposer d'informations relatives à l'évolution de la situation de la démocratie, des droits et de libertés dans l'espace francophone ainsi que d'accroître sa réactivité sur le terrain.

Dans le domaine de l'environnement, 1200 acteurs francophones des négociations internationales sur les changements climatiques, la biodiversité et la désertification, ont été accompagnés, dont 300 femmes. Le Pavillon de la Francophonie à la 27^e Conférence des Nations unies sur le climat, à Charm el-Cheikh (Égypte) a accueilli plus de 8 000 participants aux événements parallèles qui ont permis la promotion des initiatives des pays francophones.

Mobilisation des acteurs et des réseaux

Outre les rencontres de haut niveau avec des autorités politiques nationales et les responsables des organisations internationales partenaires, les membres des **groupes des ambassadeurs francophones (GAF)** ont été également mobilisés autour des priorités de l'OIF à travers **52 réunions périodiques coordonnées ou appuyées techniquement au cours de l'année 2022.**

Ces rencontres qui peuvent être des réunions internes de structuration et de coordination (établissement de la feuille de route de l'année, préparation de la célébration du Printemps de la Francophonie ou du mois de la Francophonie, etc.), ont essentiellement porté sur des échanges avec des hautes personnalités sur des thématiques en lien avec les sujets prioritaires pour l'Organisation. C'est dans ce cadre qu'ont été tenues les rencontres des GAF de Genève et de New York avec le Président du Conseil des droits de l'Homme, celle du GAF de Genève avec la Secrétaire générale de l'Union internationale des télécommunications (UIT), celle du GAF de New York avec le Secrétaire général des Nations unies au cours de laquelle ont été abordés des sujets d'intérêt commun relatifs à la paix et la sécurité, au développement durable, à l'agenda climatique, à l'éducation et la formation.

Rayonnement et visibilité de la Francophonie

À travers son réseau extérieur, l'OIF a organisé et promu **plus d'une centaine d'initiatives et d'événements visant son rayonnement et sa visibilité principalement à l'occasion de la célébration du mois de la Francophonie.**

Ces actions couvrent des domaines variés allant des activités culturelles, scientifiques, diplomatiques, ludiques, gastronomiques à celles à caractère mobilisateur comme le printemps de la Francophonie à New York ou à Genève.

Partenariat avec les organisations internationales et régionales

Le renforcement du maillage de la coopération avec les partenaires internationaux et régionaux engagé ces dernières années a été poursuivi, notamment :

- avec l'Union Africaine par la visite de haut niveau conduite par la Secrétaire générale;
- avec le Secrétariat général des Nations unies dans le cadre de la mise en œuvre du « Notre programme commun » qui vise à accélérer la mise en œuvre du Programme 2030 et à concrétiser les objectifs de développement durable dans la vie des populations du monde entier ;
- avec le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'Homme par la rencontre de la Secrétaire générale et la Haute-Commissaire ;
- avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) par l'établissement du Plan d'actions 2022 pour la mise en œuvre du Mémoire d'entente entre l'OIF et l'OMS signé en 2021 ;

- avec l'Union internationale des télécommunications (UIT) ;
- avec la Cour africaine des droits de l'Homme et des peuples (CADHP) pour l'établissement de la Feuille de route partagée OIF-CADHP ;
- avec la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique sur dans le domaine de l'état civil ;
- des déclarations ont été prononcées dans les enceintes onusiennes à New York et Genève, axées notamment sur le multilinguisme, le maintien de la paix, les droits de l'enfant, la consolidation du mécanisme d'examen périodique universel (EPU), l'égalité des sexes, etc..

La contribution des francophones à l'ONU a trouvé définitivement son ancrage et sa structuration dans le cadre de la Plateforme francophone au Conseil de sécurité.



Annexes

I. Publications signées ou soutenues par l'OIF

Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
LANGUE FRANÇAISE ET DIVERSITÉ DES CULTURES				
Ouvrage	Collectif	La langue française dans le monde - Edition 2022	2022	https://observatoire.francophonie.org/wp-content/uploads/2022/10/Rapport-La-langue-francaise-dans-le-monde_VF-2022.pdf
Ouvrages jeunesse	Hedia Benjemaa	Collection « J'aime ma famille », Celi (Tunisie)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Roman	Mélanie Pérès	Tigann, La traversée d'une femme à contrevent, Atelier des nomades (France-Maurice)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Théâtre	Fernando Rodriguez de Araya	La Croix (théâtre) Actualités Éditions (France)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Ouvrage jeunesse	Verónica Leite	Sieur Jean le renard, Rey Tatú Ediciones (Uruguay)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Essai	David Van Reybrouck	Revolusi. L'Indonésie et la naissance du monde moderne, Actes Sud (France)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Recueil de contes		Le choix de Bono, l'hyène, et autres contes peulhs, tome 2	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Roman	Karim Kattan	Le palais des deux collines en vietnamien Département de français, Université de Hanoi (Vietnam)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Roman	Miguel Bonnefoy	Héritage de (roman) Lege Artis (Bulgarie)	2022	Tempo Traduction 2022 https://www.francophonie.org/tempo-traduction-2022-11-projets-retenus-2244
Livret	Réseau OPALE (réseau francophone des organismes de politique et d'aménagement linguistiques).	Opération Dis-moi dix mots	2022	https://www.education.gouv.fr/dis-moi-dix-mots-7421
Livret	DramÉducation	10 Scènes francophones à jouer et à lire	2022	https://www.10sur10.com.pl/
PAIX, DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME				
Rapport	OIF	Rapport sur l'état des pratiques de la démocratie, des droits et des libertés dans l'espace francophone	2022	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-12/Rapport_democratie_droits_libertes_francophonie_2022.pdf
Bulletin FrancoPaix	Marc-André Boisvert, Maggie Dwyer, Juvence Ramasy, Eugène Le-Yotha Ngartebaye, Habibou Bako, Mike Jobbins et Babacar Ndiaye (FrancoPaix)	Coups d'État en Afrique : le retour de l'uniforme en politique	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/02/Bulletin_janvier-fevrier_Coups-dEtat.pdf

Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Bulletin FrancoPaix	Luciano Pollichieni	Rétablir le cycle : précédents historiques et avenir potentiel des négociations de paix au Mali	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/04/2022-04-Bulletin.pdf
Bulletin FrancoPaix	Camille André	Les entreprises occidentales face aux risques géopolitiques : l'exemple du Sahel	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/03/2022-03-Bulletin_VF-1.pdf
Bulletin FrancoPaix	Antonin Tisseron	Trafic de tramadol en Afrique de l'Ouest : un marché mondialisé en recomposition	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/05/2022-05-Bulletin.pdf
Bulletin FrancoPaix	Maxime Ricard et Bruno Charbonneau	Les sens de la consolidation de la paix	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/07/2022-06-Bulletin-FrancoPaix_MRicard_BCharbonneau-compressed.pdf
Bulletin FrancoPaix	Hans De Marie Heungoup	Décentralisation en Centrafrique : que faut-il en attendre ?	2022	https://dandurand.uqam.ca/publication/decentralisation-en-centrafrique-que-faut-il-en-attendre/
Bulletin FrancoPaix	Frédéric Madore	Lutte contre le terrorisme et sécuritisation du salafisme au Bénin et au Togo : instrumentalisations diverses d'une « menace étrangère »,	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/10/2022-10-Bulletin.pdf
Bulletin FrancoPaix	Tatiana Smirnova	Les stratégies d'influence du Kremlin au Sahel	2022	https://dandurand.uqam.ca/centre-francopaix/
Bulletin FrancoPaix	Habibou Bako	Réseaux sociaux et désinformation au Sahel	2022	https://dandurand.uqam.ca/wp-content/uploads/2022/12/2022-12-Bulletin.pdf
Note d'analyse politique	Aly Tounkara (Thinking Africa)	Instabilités politiques et coups d'État au Sahel	2022	https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-politique-%E2%84%96-100-instabilite-et-coup-detat-au-sahel-oif-observatoire-sahel-ta/
Note d'analyse politique	Rabiou Barmou (Thinking Africa)	Éducation, formation, emploi des jeunes et crise sécuritaire au Sahel	2022	https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-n-110-Éducation-formation-emploi-des-jeunes-et-crise-securitaire-au-sahel/
Note d'analyse politique	Salimata Traore(Thinking Africa)	Accès à internet et collecte des données dans un environnement de crise sécuritaire et humanitaire au Sahel	2022	https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-politique-%E2%84%96-101-acces-a-internet-et-collecte-de-donnees-dans-un-environnement-de-crise-securitaire-et-humanitaire-au-sahel-os-ta-oif/
Note d'analyse politique	.Abdoul Aziz Sall (Thinking Africa)	La réforme de la gouvernance de sécurité comme impératif de prévention des conflits au Sahel	2022	https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-os-ta-oif-07-la-reforme-de-la-gouvernance-de-la-securite-comme-imperatif-de-prevention-des-conflits-au-sahel/
Note d'analyse politique	Abdourahmane Ousmane (Thinking Africa)	Crise sécuritaire, instabilité politique, médias et liberté d'expression au Sahel	2022	https://www.thinkingafrica.org/V2/crise-securitaire-instabilite-politique-medias-et-liberte-dexpression-au-sahel-note-danalyse-os-ta-oif-09/
Note d'analyse politique	Adam Abdou Hassan (Thinking Africa)	La stratégie de l'UE au Sahel : de l'impetus à l'ascetisme		https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-n-111-la-strategie-de-lunion-europeenne-au-sahel-de-limpetus-alascetisme/
Note d'analyse politique	.Abbami Oumar Abdou (Thinking Africa)	Dynamiques politiques et sécuritaires face aux enjeux de circulation incontrôlée des armes au Sahel : Cas de la Libye, du Soudan et du Tchad		https://www.thinkingafrica.org/V2/dynamiques-politiques-et-securitaires-face-aux-enjeux-de-circulation-incontrolee-des-armes-au-sahel-cas-de-la-libye-du-soudan-et-du-tchad-note-danalyse-os-ta-oif-11/
Note d'analyse politique	Habibou Bako (Thinking Africa)	Recommandations pour une prévention adaptée contre la propagation de l'insécurité vers les pays du littoral ouest africain		https://www.thinkingafrica.org/V2/note-danalyse-n-113-recommandations-pour-une-prevention-adaptee-contre-la-propagation-de-linsecurite-vers-les-pays-du-littoral-ouest-africain/

Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Guide pratique	Division de la Police de l'ONU, OIF, Francopol	Candidature aux postes de policiers au sein du secrétariat des Nations unies et dans les opérations de paix	2022	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-08/Guide_pratique_candidatures_postes_policiers_OMP_et_Sec_UNU_Interactif_VF.pdf
Guide pratique	France, OIF	Guide pratique francophone – Recrutement des officiers détachés au sein de l'ONU	2022	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-04/Guide_pratique_francophone_recrutement_officiers_detaches_onu.pdf
Etude	Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix	La contribution aux opérations de paix des pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est issus de la Francophonie	2022	https://www.observatoire-boutros-ghali.org/wp-content/uploads/2022/07/Note-OBG_OIF_Asie-de-lEst-et-du-Sud-Est-SJ-et-EC.pdf
Etude	Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix	L'interculturalité dans les opérations de paix onusiennes : état des lieux et pistes pour une prise en compte efficiente	2022	https://www.observatoire-boutros-ghali.org/wp-content/uploads/2022/06/note_obg_oif_interculturalite_op_mlu.pdf

ÉDUCATION ET FORMATION

Article scientifique	Mohamed MILED – IFEF	L'approche ELAN-Afrique : une contribution pluridimensionnelle à la mise en œuvre d'une éducation bi-plurilingue en francophonie, dans l'ouvrage collectif : Le système éducatif en Afrique francophone : Défis et opportunités (OFE)	2022	https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/OFE-FrÉco5.pdf
Article scientifique	Christian DEPOVER, Jean martin COULIBALY - IFEF	Le défi de la qualité de l'éducation en Afrique Subsaharienne : les réponses basées sur la recherche apportées par l'IFEF	2022	https://ofe.umontreal.ca/fileadmin/ofe/documents/Rapports/OFE-Fr%C3%89co5.pdf
Recueil des communications scientifiques	31 enseignants de français -chercheurs de la région Asie-Pacifique	Actes du Séminaire "L'utilité du français dans la diffusion des connaissances, le développement des compétences professionnelles et la communication scientifique"	2022	https://crefap.org/site/index.php/2022/10/04/actes-du-seminaire-de-recherche-francophone-edition-2021/

Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Diffusion Média (Télévision nationale)	Equipe enseignants et Inspecteurs pédagogiques Du Ministère de l'Éducation et de la Formation professionnelle (Djibouti)	Projet de développement et du renforcement de l'environnement francophone à travers la création d'une émission littéraire « mots d'ici et d'ailleurs »	2022	https://www.youtube.com/watch?v=iRWTrBzB3og https://www.youtube.com/watch?v=gdFyvkOQaV0 https://www.youtube.com/watch?v=Z1dT7AvqaDM https://www.youtube.com/watch?v=l5GCUOQ52D8 https://www.youtube.com/watch?v=9rOQ4vae3mY https://www.youtube.com/watch?v=rHCi3Md351E https://www.youtube.com/watch?v=b9W8PDFmROk https://www.youtube.com/watch?v=4fSy_HaMaTQ https://www.youtube.com/watch?v=6IUyCQ14qCk https://www.youtube.com/watch?v=E0FLzFkMFk4 https://www.youtube.com/watch?v=BscDy7jrqr4 https://www.youtube.com/watch?v=pOcLH8NLBwM

ÉCONOMIE ET NUMÉRIQUE

Lettre d'information mensuelle	DiploFoundation (en partenariat avec la DFEN pour la rubrique « Actualités de la Francophonie »)	Lettre d'information mensuelle DigitalWatch sur les actualités de la gouvernance de l'Internet et de la politique numérique	2022	https://www.francophonie.org/digitalwatch
Rapport	Christian Jekinnou, Pr Claude Lishou, Sonia Michaud, Pr Daniel Peraya, Raodath Aminou, Aminata Karamoko	Classification et cartographie opérationnelle des métiers du numérique dans l'espace francophone		https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-10/Rapport_cartographie_metiers_numerique.pdf

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Magazine	Collectif, sous la direction de Cécile Martin-Phipps	PDTIE Mag, la recherche et l'innovation au service du développement durable (Numéro 1)	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/pdtie-mag-no-1-janvier-2022/
Étude	Collectif sous la direction de E.L. Ngo-Samnick	L'état de la participation citoyenne pour le développement durable	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/LÉtat-de-la-participation-citoyenne-pour-le-developpement-durable/
Fiche technique	Anne-Marie GNANCADJA BONOU, Ministère de l'Énergie, Bénin	Le genre dans la planification énergétique : définitions et applications en Afrique de l'Ouest-2022	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/le-genre-dans-la-planification-energetique-definitions-et-applications-en-afrique-de-louest-2022/
Résumé	J.-Maurice Arbour	Résumé pour les décideurs- Cdp15 sur la diversité biologique	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-pour-les-decideurs-cdp15-sur-la-diversite-biologique/
Guide	J.-Maurice Arbour	Guide des négociations de la Cdp15 sur la diversité biologique	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-de-la-cdp15-sur-la-diversite-biologique/

Type de document	Auteurs	Titre	Année de publication	Lien ou référence
Résumé	Stéphane Pouffary, Antoine Antonini, Sofiane Haris, El Hadji Mbaye Diagne, IbilaDjirbi	Résumé pour les décideurs (CdP27) 27^e session de la CdP des Nations unies sur les changements climatiques, Sharm-el-Sheick, Égypte	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-pour-les-decideurs-27e-cdp-egypte-cop27/
Guide	Stéphane Pouffary, Antoine Antonini, Sofiane Haris, El Hadji Mbaye Diagne, IbilaDjirbi	Guide des négociations (CdP27) 27^e session de la CdP des Nations unies sur les changements climatiques, Sharm-el-Sheick, Égypte	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-27e-cdp-egypte/
Fiche	Pierre Langlois	Les Super entreprises de services écoénergétiques (Super ESE)-2022	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/les-super-entreprises-de-services-ecoenergetiques-super-ese/
Résumé	Wafa Essahli	Résumé pour les décideurs sur la lutte contre la désertification (CdP15), Abidjan	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/resume-pour-les-decideurs-sur-la-lutte-contre-la-desertification-cdp15-abidjan-cote-divoire/
Guide	Wafa Essahli	Guide des négociations de la Conférence des Parties sur la lutte contre la désertification (CdP15), Abidjan	2022	https://www.ifdd.francophonie.org/publications/guide-des-negociations-desertification-abidjan/
TRANSVERSALITÉ				
Cadre de référence – PDF	UJSC	Cadre de référence de l'Unité Jeunesse, sport et citoyenneté - OIF	2022	https://jeunesse.francophonie.org/le-portail/ressources/download/67/1510/118?method=view
Guide – outil pédagogique – PDF Publication de l'outil pédagogique PEACE		Outil pédagogique sur le pas de la participation - PEACE	2022	https://jeunesse.francophonie.org/images/nouvelles/Outil_PEACE.pdf

II. RESSOURCES ÉDUCATIVES, FORMATIONS, CLOM RÉALISÉS PAR L'OIF OU EN PARTENARIAT AVEC L'OIF

Partenaires	Titre	Public	Lien
LANGUE FRANÇAISE ET DIVERSITÉ DES CULTURES			
REPECO TV5MONDE	En classe avec TV5 Monde : des conseils pratiques pour enseigner le français langue étrangère	(futurs) enseignant(e)s de FLE	https://enseigner.tv5monde.com/articles-dossiers/articles/en-classe-avec-tv5monde-des-conseils-pratiques-pour-enseigner-le-fle
Université Senghor d'Alexandrie	Conception et pilotage de politiques publiques pour un aménagement linguistique	Cadres décideurs (Ministères, directions nationales, enseignants chercheurs) des pays de l'espace francophone du sud	https://www.francophonie.org/sites/default/files/2022-06/AC2022%20-%20Certificat%20Politiques%20linguistiques.pdf
DGLFLF, France Université Senghor d'Alexandrie	60 termes clés pour les négociations climatiques	Négociateurs, Cadres décideurs des pays francophones et arabophones	https://www.francophonie.org/60-termes-cles-pour-les-negociations-climatiques-2441
Rencontres du Film Court (Madagascar)	Anim'ato	10 jeunes talents africains porteurs de projet en animation	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/anim-ato-a-selectionne-les-jeunes-talents-6-africaines-et-5-africains-qui-suivront-la-formation-a-l-animation-en-volume-3d
Documentary Africa (Kenya)	Doconnect	Réalisateurs/producteurs africains porteurs de 9 projets documaitres	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/les-9-laureats-du-programme-acp-doconnect
Génération Film (Burkina Faso)	Ouaga Film Lab	12 porteurs de projets cinématographiques	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/ouaga-film-lab-ouverture-de-l-appel-a-projet-2022
SODEC (Canada)	Atelier Grand Nord	Scénaristes francophones	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/aicha-boro-a-la-residence-grand-nord-invitee-par-l-oif-clap-acp-pour-son-premier-long-metrage-de-fiction
Nomadis Image (Tunisie)	Les ateliers Sud Ecriture	Cinéastes arabes et africains porteurs de films de fictions	https://sudecriture.com/
FONSIC/Ecole des Gobelins(Côte d'Ivoire)	Gestion de projets des films d'animation	Producteurs africains en animation	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/atelier-de-formation-sur-les-films-d-animation-a-abidjan
PAIX, DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME			
UNITAR, Département des opérations de paix de l'ONU, France	Cours en ligne pour les conseillers et point focaux militaires chargés du genre dans les opérations de paix	Conseillers et points focaux militaires genre, spécialistes du maintien de la paix	https://www.unitar.org/sustainable-development-goals/peace/our-portfolio/pre-deployment-support-military-police-corrections-and-civilians/conseillerere-militaire-en-matiere-de-genre-formation-en-ligne
Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB),	Guide thématique « Éducation aux médias et à l'information: Comprendre les enjeux »	Professionnels des sciences de l'information et pouvoirs publics, société civile « EMI »	https://enssib.libguides.com/c.php?g=697397&p=5007820&preview=72ba7e342148f2b74ed509269d4f9638
Alliance pour la Migration, le Leadership et le Développement (AMLDD) Sénégal	Atelier de renforcement du leadership politique des femmes et des jeunes investis pour les élections législatives de 2022	80 femmes et jeunes candidats aux élections	https://www.francophonie.org/senegal-loif-soutient-la-participation-des-femmes-et-des-jeunes-aux-elections-legislatives-du-31
Association Femmes et Leadership, Tunisie	Sessions de renforcement de capacité et de formation des femmes candidates aux élections législatives en Tunisie	30 femmes candidates	https://youtu.be/D3qk1t1Gs_E

Partenaires	Titre	Public	Lien
ÉDUCATION ET FORMATION			
MEN Mali	Éducation des filles : Livret 1- IFADEM directeur(trice)s d'école – Pédagogie qui intègre la dimension genre	Directeur(-trice)s d'école primaire du Mali	https://ifadem.org/fr/ressources-educatives/2023/02/09/Éducation-des-filles-livret-1-directeurtrices-decole-pedagogie-qui
MEN Mali	Éducation des filles : Livret IFADEM enseignant(e)s – Pédagogie qui intègre la dimension genre	Enseignant(e)s du primaire Mali	https://ifadem.org/fr/ressources-educatives/2023/02/09/Éducation-des-filles-livret-1-enseignantes-pedagogie-qui-integre-la
MENA-PLN Burkina Faso	Éducation des filles : Livret IFADEM directeur(trice)s d'école – Renforcer le management des directeurs et chefs d'établissement à l'égalité d'accès, de maintien et de réussite entre filles et garçon à l'école.	Directeur(-trice)s d'école primaire du Burkina Faso	https://ifadem.org/fr/ressources-educatives/2023/02/09/Éducation-des-filles-livret-1-directeurtrices-decole-renforcer-le
MENA-PLN Burkina Faso	Éducation des filles : Livret IFADEM Enseignant(e)s – Intégrer l'égalité entre filles et garçons dans les pratiques professionnelles de l'enseignant(e) du primaire, du post-primaire et du secondaire.	Enseignant(e)s du primaire du Burkina Faso	https://ifadem.org/fr/ressources-educatives/2023/02/09/Éducation-des-filles-livret-1-enseignantes-integrer-egalite-entre
	Plateforme de modules de micro-apprentissage IFADEM (MMA) : 17 MMA sur le français, l'éducation des filles et la cybersécurité	Professionnels de l'éducation	https://clom.ifademenligne.org/
	<i>ELAN en ligne, cours 1</i>	Cadres des ministères en charge de l'éducation, enseignants, experts, formateurs, étudiants	https://ifef.francophonie.org/Actualites/ouverture-des-inscriptions-elan-en-ligne-cours-dinitiation-lenseignement-bi-plurilingue
IDEP/UNESCO	<i>Initiative Panafricaine pour la transformation numérique et le développement des compétences dans l'Enseignement et la Formation Techniques et Professionnels</i>	Leaders et Praticiens de l'EFTP	https://elearningidep.uneca.org/login/index.php
CLA-Besançon	<i>Ecole d'été francophone</i>	enseignants du secondaire	https://crefap.org/site/index.php/2022/07/26/ecole-dete-regionale-2022/
MEF - Vietnam	<i>Elaboration du manuel de Maths en français pour la classe de 8e du Vietnam</i>	enseignants ressources de Maths en français	https://crefap.org/site/index.php/2022/12/09/vietnam-elaboration-des-manuels-de-francais-et-de-maths-en-francais/
MEF - Vietnam	<i>Elaboration du manuel de français LV1 du Vietnam – tome 2</i>	concepteurs du manuel mandats par le MEF	https://crefap.org/site/index.php/2022/12/09/vietnam-elaboration-des-manuels-de-francais-et-de-maths-en-francais/
MEF - Vietnam	<i>Formation continue pour des enseignants de français au primaire</i>	enseignants du primaire	https://crefap.org/site/index.php/2022/11/17/vietnam-formation-continue-pour-des-enseignants-de-francais-au-primaire/
Ministère du Travail, des Invalides et des Affaires sociales du Vietnam (MOLISA)	<i>Formation "Application de la technologie dans l'enseignement et l'évaluation à distance"</i>	enseignants du secteur de la formation professionnelle	https://crefap.org/site/index.php/2022/11/28/vietnam-formation-integration-des-nouvelles-technologies-dans-lenseignement-et-levaluation-a-distance/
MOLISA	<i>Formation l'ingénierie de formation selon l'approche par compétences</i>	enseignants du secteur de la formation professionnelle	https://crefap.org/site/index.php/2022/11/28/vietnam-demultiplication-de-lingenierie-de-formation-selon-lapproche-par-competences/
Insitut National de l'Éducation du Cambodge	<i>Séminaire – formation à l'écriture scientifique de l'Institut National de l'Éducation</i>	enseignants en formation au niveau master	https://crefap.org/site/index.php/2022/12/09/cambodge-seminaire-decriture-scientifique-organise-par-line/

Partenaires	Titre	Public	Lien
Ministère de l'Éducation, de la Science, de la Culture et du Sport de la République d'Arménie	Arménie : Animer une séquence pédagogique en classe de FLE (Erevan, 20-24 juin 2022, accompagné de 15 heures de formation à distance)	Professeurs de FLE	https://parlonsfrancais.francophonie.org/appui-a-la-formation-des-professeurs-de-francais-en-armenie/
Ministère de l'Éducation, de la Science, de la Culture et du Sport de la République d'Arménie	Arménie : Se perfectionner à l'oral pour renforcer ses techniques d'enseignement (Erevan, 20-24 juin 2022, accompagné de 15 heures de formation à distance)	Professeurs de FLE	https://parlonsfrancais.francophonie.org/appui-a-la-formation-des-professeurs-de-francais-en-armenie/
Institut français de Skopje	Formation régionale : Le Volume complémentaire du CECRL et ses enjeux didactiques (Struga, MN, 28 au 30 juin 2022)	Cadres responsables éducatifs	https://parlonsfrancais.francophonie.org/atelier-regional-du-crefeco/
Association ProFutur	Deuxième édition du Forum régional des futurs et jeunes enseignants de français (Sofia, 22-26 août 2022)	Professeurs de FLE	https://www.francophonie.org/le-crefeco-au-service-de-la-jeunesse-enseignante-de-francais-et-de-leurs-projets-2336
Institut français de Roumanie	Webinaire régional : « Intégrer les notions d'égalité femmes-hommes à son enseignement »	Professeurs de FLE	https://youtu.be/-izcBdYdXK8
Institut français de Roumanie	Webinaire régional "Concevoir un cours de FLE pour les enfants des classes primaires"	Professeurs de FLE	https://youtu.be/TGhY7Prx1Jw
	60 activités de médiation linguistique pour la classe de français	Professeurs de FLE	https://parlonsfrancais.francophonie.org/ressources/60-activites-de-mediation-linguistique-pour-la-classe-de-francais-roumanie/
DÉVELOPPEMENT DURABLE			
	CLOM Métiers de l'environnement : 11 nouveaux modules 3 Modules Construction durable : Production de matériaux écologiques alternatifs / Vérification et audit de la conformité écologique des bâtiments verts / Rénovation écologique des bâtiments existants 3 Modules Agriculture, aquaculture et agroalimentaire pour nourrir la planète : Pratique de l'agroécologie / Agroécologie : Cas pratique de la culture hors sol sur substrat local / Le secteur agroalimentaire 5 Modules Foresterie et sylviculture : Valorisation optimale du bois d'œuvre / Les marchés du carbone / Produits forestiers non ligneux (PFNL) / PFNL : Cas pratique des insectes comestibles / PFNL : Gestion et valorisation des déchets organiques	Tout public	https://www.objectif2030.org/mooc/metier/
ENDA-ENERGIE – Ministère de l'Eau et de l'Energie de la République du Cameroun	Formation en politique et économie de l'énergie	Administrations et agences publiques - Sociétés d'énergie : compagnies d'électricité, compagnies pétrolières et gazières - Bureaux d'études, organisations non gouvernementales et associations de consommateurs œuvrant dans le secteur de l'énergie	https://www.ifdd.francophonie.org/formations/formation-en-politique-et-economie-de-lenergie/

Partenaires	Titre	Public	Lien
Autorité nationale de régulation du secteur de l'électricité de Côte d'Ivoire	Formation pour cadres sur la réglementation et la tarification de l'électricité	Cadres d'entreprises électriques, régulateurs, groupes environnementaux, associations des consommateurs, journalistes spécialisés, autres intervenants	https://www.ifdd.francophonie.org/formations/formation-sur-formation-sur-la-tarification-de-lelectricite-electrique/
École Africaine des Métiers de l'Architecture et de l'Urbanisme (EAMAU) - Association ENERGIES 2050	Formation des professionnels du secteur de l'aménagement urbain, de la construction et du bâtiment aux défis de la transition énergétique	Architectes, urbanistes et gestionnaires urbains ainsi que chez les différents professionnels publics ou privés en activité ou en formation concernés par ces thématiques	https://www.ifdd.francophonie.org/formations/formation-des-professionnels-du-secteur-de-lamenagement-urbain-de-la-construction-et-du-batiment/
	CLOM Technologies de l'environnement : 11 nouveaux modules 2 Modules Construction durable : Construction écologique et bioclimatique / Bâtiments écologiques intelligents 4 Modules Agriculture, aquaculture et agroalimentaire pour nourrir la planète : Aquaculture / Aquaculture : cas pratique de l'aquaponie / Bio-intrants / Production durable des semences 2 Modules Foresterie et sylviculture : Introduction aux SIG / Agroforesterie 3 Modules Banques, assurances et finances durables : Approches innovantes, inclusives et écologiques d'investissement / Approches innovantes d'auto-financement / Techniques de financement solidaire et écologique	Tout public	https://www.objectif2030.org/mooc/tech/
TRANSVERSALITÉ			
Université Senghor à Alexandrie, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) du Québec	L'Égalité femmes-hommes : un principe pour la francophonie ; une priorité du développement durable pour un monde plus juste (Cours : 3 octobre - 16 décembre 2022)	Acteurs du secteur public francophone (participation de 3 313 auditrices et auditeurs de 84 pays)	https://www.fun-mooc.fr/fr/cours/egalite-femmes-hommes/
Université Senghor et la CONFEJES	Formation « Certificat en conception et pilotage de politiques publiques en faveur de la jeunesse (CC3PJ)	Acteurs de la jeunesse de l'espace francophone	https://www.youtube.com/watch?v=QHeCKnE4LME
Salif SANOGO	Formation des journalistes et agents RJS	Journalistes et agents RJS	http://www.anp.ne/article/sahel-la-radio-jeunesse-sahel-rjs-bientot-operationnelle

III. PRIX, ÉVÈNEMENTS DE L'OIF OU CO-ORGANISÉS EN PARTENARIAT AVEC L'OIF

Nom	Partenaires	Lien
LANGUE FRANÇAISE ET DIVERSITÉ DES CULTURES		
Prix des 5 Continents		https://www.francophonie.org/remise-du-prix-des-5-continents-karim-kattan-2172
Prix Ibn Khaldoun-Senghor	Alecso	https://www.francophonie.org/jean-baptiste-brenet-laureat-2022-du-prix-ibn-khaldoun-senghor
Simulation de conférence internationale en français à destination de 9 OIR	CADHP	https://www.francophonie.org/des-representants-dorganisations-internationales-renforcent-leur-capacites-en-francais-avant-la-CdP27
Lancement du module en communication professionnelle et français juridique pour les agents de la CADHP	Alliance française d'Arusha	https://www.francophonie.org/un-nouveau-module-en-francais-juridique-pour-la-cour-africaine-des-droits-de-lhomme-2426
Prix OIF-ACP- UE Durban FilmMart- Pitch & Finance Forum	Festival du Film de Durban	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/ahmad-mahmoud-soudan-recoit-le-prix-oif-acp-ue-a-durban-pour-son-projet-specters-of-alhoot
Prix OIF-ACP- UE Festival de Locarno - Ateliers Open Doors	Festival du film de Locarno	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/michelle-serieux-sainte-lucie-remporte-le-prix-oif-acp-ue-a-locarno-avec-son-projet-de-long-metrage-black-madonna
Prix OIF /Takmil JCC 2022	Journées cinématographiques de Carthage	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/jcc-8-des-9-films-oif-en-lice-ont-ete-primés
Prix OIF-ACP-UE Takmil JCC 2022	Journées cinématographiques de Carthage	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/jcc-8-des-9-films-oif-en-lice-ont-ete-primés
Prix OIF-ACP-UE Final Cut Venice 22	Mostra de Venice	https://www.imagesfrancophones.org/actualites/souleymane-diallo-et-miriam-el-hajj-primés-a-final-cut-venise-pour-leurs-films-soutenus-par-l-oif
PAIX, DÉMOCRATIE ET DROITS DE L'HOMME		
4 ^e séminaire du Réseau de recherche Paix Sécurité et Développement (2RPSD)	G5 Sahel	https://www.francophonie.org/niger-4e-seminaire-du-reseau-de-recherche-paix-securite-et-developpement-2400
Événement parallèle francophone sur l'interculturalité et les compétences linguistique dans la police de proximité, en marge du Sommet de la Police de l'ONU à New York	Division de la Police de l'ONU, Sénégal, France	https://media.un.org/en/asset/k1o/k1o0gyn201
Séminaire « Entre chapitre VIII, Missions politiques spéciales et opérations de paix (OP) multidimensionnelles : une nouvelle voie pour les OP onusiennes ? », au siège de l'ONU à New York	Observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix, France	https://media.un.org/en/asset/k1y/k1yeo4uxe1
Lancement de la plateforme francophone des initiatives de lutte contre la désinformation ODIL		https://www.facebook.com/100066311061737/videos/710437736991783?locale=fr_FR
Atelier de valorisation des initiatives francophones de lutte contre la désinformation		https://www.francophonie.org/atelier-valorisation-jumelages-initiatives-francophones-lutte-contre-desinformation-2566
Journée internationale d'étude « Interroger les enjeux de la désinformation : croisement de regards francophones »	Ecole Nationale Supérieure des Sciences de l'Information et des Bibliothèques (ENSSIB, FR), Ecole des Bibliothécaires, Archivistes et Documentalistes (EBAD, SN)	https://www.francophonie.org/loif-soutient-la-recherche-francophone-sur-la-desinformation-loccasion-dune-journee-detude-2425
Webinaire de présentation du livre blanc auprès des acteurs francophones de la lutte contre la désinformation	Les Surligneurs, Datagora	https://www.lessurligneurs.eu/les-surligneurs-et-datagora-vous-invitent-a-leur-webinaire-comment-faire-du-fact-checking-et-le-valoriser-sur-les-reseaux-sociaux/
Palabre de la Francophonie « Comment mieux s'informer » sur la lutte contre la désinformation		https://www.youtube.com/watch?v=95buZn1ZjK4

Nom	Partenaires	Lien
7 ^{ème} édition du Prix francophone de l'innovation dans les médias	Radio France internationale (RFI), Reporters sans frontières (RSF)	https://www.francophonie.org/prix-francophone-innovation-medias-2022
ÉDUCATION ET FORMATION		
Réunion du comité de pilotage d'IFADEM	15 pays IFADEM	Réunion du Comité de pilotage d' IFADEM - Dakar - 19/02/2022 IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
Signature d'une convention de partenariat entre le MEN, l'APEFE, l'OIF et l'AUF pour le déploiement d'une nouvelle phase d'IFADEM au Sénégal	MEN/Sénégal AUF APEFE	Signature d'une convention de partenariat entre le MEN, l'APEFE, l'OIF et l'AUF pour le déploiement d'une nouvelle phase d'IFADEM au Sénégal IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
Déploiement d'une nouvelle phase du programme IFADEM aux Comores	MEN/Comores AFD/BLM	Co-construction de dispositifs de formation en Union des Comores dans le cadre d'un partenariat entre IFADEM et l'AFD à travers le projet « Bundo la Malezi ». IFADEM : Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
Séminaire international de restitution des recherches action sur l'enseignement bi-plurilingue (Dakar, juin 2022)	AUF	https://ifef.francophonie.org/Actualites/retour-sur-le-seminaire-international-de-restitution-des-projets-de-recherche-apprendre
Conférence EDUCAID 2022 : l'impact du changement climatique sur l'éducation : un défi mondial	WBI-APEFE, EDUCAID	https://www.educaid.be/fr/calendrier/educaidbe-conference-internationale-2022
Journée internationale de la Francophonie 2022 : "La Francophonie de l'avenir"	Université de Langues et d'Etudes Internationales – Hanoi, Vietnam	https://vovworld.vn/fr-CH/fenetre-des-jeunes/pour-la-francophonie-de-lavenir-1084878.vov
Colloque international "Le français et les cultures francophones : enseignement et recherche"	Université de Langues et d'Etudes Internationales – Hanoi, Vietnam	https://vovworld.vn/fr-CH/francophonie/le-francais-et-les-cultures-francophones-enseignement-et-recherche-1129801.vov
Séminaire des cadres associatifs en Asie-Pacifique	CAP-FIPF	https://crefap.org/site/index.php/2022/11/17/seminaire-des-cadres-associatifs-en-asie-pacifique/
Journée sportive francophone à HCM Ville	Service de l'Éducation de HCM Ville et l'AUF	https://fr.vietnamplus.vn/les-journees-sportives-francophones-2022-une-rencontre-inedite/193732.vnp
3 ^{ème} édition de l'Hackathon en ligne « Jeu parle français » pour la conception de jeux vidéo sérieux	SERIOUS EVO INTERNATIONAL	https://jeuparlefrancais.org/
Regards croisés : Projet éducatif interculturel entre la Roumanie et le Sénégal	Association sénégalaise des professeurs de français Association roumaine des professeurs de français	https://parlonsfrancais.francophonie.org/regards-croises-projet-educatif-interculturel-entre-la-roumanie-et-le-senegal/
ÉCONOMIE ET NUMÉRIQUE		
Table-ronde « L'Afrique, continent numérique », Sommet de la Francophonie, Djerba, 19 novembre 2022	DiploFoundation, Smart Africa, et CIO-mag et ATDA (Assises pour la Transformation digitale de l'Afrique)	https://www.youtube.com/watch?v=Nv6a3RjAkhI
Table-ronde « Les défis de la gouvernance de l'Internet dans l'espace francophone », Forum sur la Gouvernance de l'Internet, Addis Abeba, 28 novembre 2022		https://www.francophonie.org/OIF-au-17e-forum-gouvernance-internet-2526
Forum D-CLIC Pro Tunisie (Tunis, 19-20 juillet 2022)	Net Info / WeCode Land	https://www.francophonie.org/le-deuxieme-forum-d-clic-pro-mobilise-la-jeunesse-tunisienne-2320

Nom	Partenaires	Lien
Forum D-CLIC Pro Côte d'Ivoire (Abidjan, 23-24 juin 2022)	Femmes & TIC	https://www.francophonie.org/cote-divoire-1er-forum-d-clic-pro-2285
Forum D-CLIC Pro Madagascar (Antananarivo, 15-16 septembre 2022)	Sayna	https://www.francophonie.org/3e-forum-dclic-pro-madagascar-opportunites-emploi-pour-les-jeunes-et-de-developpement-pour-les
Forum D-CLIC Pro Djibouti (Djibouti, 15-16 décembre 2022)	Menfop	https://www.francophonie.org/le-4e-forum-d-clic-pro-mobilise-la-jeunesse-djiboutienne-2561
11 ^e édition des Assises pour la Transformation digitale de l'Afrique (ATDA), Genève, 15-16 décembre 2022	Safrem / CioMag	https://lesatda.com/atda-2022-resume-de-la-1ere-journee/ ; https://lesatda.com/en/atda-2022-resume-de-la-2eme-journee/
TRANSVERSALITÉ		
Concertation francophone de haut niveau dans la cadre de la 66 ^{ème} Commission de la condition de la femme (CCF) des Nations Unies, portant sur « Les femmes au premier plan dans la lutte contre le changement climatique dans l'espace francophone »	IFDD / RPNY	https://www.ifdd.francophonie.org/diplomaties/concertation-de-haut-niveau-organisee-en-marge-de-la-66e-session-de-la-commission-de-la-condition-de-la-femme-sur-le-theme-les-femmes-au-premier-plan-dans-la-lutte-contre-le-changement-climat/
Dans le cadre de la Journée internationale de la Femme de 2022, d'un panel de haut niveau au pavillon des femmes à l'Exposition universelle de Dubaï sur la thématique « Renforcer le rôle des femmes en temps de crise : les femmes comme force de changement ».	DCOM	https://www.facebook.com/OIFrancophonie/videos/renforcer-le-r%C3%B4le-des-femmes-en-temps-de-crise-les-femmes-comme-force-de-changem/706920167134339/
L'activité a mobilisé en ligne et en présentiel plus de 320 auditrices/teurs.	RPUE	
Les femmes qui dérangent - Colloque	le Mundaneum la Fondation Henri La Fontain	http://expositions.mundaneum.org/fr/conferences/les-femmes-qui-derangent-colloque
Concours Jeunesse engagée pour l'égalité	RPAO et REPCAL	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/annonce-des-laureats-concours-jeunesse-engagee-pour-l-egalite
Dialogue entre la Secrétaire générale et des jeunes francophones	Gouvernement du NB, Société nationale de l'Acadie et Fédération des jeunes francophones du NB	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/dialogue-entre-la-secretaire-generale-et-des-jeunes-francophones
Quiz francophone - Journée internationale de la Jeunesse 12 août 2022		https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/annonce-du-gagnant-du-jeu-concours-quiz-francophone-journee-internationale-de-la-jeunesse-12-aout-2022
Appel à solutions climat-CdP27 de Charm El Cheikh – à l'attention des jeunes francophones accrédités à la CdP27	IFDD	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/appele-a-solutions-climat-cdp27-de-charm-el-cheikh-a-l-attention-des-jeunes-francophones-accredites-a-la-cdp27
Dialogue avec des jeunes leaders engagés	IFDD	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/dialogue-avec-des-jeunes-leaders-engages
Atelier de concrétisation du Réseau jeunesse de la Francophonie		https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/atelier-de-concretisation-du-reseau-jeunesse-de-la-francophonie
Atelier de validation du Réseau international de la jeunesse de la Francophonie		https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/atelier-de-validation-du-reseau-international-de-la-jeunesse-de-la-francophonie
FIJEF 2019, trois ans après : défis, leçons apprises et perspectives pour une jeunesse entreprenante (Madagascar)	REPOI	https://www.francophonie.org/ocean-indien-cloture-du-forum-regional-des-jeunes-sur-l-entrepreneuriat-dans-leconomie-bleue-2656
5 ^e édition du Sommet YouthConnekt Africa		https://www.francophonie.org/loif-au-5e-sommet-youthconnekt-africa-2421
Colloque Regards croisés sur les politiques publiques de la Jeunesse et partage d'expériences entre les observatoires de la jeunesse en Francophonie (Tunisie)	REPAN	https://www.francophonie.org/tunisie-regards-croises-sur-les-politiques-publiques-de-la-jeunesse-2460

Nom	Partenaires	Lien
Recrutement de 30 bénévoles pour appuyer l'organisation des Jeux de la Francophonie	CIJF	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/item/appe- regional-a-candidatures-recrutement-de-30-benevoles- pour-appuyer-l-organisation-des-jeux-de-la-francophonie
8e édition du Prix Jeune Journaliste en Haïti	REPCAL	https://jeunesse.francophonie.org/actualites/ item/prix-jeune-journaliste-en-haiti
Caravane nationale de sensibilisation sur Radio jeunesse Sahel au Burkina Faso	Comité consultatif des jeunes Conseil National de la Jeunesse du Burkina Faso	https://www.facebook.com/RadioJeunesseSahel/ posts/421373590121095/
Caravane nationale de sensibilisation sur Radio jeunesse Sahel en Mauritanie	Comité consultatif des jeunes Conseil National de la Jeunesse de Mauritanie	https://www.culture.gov.mr/fr/node/361
Caravane nationale de sensibilisation sur Radio jeunesse Sahel au Mali	Comité consultatif des jeunes Conseil National de la Jeunesse du Mali	https://maliactu.net/radio-jeunesse-sahel-la- caravane-de-sensibilisation-lancee-au-mali/
Caravane nationale de sensibilisation sur Radio jeunesse Sahel au Tchad	Comité consultatif des jeunes Conseil National de la Jeunesse du Tchad	https://www.lepaystchad.com/19611/ https://www.alwihdainfo.com/Tchad-le-CNJT- lance-une-caravane-de-sensibilisation-sur- la-radio-de-la-jeunesse_a108696.html
Caravane nationale de sensibilisation sur Radio jeunesse Sahel au Niger	Comité consultatif des jeunes Conseil National de la Jeunesse du Niger	https://www.facebook.com/watch/?v=4482939231824364

Ce document a été conçu et élaboré sous la coordination du Service de la Conception et du suivi des projets avec la contribution de l'ensemble des unités concernées de l'OIF

- 🏹 **Service de la conception et du suivi des projets** : Christophe Versieux
- 🏹 **Rédacteurs principaux** : André Boutna, Marie-Adeline Tavares, Wilfrid-Philipp Gbedokoun, Claire Crochemore, Hary Andriamboavonjy, Louis-Noël Jail, Sandra Coulibaly-Leroy, Emile Emond
- 🏹 **Conception graphique** : Mélanie Luciani
- 🏹 **Crédits photos** : OIF, unsplash.com, freepik.com,
illustrations p19 : pch.vector / Freepik, Rawpixel / Freepik, Vector juice / Freepik

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) est une institution fondée sur le partage d'une langue, le français, et de valeurs communes. Elle rassemble à ce jour 88 États et gouvernements, dont 54 membres, 27 observateurs et 7 membres associés. Le Rapport sur la langue française dans le monde 2022 établit à plus de 321 millions le nombre de locuteurs de français, faisant du français la 5^e langue la plus parlée au monde.

Présente sur les cinq continents, l'OIF mène des actions politiques et de coopération dans les domaines prioritaires suivants : la langue française et la diversité culturelle et linguistique ; la paix, la démocratie et les droits de l'Homme ; l'éducation et la formation ; le développement durable et la solidarité. Dans l'ensemble de ses actions, l'OIF accorde une attention particulière aux jeunes et aux femmes ainsi qu'à l'accès aux technologies de l'information et de la communication.

61 États et gouvernements membres et associés

Albanie • Principauté d'Andorre • Arménie • Royaume de Belgique • Bénin • Bulgarie • Burkina Faso • Burundi • Cabo Verde • Cambodge • Cameroun • Canada • Canada-Nouveau-Brunswick • Canada-Québec • République centrafricaine • Chypre • Comores • Congo • République démocratique du Congo • Côte d'Ivoire • Djibouti • Dominique • Égypte • Émirats arabes unis • France • France-Nouvelle-Calédonie • Gabon • Ghana • Grèce • Guinée • Guinée-Bissau • Guinée équatoriale • Haïti • Kosovo • Laos • Liban • Luxembourg • Macédoine du Nord • Madagascar • Mali • Maroc • Maurice • Mauritanie • Moldavie • Principauté de Monaco • Niger • Qatar • Roumanie • Rwanda • Sainte-Lucie • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal • Serbie • Seychelles • Suisse • Tchad • Togo • Tunisie • Vanuatu • Vietnam • Fédération Wallonie-Bruxelles

27 OBSERVATEURS

Argentine • Autriche • Bosnie-Herzégovine • Canada-Ontario • Costa Rica • République de Corée • Croatie • République dominicaine • Estonie • Gambie • Géorgie • Hongrie • Irlande • Lettonie • Lituanie • Louisiane • Malte • Mexique • Monténégro • Mozambique • Pologne • Slovaquie • Slovénie • République tchèque • Thaïlande • Ukraine • Uruguay

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE

19-21, avenue Bosquet, 75007 Paris – France
Tél. : +33 (0)1 44 37 33 00



@OIFrancophonie

www.francophonie.org

